



Après l'abandon par Bagdad de ses dernières exigences

## Le cessez-le-feu entre l'Iran et l'Irak semble désormais acquis

Du Golfe à l'Angola

La semaine qui commence s'annonce particulièrement faste pour le paix du monde. Sauf improbable coup de théâtre de dernière minute, le secrétaire général des Nations unies, M. Perez de Cuellar, devait annoncer, dès le lundi 8 août, le jour « J » qu'il aura choisi, en accord avec les cinq grands du Conseil de sécurité, pour l'entrée en vigueur d'un armistice dans le Golfe. Ainsi s'achèvera la plus effroyable des guerres conventionnelles depuis 1945, un conflit qui a fauché en huit ans, estiment les experts, la vie d'un million d'hommes. Ce même lundi, dans la soirée, les négociations entre Pretoria, Luanda et La Havane devaient franchir une étape décisive, avec l'annonce à Genève d'un accord de cessez-le-feu dans le sud-ouest de l'Afrique.

Certes, s'agissant de la guerre et de la paix, comparaison n'est pas forcément raison. La différence de nature et d'enjeux des conflits en cause, autant que l'éloignement de leurs champs de bataille, empêchent de pousser trop loin le parallèle entre l'affrontement anglo-nambien, l'un des derniers chapitres sanglants de la décolonisation en Afrique, et l'absurde guerre du Golfe, dont les protagonistes sortent épuisés, huit ans plus tard, sans avoir arraché le moindre gain militaire décisif.

Il n'empêche : on ne peut qu'être frappé par la coïncidence entre le dénouement de ces deux guerres et par l'identité des premières diplomatiques qui les ont, en quelques mois, rendus possibles. Car l'Angola et le Golfe ont un point fondamental en commun : ils sont le théâtre d'un conflit régional dont Américains et Soviétiques souhaitent hâter le règlement. Conséquence de l'aggiornamento de la diplomatie soviétique, résolue désormais à favoriser l'apaisement des conflits régionaux — comme l'ont prouvé avec éclat le désengagement de l'URSS en Afghanistan et celui du Vietnam au Cambodge — cette convergence nouvelle entre les préoccupations des Deux Grands a constitué dans les deux cas le véritable « accélérateur » de la paix.

En signant il y a un an déjà avec les autres membres permanents du Conseil de sécurité la résolution 598 appelant à un armistice dans le Golfe, le Kremlin avait montré qu'il désirait, autant que les Etats-Unis, éteindre ce conflit.

En Angola, le revirement soviétique s'est fait sentir plus récemment, mais de manière encore plus spectaculaire. L'URSS a non seulement convaincu ses alliés angolais et cubains qu'il leur fallait faire un geste décisif en consentant, comme le demandait Pretoria, à un rapatriement des troupes de La Havane, pour faciliter enfin l'accession à l'indépendance de la dernière colonie africaine. Elle a aussi soutenu à fond la médiation américaine sans chercher à ravir aux Etats-Unis le rôle de « faiseur de paix ».

(Lire nos informations pages 3 à 5.)

M. Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU, devait annoncer lundi 8 août la date d'entrée en vigueur du cessez-le-feu dans la guerre du Golfe. Le président irakien Saddam Hussein a en effet levé le principal obstacle à l'arrêt des combats, en annonçant qu'il n'exigeait plus des négociations directes préalables. L'Iran, de son côté, a confirmé, dimanche, son plein accord.

Entre l'Iran et l'Irak, la paix est désormais imminente. Le secrétaire général de l'ONU, M. Perez de Cuellar, devait « en principe » annoncer, lundi 8 août, lors d'une réunion du conseil de sécurité, la date du cessez-le-feu et celle de l'ouverture des négociations entre les deux belligérants. Le processus de paix dans le Golfe s'était soudainement accéléré au cours du week-end, après que l'Irak eut levé le principal obstacle à la trêve en renonçant, samedi 6 août, à exiger des négociations directes « face à face » avec l'Iran, en préalable à l'entrée en vigueur du cessez-le-feu. Dès dimanche, Téhéran confirmait son accord à des négociations directes après la fin des combats.

C'est le président irakien en personne qui a annoncé, samedi 6 août, qu'il était prêt à accepter un cessez-le-feu avec l'Iran si celui-ci s'engageait à entamer des négociations directes avec Bagdad. Dans un discours « au peuple irakien, à la nation arabe et au monde », M. Saddam Hussein a demandé à Téhéran d'exprimer son engagement « clairement, franchement et officiellement ». Il a également évoqué l'un des principaux litiges à l'origine de la guerre, celui du trafic maritime dans le Golfe.

« Il est normal, a-t-il ajouté, que nous jouissions des droits de navigation dans le Golfe et le Chant El Arab [confluent du Tigre et de l'Euphrate] des installations du cessez-le-feu, conformément à nos droits inaliénables et aux lois internationales ».

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

(Lire la suite page 4.)

Les arbitrages pour le budget de 1989

## M. Rocard accroît fortement les crédits de l'éducation nationale

Chaque ministre a reçu, au cours du week-end, de M. Michel Rocard la « lettre plafond » fixant le montant de ses dépenses pour le budget 1989. Les dépenses de l'Etat devraient augmenter de 4,6 % pour atteindre 1 164 milliards de francs. L'éducation nationale, avec plus de 11 milliards de crédits nouveaux (+ 5,5 %) et la création de 13 000 emplois, constitue la première priorité.



Lire l'article d'ERIC IZRAELEWICZ page 16

### Un discours du roi Hussein

Le souverain jordanien souhaite la création d'un Etat palestinien

PAGE 3

### Emploi des jeunes

Des abus dans la formation en alternance

PAGE 17

### Affaire Benveniste

La polémique rebondit

PAGE 7

### Chronique de 1788

« Aidez-moi » (15 juillet 1789) PAGE 2

Le sommaire complet se trouve en page 20

L'accident de la gare de l'Est et la démission du président de la SNCF

## Des machines et des hommes

Trois enquêtes parallèles permettront peut-être d'expliquer pourquoi un train, en provenance de Châteauneuf-Thierry, n'a pu s'arrêter et a heurté un bûcher à la gare de l'Est à Paris, le samedi 6 août, faisant un mort et cinquante-six blessés. Le gouvernement a obtenu la démission de M. Philippe Rouvillou, président de la SNCF. La « série noire » que connaît la société nationale pose la question de la place de l'homme dans la sécurité ferroviaire.

A la gare de l'Est, le samedi 6 août, l'explosion, le bris de vitres et les hurlements qui ont suivi ont replongé dans le cauchemar les voyageurs et la SNCF. Celle-ci titubait littéralement sous le choc des catastrophes survenues depuis quelques mois : Issy-Plaine (1 mort), le 25 décembre 1987, gare de Lyon (56 morts), le 27 juin dernier, Toulouse (18 blessés), le 18 juillet, et maintenant la gare de l'Est où l'on a relevé 1 mort et 8 blessés graves. Où s'arrêtera la série noire pour ce mode de transport, certes le moins meurtrier, mais où l'accident prend la résonance d'un scandale tant la confiance des Français dans leur chemin de fer est grande ?

Le président de la République est-il dans le vrai lorsqu'il voit la panacée dans la sévérité à l'égard des responsables soupçonnés de laxisme ? Les syndicats ne proposent-ils pas une autre médication puisqu'ils ne voient de salut que dans la multiplication des crédits et des emplois, en

partant du postulat que seul un cheminot heureux et bien payé amènera son client à bon port ? Si ces approches présidentielles et syndicales contiennent une part de vérité, elles méconnaissent un aspect essentiel de la sécurité dans les transports. En dépit des mécanismes, des signaux et des règlements, l'erreur humaine — énorme ou minuscule — s'insinue inévitablement tout au long de la chaîne du transport. Il n'est que d'énumérer les faits survenus depuis le 27 juin, date de la collision de la gare de Lyon.

Lorsque le signal d'alarme se déclenche, ce jour-là, à la hauteur de Vert-de-Maisons, dans le train en provenance de Melun une mécanique infernale se met en branle qui va aboutir à priver de freins le convoi (1). Le conducteur arrête le train et se rend dans la deuxième voiture pour trouver l'auteur du signal. Personne. Il réarme le système et regagne sa cabine de conduite. Impossible de démarrer : les freins sont bloqués. Le conducteur imagine que les réservoirs d'air comprimé qui commandent les mâchoires des freins sont en surpression, au-dessus de cinq bars et que cela empêche le déblocage. Il croit qu'il lui faut baisser la pression et il vide, pense-t-il, l'excédent.

Il ne s'est pas aperçu que la vaine qui contrôle la circulation d'air comprimé entre la motrice et les sept autres voitures a été fermée. Par qui ? Le conducteur et l'agent de train nient l'avoir laissée dans cette position. Par un usager mal intentionné et furieux de la durée de l'arrêt ? Toujours est-il que les manœuvres du conducteur chassent toute pres-

sion des freins de sept voitures sur huit. Lorsqu'il remonte en cabine, le manomètre est à la pression normale mais uniquement pour la motrice et non pour la totalité du train, comme le croit le conducteur. Celui-ci juge que tout est redevenu normal et ne se livre pas à un essai pour vérifier que le système de freinage est en ordre de marche. A ce jour, c'est la seule erreur que la direction des transports de la SNCF a retenue contre lui. On connaît la suite : le train repart avec vingt-six minutes de retard et s'écrase, dans la gare souterraine de Lyon, contre un train en partance pour Melun.

Le 19 juillet, le conducteur d'un train à destination de Toulouse connaît un moment d'inattention et freine trop tard. Son convoi brûle un feu rouge et vient percuter l'arrière d'un autre train se rendant lui aussi à Toulouse : dix-huit blessés. Au cours de la dernière semaine de juillet, un train de pèlerins en provenance de Lourdes stationne sur un aiguillage près de Bordeaux.

ALAIN FAUJAS.

(Lire la suite page 6.)

Deux disparitions

### Henri Frenay : un chef de la Résistance

Henri Frenay est mort le samedi 6 août à Porto-Vecchio. Il était âgé de quatre-vingt-trois ans.

Avec Henri Frenay disparaît un symbole de la Résistance. Militaire de carrière, saint-cyrien, il avait refusé la défaite de 1940, l'armistice et les abandons successifs qu'incarnait le maréchal Pétain. Recherché par la Gestapo avant même

qu'il eut fondé, à la fin de 1941, le mouvement Combat, il a été un inlassable organisateur de réseaux. Ministre du général de Gaulle dans les gouvernements provisoires de la Libération, il s'est ensuite séparé du fondateur de la V<sup>e</sup> République dont il contestait le nationalisme à son avis outrancier, inconciliable avec l'idée d'une Europe fédérale pour laquelle il militait.

(Lire page 20 l'article de JACQUES RUFFIÉ, professeur au Collège de France.)

### Francis Ponge : un poète des Lumières

Le poète Francis Ponge est mort le samedi 6 août à Bar-sur-Loup. Il était âgé de quatre-vingt-neuf ans.

C'est au plus fort de la seconde guerre mondiale que Francis Ponge, écrivain, résistant, militant communiste, avait mesuré les ravages provoqués par l'irrationnelisme et engagé son combat littéraire dans la

direction d'un humanisme hérité du siècle des Lumières. Cette reconstruction poétique, Ponge la menait au plus près des choses dont il s'agissait de rendre compte avec la plus de vérité possible : un pré, un verre d'eau, un morceau de savon. Un effort de simplicité qui n'abandonnait rien de la rigueur, de la sensualité et des fastes de la langue française.

(Lire page 8 l'article de PHILIPPE SOLLERS.)

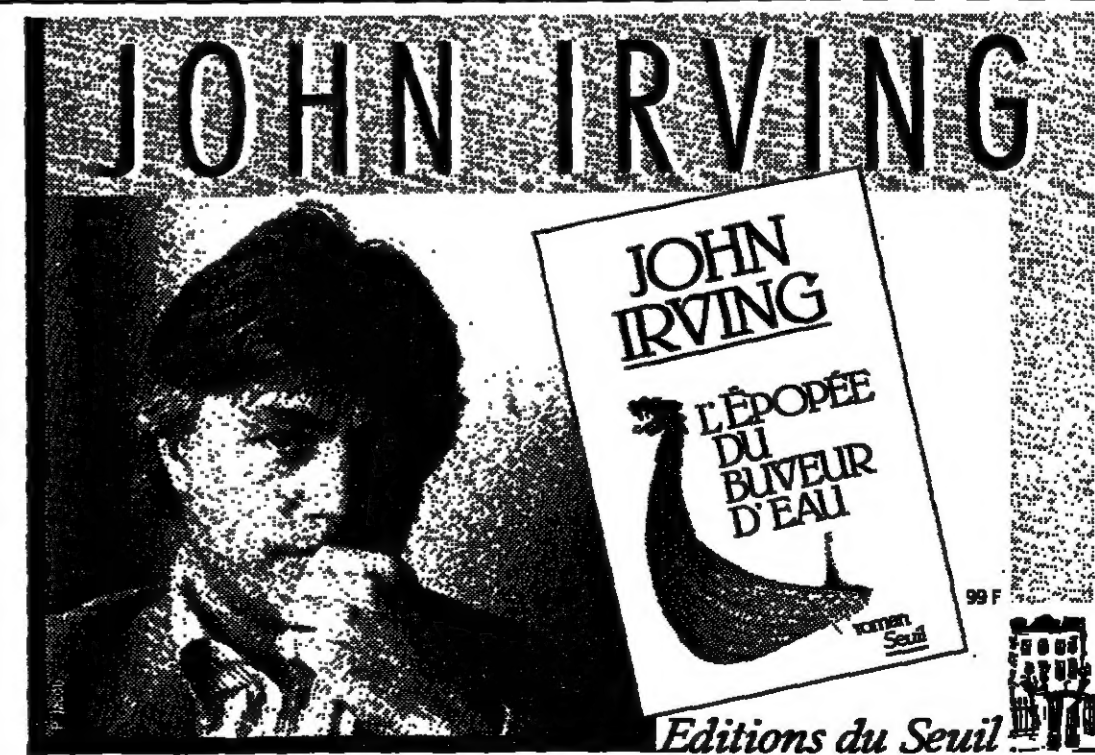
Le Monde

ECONOMIE

### La naissance d'une nouvelle Asie

Sous l'impulsion du Japon (Le Monde du 2 août), « parrain » peu aimé mais incontournable, l'Asie de l'Est change de face, industrialisation et croissance aidant. Mais les relations pourrissent-elles rester sereines entre des pays en émergence et un voisin puissant ?

Pages 13 et 14



M 0147 - 0809 0 - 4,50 F



3790147004500 08090

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 4,50 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$ ; Danemark, 7,20 F ; Espagne, 425 F CFA ; France, 10 fr. ; Grèce, 150 dr. ; Hongrie, 90 p. ; Inde, 1 700 L. ; Liban, 2 400 L.L. ; Luxembourg, 50 F ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 130 esc. ; République tchèque, 336 F CFA ; Suède, 12,50 kr. ; Suisse, 1,80 S. ; USA, 1,50 \$ ; USA (West Coast), 2 \$.



CHRONIQUE DE

1789

L'ANNÉE SANS PAREILLE

15 juillet 1789

« Mais c'est une révolte ?

— Non, sire, c'est une révolution. »

Louis XVI n'a pas tout de suite compris le sens de la prise de la Bastille, qui apparaît en France et à l'étranger comme l'aboutissement d'une longue maturation. Dès le 15 juillet le roi, sur le conseil du duc de Liancourt, se rend devant l'Assemblée nationale et lui réclame son aide. Il annonce en même temps le retrait de toutes les troupes étrangères. Explosions de joie à Versailles et à Paris. Le roi, l'Assemblée et la nation réunis dans l'allégresse. C'est la grande espérance.

par MICHEL WINOCK

La prise de la Bastille était devenue, sans que les protagonistes en aient eu conscience sur le coup, un de ces événements-pharos qui donnent leur sens à une époque. On avait pris d'assaut la forteresse pour y saisir des armes ; on s'avise qu'il s'agit aussi d'une prison. Pas n'importe quel lieu de détention ! Mais un de ceux où l'on jette les victimes des lettres de cachet. Celles-ci, réclamées par les pères de famille au souverain, pouvaient expédier les enfants prodiges, débâchés, ivrognes, violents, ou en simple danger de mésalliance dans une geôle de l'État ; elles étaient l'outil de l'autorité abusive des pères et la marque de l'arbitraire exclusif des rois. Délivrer les captifs de la Bastille devenait l'un des plus beaux actes de révolte contre l'absolutisme.

Sortez de vos cachots funèbres,  
Victimes d'un joug détesté,  
Voyez à travers les fenêtres,  
Les rayons de la liberté !  
Trop longtemps la sombre tristesse  
Versa son poison dans vos cœurs,  
Baignez des pleurs de l'allégresse  
Le front de vos libérateurs.

Sans doute eût-il mieux valu que, pour la démonstration, on comptât dans les cachots un peu plus de sept détenus. D'autant qu'ils étaient loin de tous représenter les suppliciés du despotisme. Il y avait ainsi quatre prisonniers de droit commun qui, une fois les portes ouvertes, s'envelopperent au milieu des réjouissances. Il y avait un Anglais nommé Whyte, qui faisait bien figure, avec sa longue barbe, de détenu vivant ; on le porta donc en triomphe, avant de le renfermer, cette fois à Charenton : il était fou. Ce fut aussi le sort de Tavernier, qu'on transféra, cinq jours après l'Anglais, dans le même asile d'aliénés. Par chance restait le comte de Solages, bel et bien interné, lui, à la demande de sa famille : on le fêta comme il se doit, avant qu'il ne s'en aille, ayant assez fait pour la cérémonie, dans son Langue-d'oc natal.

Cependant, il ne faut pas trop s'attarder à l'écart qu'on dénonce entre la réalité parfois décevante des choses et la puissance symbolique des mots. On vivra, trois ans et quelques semaines plus tard, la bataille de Valmy comme une simple canonnade ; cela n'empêcha nullement Goethe d'y voir le début d'une ère nouvelle. Et puis, cette Bastille avait beau être hors de proportion avec son usage, la masse elle-même de ses murs et de ses tours en imposait comme un défi que les siècles d'obscurantisme avaient laissé aux citoyens de Paris. Abattre l'édifice parut au comité permanent de l'Hôtel de Ville comme un complément nécessaire : la charge de démolition fut confiée le 16 juillet au « patriote Palloy », lequel, à la tête d'une armée d'un millier d'ouvriers, déconstruisait pierre à pierre le formidable bâtiment ; la dernière en sera offerte à l'Assemblée nationale le 6 février 1790.

Palloy, qui avait le sens des affaires, récupéra ses matériaux de construction, fit sculpter sur chacun d'eux un plan-relief de la Bastille, et fit de ces « souvenirs », appelés « apôtres de la liberté », un religieux commerce qui s'ajouta à celui des objets divers (médailles, encriers, presse-papiers, tabatières...) que l'industriel entrepreneur avait fait fabriquer dans les « fers » de la sinistre prison.

Toutes ces péripéties, dont l'ancien Cro-pouillot faisait ses délices (style « le 14 juillet inconnu », « la prise de la Bastille n'est-elle pas inspirée par le marquis de Sade ? », etc.), ne doivent pas nous cacher la répercussion de l'événement dans les pro-

vinces et à l'étranger. C'est que la prise de la Bastille apparaissait comme l'aboutissement éblouissant d'une longue maturation révolutionnaire. Le principal avait été l'adhésion des troupes au mouvement, le phénomène de contagion qui a désarmé le loyalisme des soldats, les a acquis à la cause « nationale ». Ce fut en raison de l'état d'esprit des régiments, y compris des étrangers, que leurs chefs militaires, à commencer par Bessval, renoncèrent à l'usage de la force. « L'avis des officiers généraux réunis à l'Ecole militaire — écrit Bessval dans ses Mémoires — fut que cette effervescence devenait impossible à réprimer, d'autant que nos troupes s'ébranlaient visiblement ; qu'on les pratiquait en dépit de notre vigilance ; et qu'un colonel m'assura, les larmes aux yeux, que son régiment ne marcherait point. »

Pendant des semaines et des semaines, le pays avait connu manifestations, émeutes, soulèvements, au cours desquels la troupe avait été travaillée par une action qui paraissait tout débordant. « C'est le caractère national de l'insurrection du 14 juillet 1789, écrit J. Godechot, qui a conféré à la chute de la prison de la Bastille une importance sans commune mesure avec d'autres événements analogues, par exemple l'attaque et l'incendie de la prison d'Old Bailey, à Londres, le 5 juin 1790. » Des commentateurs étrangers sont allés plus loin que lui, tel l'Allemand Henri Steffens, ont vu tout de suite qu'il s'agissait non seulement d'une « révolution française », mais d'une « révolution européenne ».

Néanmoins, tout le sens de la prise de la Bastille ne saute pas immédiatement aux yeux de chacun. Après tout, le 14 juillet au soir, rien n'est encore achevé : les Parisiens se sentent plus forts, ils restent dans la crainte de la contre-offensive royale.

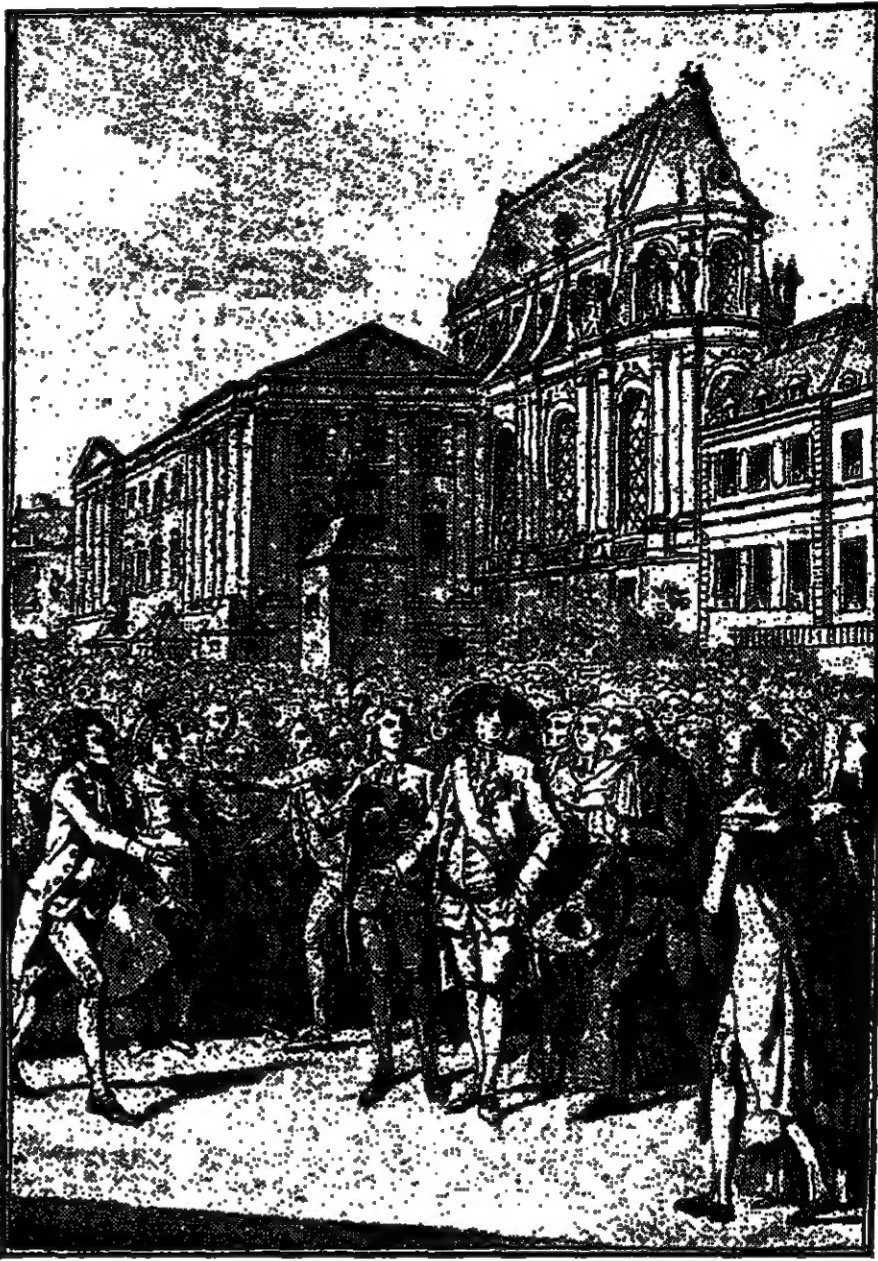
Le 14 juillet, en fait, Louis XVI ne comprend pas très bien, de Versailles, ce qui vient de se passer à Paris. A ce propos, on a souvent évoqué les pages si peu inspirées de son agenda, qui était plutôt son carnet de chasse : « Mardi 14, Rien. » Un rien qui pèse évidemment des tonnes d'inconscience. Mais, selon divers témoignages, dont les Mémoires de Bailly, le monarque, conseillé par Breteuil, entendit tenir le 16 une « séance royale », par laquelle il aurait réaffirmé ses propos du 23 juin : les « Etats » lui obéiraient ou ils seraient dissous. A cet effet, le maréchal de Broglie devait faire intervenir l'armée à Paris dans la nuit du 14 au 15, pour mieux disposer les esprits des députés à la résignation. Dans la capitale, on s'attendit du reste à la contre-attaque, et le soir du 14 la milice coupe les ponts de Sévres et de Saint-Cloud, qui ouvrent les routes de Versailles.

Le soir du 14 toujours, l'Assemblée, qui délibérait sans interruption depuis l'exil de

« Non, jamais on ne vit un spectacle plus imposant que celui qu'offrait la place de Grève ; une foule de citoyens paisibles et désarmés, mêlés parmi leurs frères en armes pour leur défense... »

Necker, apprend de la bouche du vicomte de Noailles arrivant de Paris la double prise des Invalides et de la Bastille, la mise à mort du gouverneur de Launay. Elle adresse sur-le-champ une délégation auprès du roi, pour l'informer. Celui-ci, ne prenant pas encore toute la mesure des faits, répond par écrit et sans émotion qu'il a fait nommer des officiers généraux pour commander la garde bourgeoise et ordonné l'évacuation du Champ-de-Mars par les troupes. Ce n'était pas tout à fait rassurant. Mais, entre-temps, une députation des électeurs de Paris parvient à son tour à l'Assemblée, donne sa version dramatique des faits ; les auditeurs décident alors d'envoyer une nouvelle mission auprès du roi, pour lui donner plus de détails sur la journée parisienne. Louis XVI, après l'avoir entendue, se dit « déçus », mais n'ajoute rien à sa première réponse. Cependant, le député Depont de Nemours est pré par l'Assemblée de gagner l'Hôtel de Ville de Paris, où il arrive à 2 heures du matin, pour rendre publique la réponse du roi.

Celui-ci n'aurait compris toute la gravité de la situation, c'est-à-dire la désobéissance des troupes, sans lesquelles il ne pouvait plus rien que dans la nuit du 14 au 15. Un mot célèbre résume la scène : « Mais c'est une révolte ? dit le roi au duc de Liancourt, venez le réveiller. — Non, sire, c'est une révolution. » Apocryphe ou non, la formule témoigne du temps qu'il avait fallu à Louis XVI pour se représenter avec exactitude dans quel rapport de forces la Cour se trouvait désormais. La prise de la Bastille n'avait pas été un fait divers ; elle démontrait l'échec de la contre-offensive royale. Dès le soir du 14, Bessval avait donné l'ordre de la retraite des troupes hors de Paris. Retraite improvisée sous une pluie battante : les villageois de Sévres refusent leurs portes, que les soldats doivent enfon-



Louis XVI, sortant de l'Assemblée nationale, s'en retourne à pied au château, accompagné seulement des trois ordres et d'une foule de peuple qui témoignent par leurs acclamations la joie qu'ils éprouvent des paroles de paix qu'il vient de donner aux représentants de la nation.

cer pour se loger de force. Un désastre supplémentaire, qui encouragea de nouvelles défections par dizaines. Le 15, le futur ambassadeur des Etats-Unis à Paris, Gouverneur Morris, fait cette observation : « L'armée tout entière, en France, s'est déclarée en faveur de la Révolution. »

Le même jour, sur le conseil du duc de Liancourt, le roi fait connaître son intention de se rendre à l'Assemblée. Celle-ci est justement sur le point de lui envoyer une nouvelle députation pour le convaincre de renvoyer les troupes à leur garnison, faire assurer le ravitaillement de la capitale, consolider l'établissement de la garde bourgeoise. On avait adopté un arrêté à l'unanimité et choisi vingt-quatre personnes pour aller le porter, lorsque Mirabeau s'est levé pour lancer un de ces morceaux de bravoure qui justifient les anthologies de l'éloquence parlementaire :

« Eh bien ! dites au roi que les hordes étrangères dont nous sommes investis ont reçu hier la visite des prisonniers, des prisonniers, des favorisés, et leurs caresses, et leurs exhortations, et leurs présents (Mirabeau fait ici allusion à la visite que Marie-Antoinette, le comte d'Artois, M<sup>me</sup> de Polignac et quelques autres avaient faite aux hussards casernés dans l'Orangerie) ; dites-lui que toute la nuit ces satellites étrangers, gorgés d'or et de vin, ont prédit dans leurs chants impies l'asservissement de la France, et que leurs vœux brutaux invoquaient la destruction de l'Assemblée nationale ; dites-lui que dans ses palais même des courtisanes ont mêlé leurs danses au son de cette musique barbare, et que telle fut l'avant-scène de la Saint-Barthélemy... »

Les membres de la députation s'apprêtent à sortir, lorsque le duc de Liancourt annonce l'arrivée imminente du roi. Des députés applaudissent ; d'autres s'en plaignent : « Attendez de savoir ce que le roi nous dira... » Le silence des peuples est la leçon des rois. « Bientôt le grand maître des cérémonies surgit ; déclare la venue de Sa Majesté. Quelques instants plus tard, le roi fait son entrée, sans gardes, accompagné seulement de ses deux frères. Prenant la parole, il déclare « les actes affreux qui régnaient dans la capitale », proteste contre les « injustes préventions », les « bruits coupables » qui ont laissé croire que les députés seraient menacés :

« Eh bien ! c'est moi qui ne suis qu'un homme ! Aidez-moi, en cette circonstance, à assurer le salut de l'Etat ; je l'attends de l'Assemblée nationale ; le zèle des représentants de mon peuple, réunis pour le salut commun, m'en est un sûr garant ; et, comptant sur la fidélité de mes sujets, j'ai donné ordre aux troupes de s'éloigner de Paris et de Versailles. Je vous autorise, et je vous invite même, à faire connaître mes dispositions à la capitale. »

Le roi avait dit : « Assemblée nationale », et non « les Etats généraux ». C'était la première fois. Il s'inclinait ainsi

devant l'acte révolutionnaire du 17 juin. Le roi avait confirmé le renvoi des troupes. Il s'inclinait ainsi devant la journée révolutionnaire du 14 juillet. Il s'inclinait doublement, devant les députés et devant le peuple parisien. Le président, l'archevêque de Vienne, lui a dit dans sa réponse que les « changements survenus dans la composition [du] conseil » avaient été une des causes principales des troubles. Sous-entendu : il faudra que le roi ne fasse pas un défilé pas les ministères à sa guise ; pour l'heure, il serait avisé de remplacer ses jusqu'au-bouistes par le retour de Neckar. Les mots n'étaient pas prononcés ; tout le monde y pensait.

A la suite de la journée à Versailles fut marquée par ces heures d'illusion populaire et de liesse provisoire dont l'année 1789 n'a pas été chiche. Le roi et ses deux frères sont revenus à pied au château, suivis de tous les députés, tous ordres confondus, les premiers rangs formant une chaîne pour protéger le souverain de la foule. Car tout le monde est accouru, a voulu voir le roi, l'applaudir, le serrer de près, le toucher peut-être. Une femme a réussi à se frayer le passage, s'est jetée à ses genoux, les a embrassés, tandis que de tous côtés ont retenti les « Vive le roi ! ». Bain de foule, délire général, joie sans mélange, oui, à ce moment-là précis Louis XVI faisait « un avec sa nation ». Il transpire, il est fatigué par cette foule qui le presse et l'accompagne jusqu'aux marches du château. Mais comment n'éprouverait-il pas un sentiment de bonheur ? Jours étonnants, que ceux qui suivent la prise de la Bastille et qui ne manquent pas d'émerveiller les représentants des nations étrangères. Le roi, l'Assemblée, la nation, unis dans l'allégresse, allaient faire des prodiges ! La reine, dont on disait tant de mal, on la réclame elle aussi, et le dauphin, et Madame Royale sa sœur, qui se présentent au balcon, sous les vivats de la foule, aussi prompts à aimer qu'à haïr.

Ces scènes sont bientôt suivies d'analogues, sur le chemin de Versailles à Paris, que prend maintenant une délégation de quatre-vingt-huit députés, dans quarante voitures, entre deux rangées de témoins enthousiastes. Arrivés à la place Louis-XV, ils ont pris à pied la direction du l'Hôtel de Ville. Tous les habitants de la capitale sont

dans les rues, faisant fête aux représentants de l'Assemblée, une « haine de peuple » en joie, les croisées des fenêtres débordant de manifestants, des cris incessants : « Vive la nation ! Vive l'Assemblée nationale ! Vive la liberté ! Vive la Constitution ! Vive la patrie ! Vivent les Français ! »

Dans cette délégation figure notre Adrien Duquesnoy, que nous avions délaissé. Rien ne vaut la fraîcheur de la description qu'il donne de ces heures enfié-

Il ne suffisait pas de prendre la Bastille, il fallait la raser. La charge fut confiée au « patriote Palloy », qui, à la tête d'un millier d'ouvriers, démolit pierre par pierre le formidable bâtiment.

vrées d'un peuple rendu fier par la conquête de sa liberté :

« Non, jamais on ne vit un spectacle plus imposant que celui qu'offrait la place de Grève ; une foule de citoyens paisibles et désarmés, mêlés parmi leurs frères en armes pour leur défense, des gardes-françaises, les gardes-suisse, des soldats de tous les régiments, des chevaliers de Saint-Louis, des hommes de tous les rangs, de tous les arts, de tous les états, confondus, réunis pour la défense publique ; et la plus grande police, la plus grande ordre, le peuple ouvrant la foule au premier ordre qu'il recevait. Quelle nation ! quel étonnant amour de la liberté ! Ce n'est pas la licence, ce n'est pas une effervescence passagère ; c'est un sentiment profond et durable, puisqu'il est accompagné du calme et de la réflexion. »

Tous les destructeurs de la Révolution française (je pense notamment à l'Anglais Edmund Burke, qui, apprenant les événements de Paris dans la crainte, s'apprêtait à écrire contre elle la première et la plus éblouissante des Catilinaires qu'elle provoqua) devraient se remémorer cette scène à la fois naïve et grandiose, où le monarque elle-même aurait pu trouver son inspiration et sa chance de durée. Le roi trompé par de mauvais conseillers reste un postulat. Le roi rendu à son peuple, gage de l'avenir des Français, reste la grande espérance.

1789 ou la dernière année de l'illusion monarchique.

Demain : le roi et la cocarde tricolore (17 juillet 1789)

Sur France-Culture, à 19 h 30, du lundi au vendredi, MICHEL WINOCK commente avec un historien chaque épisode de cette chronique de 1789.

Lundi 8 août : « Aidez-moi », avec Jean-Paul Bertaud.

Mardi 9 août : « Le roi et la cocarde tricolore », avec Jean-Paul Bertaud.

La publi attribué aux

Angola

Accord

sur un cessez-le-feu

provisoire

Angola

Accord

sur un cessez-le-feu

provisoire

Angola

Accord

sur un cessez-le-feu

provisoire

Angola

Accord

sur un cessez-le-feu

provisoire

Angola

Accord

sur un cessez-le-feu

provisoire

Angola

Accord

sur un cessez-le-feu

provisoire



## Le roi Hussein souhaite la création d'un Etat palestinien et réaffirme sa souveraineté en Jordanie

Il est vrai que les conditions dans lesquelles ce « projet » a été rendu public sont pour le moins éton-

**La publication d'un « projet de déclaration d'indépendance » attribué aux Palestiniens est accueillie avec scepticisme à Jérusalem**

Le Centre a été fermé il y a une semaine par les autorités, et son directeur, M. Fayçal Hussein, condamné à six mois de détention administrative. Personnalité palestinienne très influente de Jérusalem-Est, M. Hussein est accusé par les autorités d'être l'un des principaux animateurs du soulèvement dans le

Malgré le ton apaisant du discours sur l'OLP — « Nous n'avons pas de querelle avec le peuple palestinien ni avec son seul et légitime représentant, le PLO », a-t-il déclaré — l'heure n'est assurément pas au compromis avec la centrale palestinienne. On n'oublie pas ici que M. Yasser Arafat, invité par le roi en février dernier, n'a pas répondu à cet appel. C'est à sa demande que la délégation palestinienne attendue jeudi dans la capitale jordanienne sera reçue. Le souverain a été extrêmement clair quant à l'objet de cette visite : « Nous n'avons rien à dire à l'OLP. Nous allons écouter ce qu'ils ont à nous dire. Ils sont toujours les bienvenus pour discuter des questions qui les concernent, comme seuls et légitimes représentants du peuple palestinien. » « Je suis sûr que nous aurons un bon contact à l'avenir », a encore dit le roi. Il a aussi exprimé l'espoir que les futures relations jordanopalestiniennes soient de bon augure.

Le roi a déploré le fait que les Etats-Unis n'aient pas exercé l'influence qu'ils auraient dû avoir comme grande puissance pour trouver une solution au problème du Proche-Orient. Il a annoncé qu'il recevrait mardi M. Richard Murphy, secrétaire d'Etat adjoint chargé du Proche-Orient. Le souverain hachémite a d'autre part accusé Israël d'avoir laissé passer toutes les opportunités de paix. « Le fait même que le gouvernement israélien ne tous les droits du peuple palestinien est une preuve, a-t-il dit, qu'il

Ces appels répétés à l'unité des Jordaniens s'adressent tout autant à l'OLP qu'aux Palestiniens de Jordanie. A la centrale palestinienne, le roi indique clairement que si elle représente les Palestiniens sous l'occupation, elle n'a pas droit de

Dans le même temps, en rappelant que tous les Jordaniens jouissent des mêmes droits, le roi cherche à les rassurer. Ce n'est pas une tâche facile, tant le malaise est grand dans la communauté palestinienne de Jordanie. L'ait que le Mèger renouveau-ministère intervint samedi à la faveur de la suppression du ministre des territoires occupés ait donné lieu à l'entrée de deux nouveaux ministres d'origine palestinienne (1) va dans ce sens, et dément les rumeurs qui annonçaient une réduction du nombre des ministres d'origine palestinienne.

(1) Dans le remaniement ministériel intervenu samedi, M. Marwan Doudine, ancien ministre des territoires occupés, a été nommé ministre du travail, en remplacement de M. Oreikat, démissionnaire pour raison de santé. M. Oreikat détenait également le portefeuille du développement social, qui a été confié à M. Fawaz Toukan.

## Quand Yasser Arafat se confie à « Playboy »...

Né en 1929 à Gaza, il se rend après la mort de sa mère, à l'âge de quatre ans, à Jérusalem chez son oncle. La maison de ce dernier est proche du Mur des lamentations, dans la partie

Parti ensuite au Caire pour rejoindre son père, il se lance à l'âge de dix-sept ans dans la résistance. Alors qu'il étudie le génie civil, il rencontre le jeune officier Gamal Abdel Nasser, devenu chef de la révolution égyptienne, avec lequel il a une « relation très proche ». Par son intermédiaire, il connaît également un autre nationaliste qui marquera l'histoire de son pays, l'iranien Mohammad Moessadegh, dit-il à *l'Express*.

Abou Ammar parle de ses déceptions lorsqu'il était étudiant, militant, combattant, en particulier après la défaite arabe contre Israël en 1948. « J'allais partir, laisser totalement la région », dit-il. Il y est resté.

Paris, après huit ans de vie au Koweït, où, raconte-t-il, il s'était beaucoup enrichi en montant son entreprise d'ingénierie, il abandonne tout pour « rejoindre le kute » à Beyrouth. « Je suis un croyant et je crois que c'est ma destinée », confie-t-il. « Tôt ou tard, affirme-t-il, nous atteindrons notre but, car nous allons dans le sens de l'histoire et Israël va dans le sens inverse. »

territoires, bien qu'il ait passé l'essentiel des douze derniers mois en prison.

Il n'en a pas fallu plus pour que la presse et la classe politique israéliennes débattent longuement de ce qu'elles ont déjà baptisé l'« affaire » du document Hussein. Certains n'ont pas hésité à considérer le document comme une esquisse de réponse palestinienne au désengagement jordanien en Cisjordanie. C'est sans doute aller un peu vite puisque le projet de déclaration serait vieux de plusieurs semaines.

Il est attribué à un groupe de personnalités palestiniennes, et s'il y a plusieurs versions, l'essentiel tiendrait en quelques points. Déclaration unilatérale d'indépendance d'un Etat arabe existant dans les frontières du plan de partage de 1947 (c'est-à-dire à peu près les territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza, plus la Galilée, la partie nord d'Israël). Les Palestiniens des territoires occupés abandonneraient immédiatement les documents d'identité qui leur sont délivrés par l'administration israélienne au profit de ceux que leur fournirait l'O.L.P. Enfin, un gouvernement palestinien en exil serait constitué sous l'égide de l'O.L.P. dont M. Yassir Arafat serait le premier ministre et qui comprendrait également des membres des principales composantes de la ceinture palestinienne.

*dangereux et fou (...), voué à l'échec». Le ministre des affaires étrangères, M. Shimon Pérès, n'y voit que «paperasse», et ses amis du Parti travailliste ont réaffirmé leur «non à un Etat de l'OLP». Au ministère des affaires étrangères, on se refuse à «prendre l'affaire au sérieux»: on relevait notamment qu'aucune autorité palestinienne – de l'intérieur ou de l'extérieur – n'avait revendiqué ce document.*

Côté palestinien, plusieurs personnalités se sont efforcées de minimiser la portée du document; elles expliquent qu'il ne s'agissait que d'une des options discutées parmi plusieurs propositions pour tenter de donner une traduction politique au soulevement dans les territoires. À l'instar de la presse israélienne, certaines de ces personnalités palestiniennes attribuent la publication du document à une « fuite » soigneusement organisée par les services de sécurité, afin de nourrir les accusations portées contre M. Fayyad Hussein.

● **Manifestation de pacifistes israéliens.** Plusieurs centaines de membres du mouvement pacifiste israélien Shalom Archav (la Paix maintenant) ont manifesté, samedi 6 août, à Tel-Aviv devant la résidence du ministre de la défense, M. Itzhak Rabin, contre l'armistice proposé par le régime palestinien. M. Fayçal Hussein, Directeur du Centre d'études arabes de Jérusalem-Est, celui-ci avait été arrêté le 31 juillet, pour la troisième fois en quinze mois, sur ordre de M. Rabin, alors que son Centre d'études était fermé. M. Hussein a été remis en liberté par M. Hussein d'être membre d'une organisation illégale et de diverses activités hostiles à l'Etat hébreu. M. Hussein, qui avait participé quelques jours avant son arrestation à une réunion du mouvement la Paix maintenant, a été, selon le communiqué, relâché sans conditions, parce qu'il est une personnalité palestinienne prise au dialogue.

## Une « fuite » organisée ?

L'ensemble ressemble étrangement à une série de propositions - tout à fait théoriques - formulées en avril dernier par un universitaire américain, M. Jérôme Siegal. Elles avaient à l'époque été publiées par certains organes arabes de Jérusalem-Est, sans susciter le moindre intérêt.

Cette fois, toute la classe politique a réagi. Le premier ministre et chef de la droite, M. Itzhak Shamir, a estimé que ce projet de déclaration d'indépendance n'était qu'« un rêve

## A TRAVERS LE MONDE

## Accord sur un cessez-le-feu provisoire

**Angolais, Cubains et Sud-Africains** devraient annoncer, lundi 8 août, dans leurs capitales respectives, leur décision de respecter un cessez-le-feu en Afrique du Sud-Ouest. L'accord intervenu, le vendredi 7 août à Genève, à l'issue d'une nouvelle série de négociations tripartites, sous l'égide des Etats-Unis, devait être soumis à l'approbation des gouvernements concernés avant d'être rendu public.

En arrachant aux parties en présence la promesse d'un arrêt des combats, le médiateur américain, M. Chester Crocker, secrétaire d'Etat adjoint aux affaires africaines, a voulu préserver toutes ses chances aux négociations à venir, qui risquent d'être très dures. Ce cessez-le-feu devrait garder un caractère provisoire jusqu'à l'adoption d'un règlement politique.

## Expulsion d'un prêtre canadien


Un prêtre canadien, présent en Haïti depuis quatre ans, a été expulsé, le samedi 6 août, après avoir été embarqué de force, la veille, à bord d'une jeep et conduit à l'aéroport. Le père René Poirier, âgé de cinquante-quatre ans et membre de l'ordre des clercs de saint Viateur, est arrivé samedi à Montréal. Selon le communiqué du ministère haïtien de l'information, il s'est rendu « coupable de déclaration publique insultante de nature à compromettre l'ordre social et politique ».

Cette expulsion est intervenue le jour même où le général Henri Namphy appelait de ses vœux « l'intervention de l'armée pour empêcher tout désordre public et rappeler que les problèmes haïtiens devaient être réglés par les Haïtiens eux-mêmes, et non par des étrangers. Répondant à la proposition de « dialogue national » avancée par certains dirigeants de l'opposition, le président du gouvernement militaire a affirmé que « tout le monde peut prendre place dans le train, mais sous conditions du chauffeur ».

# VU A APOSTROPHES

## LES HOMMES

passé, présent, *conditionnel*

ANDRÉ LANGANEY  
**LES HOMMES**  
  
passé, présent, conditionnel  
ARMAND COLIN

**LANGANEY**

**“Des prévisions, à court ou moyen terme, sur l'évolution probable de nos éventuels descendants”.**

**248 pages, 170 F.**

**ARMAND COLIN**



## Proche-Orient

## L'accord sur un cessez-le-feu dans la guerre du Golfe

## La déclaration du président Saddam Hussein

Le président irakien Saddam Hussein a tenu à donner un caractère solennel à sa décision d'accepter un cessez-le-feu avant des négociations directes avec l'Iran, en annonçant dans un discours adressé samedi « au peuple irakien, à la nation arabe et au monde ». Il a précisé les conditions de cette acceptation : « Nous sommes disposés à appliquer un cessez-le-feu à condition que l'Iran proclame clairement, franchement et officiellement son acceptation à engager avec nous des négociations directes tout de suite après le cessez-le-feu, afin de discuter, de se mettre d'accord et d'appliquer tous les articles de la résolution 598, y compris le retrait des forces aux frontières et l'article 8 ». (Cet article stipule que la secrétaire générale de l'ONU examinera en consultation avec l'Irak et l'Iran, et avec d'autres Etats de la région, les mesures susceptibles de renforcer la sécurité et la stabilité de la région.)

« Dans ce cas, nous acceptons ce qui a été décidé avec la commission technique de l'ONU (pour le cessez-le-feu), et que des forces internationales se déploient entre nos forces armées et celles de l'Iran jusqu'à ce que chacun réintègre ses frontières lorsque s'instaurera une paix durable et globale avec l'accord des deux parties et sous la supervision du secrétaire général de l'ONU », a poursuivi M. Hussein. « L'acceptation de l'Iran doit nous être trans-

mise officiellement par l'intermédiaire du Conseil de sécurité ou du secrétaire général de l'ONU », a ajouté M. Saddam Hussein.

Faisant allusion au seul acte de l'Irak à la mer, le Chah-el-Arab, le président irakien a déclaré : « Il est normal que nous jouissions des droits de navigation dans le Chah-el-Arab et le Golfe dès l'instauration du cessez-le-feu, conformément à nos droits inaliénables et aux lois internationales ».

M. Hussein n'a fait qu'une brève allusion aux responsabilités dans le déclenchement du conflit, et rejeté par avance sur l'Iran la responsabilité de toute poursuite des hostilités.

« L'Irak, après avoir enregistré des victoires militaires sur le front (...), a-t-il dit, tend maintenant la main de l'amitié aux peuples d'Iran malgré ce que notre peuple a subi après leur agression et leur volonté affichée de poursuivre la guerre ».

Mais si l'Iran ne s'engage pas à entamer des négociations directes par une déclaration officielle claire et franche qui nous sera transmise officiellement par l'intermédiaire du Conseil de sécurité ou du secrétaire général de l'ONU, il aura prouvé une nouvelle fois au monde et surtout aux peuples d'Iran qu'il est le seul à rejeter la paix et à porter la responsabilité de la poursuite de l'effusion de sang ».

## La réponse de Téhéran

En annonçant rapidement après le discours du président irakien, mais avec une relative discrétion, son acceptation de négociations directes après l'établissement d'un cessez-le-feu, Téhéran a voulu marquer qu'il ne faisait que « réitérer une position antérieure ».

La radio iranienne, sans faire état du message du président irakien et de sa demande de négociations directes après le cessez-le-feu, a indiqué que « Bagdad avait supprimé les préconditions » qu'il mettait pour le cessez-le-feu. L'Iran « accepte de mener des négociations directes » avec l'Irak « après l'établissement du cessez-le-feu » et

« au moment où cela sera nécessaire », mais « réaffirme » sa position selon laquelle ces négociations doivent s'effectuer « dans le cadre de l'application de la résolution 598 de l'ONU ».

A New-York, le ministre iranien des affaires étrangères M. Ali Akbar Velayati a accepté de son côté officiellement d'ouvrir des négociations face à face avec l'Irak après le cessez-le-feu. « Le niveau des négociations, la date et le lieu dépendent de la décision du secrétaire général de l'ONU », a-t-il déclaré, après une heure et demie d'entretien avec M. Javier Perez de Cuellar.

## L'abandon par l'Irak de ses dernières exigences

(Suite de la première page.)

Dix-neuf jours après l'acceptation sans condition par l'Irak - le 18 juillet - de la résolution 598 du Conseil de sécurité de l'ONU ordonnant un arrêt immédiat des combats dans le Golfe, l'Irak a donc finalement « endossé » la décision de Téhéran. Le régime de Bagdad a cédé aux pressions de plus en plus insistantes de M. Perez de Cuellar et des membres permanents du Conseil de sécurité. Avant d'ailleurs d'autre véritable choix, sauf à braquer contre lui la communauté internationale et à s'aliéner une organisation dont la sympathie ou la neutralité bienveillante lui sont largement acquises depuis le début du conflit, il y aura huit ans le mois prochain ?

Ce combat d'arrière-garde de l'Irak valait d'autant moins d'être livré plus longtemps qu'il n'était pas juridiquement justifié. En effet, la résolution 598 n'évoque dans aucun de ses dix paragraphes l'exigence d'une négociation directe préalable au cessez-le-feu. Bagdad était d'ailleurs mal placé pour réclamer un « rajout » à la résolution 598 puisqu'il avait obstinément refusé depuis un an de changer ce texte d'un iota, en faisant même - sur le plan juridique - son cheval de bataille.

## La pression des Cinq Grands

Visiblement irrité par ces tergiversations irakiennes, M. Perez de Cuellar avait laissé entendre à mots couverts qu'il pourrait « court-circuiter » Bagdad et fixer de sa propre initiative, comme il en avait le droit, une date pour l'entrée en vigueur du cessez-le-feu. Sans doute ne serait-il pas allé au bout de sa menace mais son avertissement a été entendu par l'Irak. D'autres facteurs ont permis de hâter le revirement irakien. Les cinq

membres permanents du conseil de sécurité (Etats-Unis, URSS, Chine, Grande-Bretagne et France) - signataires unanimes de la résolution 598 - ont fait savoir publiquement qu'ils souhaitaient que celle-ci soit respectée à la lettre. Principal allié arabe de l'Irak, l'Arabie saoudite a égale-

ment fait pression sur Bagdad et son ministre des affaires étrangères, le prince Saoud Al Fayçal, semble avoir été très actif dans les coulisses de l'ONU.



Pour l'Irak, le risque était donc grand de se retrouver isolé et de voir la sympathie - changer de camp - à ses dépens, maintenant que l'Irak avait enfin prouvé sa bonne volonté en cautionnant la résolution 598. Bagdad aurait sans doute été mal inspiré de vouloir pousser trop loin son avantage. Car, si les dirigeants irakiens se sont résignés après huit ans à la paix - au-delà de leur constat d'échec militaire et de l'épuisement économique de leur pays - c'est aussi parce que cette solution est perçue par eux comme relativement honorable et

son but en permettant à Bagdad de consolider sa position diplomatique à la veille de la paix. M. Saddam Hussein a obtenu des Cinq Grands la « garantie morale » du respect de la résolution 598 et il a pu tester en même temps la solidarité du soutien que lui apportent les « pays frères » arabes.

## La vraie paix dans quinze jours ?

Le mécanisme de la paix va donc pouvoir entrer en mouvement. Le Conseil de sécurité devait se réunir informellement lundi matin pour approuver les derniers détails mis au point par M. Perez de Cuellar. Celui-ci devait, dans l'après-midi, annoncer solennellement au Conseil la

date du cessez-le-feu et celle de l'ouverture des négociations directes. Il devrait aussi lancer un appel aux deux parties pour qu'elles fassent preuve de retenue jusqu'au jour J en respectant une trêve de facto. M. Perez de Cuellar estime que l'arrêt des hostilités devrait être effectif dans une quinzaine de jours. Il fonde son pronostic sur le rapport de l'équipe d'experts dirigée par le général norvégien Martin Vadset et qui a récemment enquêté, à sa demande, sur le terrain.

M. Perez de Cuellar devra ensuite achever la constitution de la force d'observateurs des Nations unies chargée d'organiser les modalités de cessez-le-feu et de veiller à son respect. Cette force regrouperait quelque deux cent cinquante hommes. Sur les trente pays invités à y contribuer, vingt-quatre ont d'ores et déjà accepté, dont l'Australie, l'Autriche, le Canada, le Danemark, la Finlande et la Suède. Estimé à 40 milliards de dollars, le coût de l'opération exigera une contribution financière supplémentaire des membres de l'ONU.

De nombreuses difficultés ne manqueront pas de surgir avant que le Golfe ne retrouve une paix durable. Les modalités du désengagement d'un million de soldats sur le champ de bataille, l'échange des prisonniers de guerre, le problème si délicat du tracé de la frontière internationale, les conditions de retour à la libre navigation dans le Golfe, et jusqu'à l'ordre du jour même des négociations directes : voilà autant de sujets de conflits potentiels entre les deux ennemis. Il reste - et c'est l'essentiel - que le processus de paix est désormais en marche. On peut faire confiance aux talents de M. Perez de Cuellar pour tout faire pour le rendre irréversible.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

## La résolution 598 du 20 juillet 1987

Voici le texte de la résolution 598 ordonnant l'arrêt des hostilités entre l'Irak et l'Iran, adoptée à l'unanimité par le Conseil de sécurité le 20 juillet 1987 :

Le Conseil de sécurité :

1) Réaffirmant sa résolution 582 (1986),

Profondément préoccupé de ce que, en dépit de ses appels à un cessez-le-feu, le conflit entre l'Irak et l'Iran se poursuit sans diminuer d'intensité et continue d'entraîner de lourdes pertes en vies humaines et des destructions matérielles,

Déplorant le déclenchement et la poursuite du conflit,

Déplorant également le bombardement de centres de peuplement exclusivement civils, les attaques contre des navires neutres ou des avions civils, les violations du droit humanitaire international et d'autres règles relatives aux conflits armés et, notamment, l'utilisation d'armes chimiques en violation des obligations découlant du protocole de Genève de 1925,

Profondément préoccupé par la possibilité d'une nouvelle escalade et d'une extension du conflit,

Résolu à mettre fin à toutes les actions militaires entre l'Irak et l'Iran,

Convinçus de la nécessité de parvenir à un règlement global, juste, honorable et durable entre l'Irak et l'Iran,

Rappelant les dispositions de la charte des Nations unies, en particulier l'obligation qu'ont tous les membres de régler leurs différends internationaux par des moyens pacifiques, de telle manière que la paix et la sécurité internationales ainsi que la justice ne soient pas mises en danger,

Constatant qu'il existe une rupture de la paix en ce qui concerne le conflit entre l'Irak et l'Iran,

Agissant en vertu des articles 39 et 40 de la charte des Nations unies,

1) Exige, comme première mesure en vue d'un règlement négocié, que l'Irak et l'Iran observent immédiatement un cessez-le-feu, suspendent toutes actions militaires sur terre, en mer et dans les airs, et retirent sans délai toutes les forces jusqu'aux frontières internationales reconnues ;

2) Prie le secrétaire général d'envoyer une équipe d'observa-

teurs des Nations unies pour vérifier, confirmer et superviser le cessez-le-feu et le retrait des forces et le prie également de prendre, en consultation avec les parties, les dispositions nécessaires à cette fin et de présenter un rapport au Conseil de sécurité à ce sujet ;

3) Demande instamment que les prisonniers de guerre soient libérés et rapatriés sans délai après la fin des hostilités actives, en conformité avec la troisième convention de Genève du 12 août 1949 ;

4) Demande à l'Irak et à l'Iran de coopérer avec le secrétaire général à l'application de la présente résolution et aux efforts de médiation en vue de parvenir à un règlement global, juste et honorable, acceptable par les deux parties, de toutes les questions en suspens, en conformité avec les principes contenus dans la charte des Nations unies ;

5) Demande à tous les autres Etats de faire preuve de la plus grande retenue, de s'abstenir de tout acte qui pourrait intensifier et élargir encore le conflit et de faciliter ainsi l'application de la présente résolution ;

(6) Prie le secrétaire général d'explorer, en consultation avec

l'Irak et l'Iran, la possibilité de charger un organe impartial d'enquêter sur la responsabilité du conflit et de faire rapport au Conseil de sécurité dès que possible ;

(7) Reconnaît l'ampleur des dommages infligés durant le conflit et la nécessité d'efforts de reconstruction, avec une assistance internationale appropriée, une fois le conflit terminé et, à cet égard, prie le secrétaire général de désigner une équipe d'experts pour étudier le problème de la reconstruction et faire rapport au Conseil de sécurité ;

(8) Prie en outre le secrétaire général d'examiner, en consultation avec l'Irak et l'Iran et avec d'autres Etats de la région, les mesures susceptibles de renforcer la sécurité et la stabilité de la région ;

(9) Prie le secrétaire général de tenir le Conseil de sécurité informé de l'application de la présente résolution ;

(10) Décide de se réunir à nouveau en tant que de besoin pour envisager l'adoption de nouvelles dispositions, afin d'assurer le respect de la présente résolution.

## CORRESPONDANCE

## L'enrôlement des enfants dans les armées

Après l'article dans lequel notre correspondante à Genève, Isabelle Vichard, rendait compte d'un document de l'ONU portant notamment sur l'enrôlement des enfants dans les armées (le Monde du 5 août), nous avons reçu de l'ambassade d'Iran à Paris la lettre suivante :

D'après les lois en vigueur en République islamique d'Iran, l'âge minimum de recrutement pour les volontaires est fixé à seize ans et à dix-huit ans pour ceux qui effectuent leur service militaire.

D'autre part, le nombre des volontaires désirant participer aux efforts consacrés à la défense dépasse habituellement les besoins du pays. Donc, il n'y a aucun besoin d'enrôlement par force de ces derniers.

Le motif, en République islamique d'Iran, pour la contribution des volontaires est uniquement d'ordre idéologique. Or ce dernier point de vue est tout à fait incompatible avec un but lucratif. Puisque quand on dit idéologie, ceci exclut toute tentation visant à la réussite temporelle. Le virement par un grand nombre des volontaires de leurs salaires à la caisse d'Etat témoigne que les motifs poussant ces derniers à participer dans les corps pour la défense contre l'agresseur ressortent purement du domaine idéologique et patriotique.

## SYRIE-LIBAN : LA METHODE KANAAN

Comment le général Ghazi Kanassir développe depuis cinq ans l'« œuvre syrienne », de Beyrouth à Zahle et de Tripoli à Baalbek.

Dans le numéro double de juillet-août d'ARABIES en kiosques et en librairies 78, rue Joffroy, 75017 Paris Tél. : 46-22-34-14.

## Une Nation et le Monde Entier Rendent Hommage à un Pilote, une Compagnie Aérienne et un Gouvernement....

Le bon fonctionnement d'une compagnie aérienne internationale qui transporte des millions de passagers exige des années d'expérience et l'entraînement le plus sévère. Inévitablement se manifestent des occasions où cette expérience et cet entraînement se trouvent soumis à l'épreuve des tests les plus difficiles et c'est à ces moments-là que le monde émet son jugement.

Chaque compagnie aérienne de part le monde attire l'attention des terroristes mais aucun pilote, aucune nation n'a subi de tests plus durs que lors des dernières semaines.

Nous félicitons et sommes reconnaissants au Capitaine Youssef et à son équipage de leur courage et de leur dévouement mais nous désirons aussi rendre hommage aux équipages de Kuwait Airways partout dans le monde pour maintenir un aussi haut niveau de performance. Nous sommes fiers d'eux.

Les médias du monde entier ont salué le courage et la fermeté de notre peuple et nous nous joignons à eux pour remercier notre pilote et notre gouvernement de faire du monde un endroit plus sûr.

“L'homme (le Capitaine Youssef) L'exemple classique du professionnalisme et du sang-froid”

Horst Gebelen, le porte-parole de l'Association des pilotes d'Allemagne fédérale



الخطوط الكويتية KUWAIT AIRWAYS



# Afrique

WAYS



## Société

## L'accident de la gare de l'Est et la démission du président de la SNCF

Les fédérations CGT et CFDT des cheminots appellent, chacune de leur côté, à un rassemblement, le lundi 8 août à 17 heures, dans le hall de la gare de l'Est à Paris, après l'accident d'un train en provenance de Château-Thierry qui a fait, le 6 août, un mort et cinquante-deux blessés, dont huit ont été hospitalisés. Les syndicats entendent ainsi protester contre les véritables causes des dernières catastrophes ferroviaires qui sont, selon eux, à chercher du côté des économies budgétaires et des suppressions de dix mille emplois par an en moyenne depuis quatre ans.

Trois enquêtes ont été ouvertes après l'accident. La première est une enquête interne à la SNCF. La deuxième est judiciaire : M. Jean-Michel Parlangue, procureur adjoint de la République à Paris, s'est rendu sur place pour diriger les investigations de la police judiciaire. La troisième a été décidée par M. Michel Delebarre, ministre des transports et de la mer, qui veut qu'une commission « tout particulièrement attentive à ce que les organisations syndicales représentatives du personnel de la SNCF soient associées à ses

analyses et à l'élaboration des mesures à prendre ».

Au stade actuel des recherches, le système de freinage du train accidenté n'est pas en cause comme il l'était dans l'accident de la gare de Lyon. L'analyse de la bande Flaman a fait apparaître que le conducteur avait normalement freiné, mais que la motrice située à l'arrière du convoi avait continué à pousser le train qui a percuté le bûtoir à la vitesse de 30 km/h. Les investigations concernent donc le système électronique

de transmission des ordres de la cabine jusqu'au moteur et le moteur lui-même.

M. Philippe Rouvillois, président de la SNCF, a présenté au ministre des transports sa démission. Elle a été acceptée. En réalité, c'est le gouvernement qui a demandé au président ce geste, afin d'appliquer les propos du président de la République favorable à « des mesures qui iraient dans le sens d'une plus grande fermeté » à l'égard des entreprises de transport public. M. Rouvillois était en place depuis cinq mois.

## Des machines et des hommes

(Suite de la première page.)

Le conducteur d'un train de marchandises, qui entre lui aussi en gare et doit franchir le même aiguillage, a placé dans une position incorrecte sa manette de freins. Ses réservoirs d'air comprimé se sont vidés. Il n'a pas vérifié son manomètre. Il n'obtient qu'un freinage insuffisant mais parvient à arrêter son convoi à 1,50 m du train de voyageurs.

Enfin, le 5 août, à 13 h 09, le conducteur d'un train en provenance de Château-Thierry veut réduire sa vitesse à l'entrée de la gare de l'Est. Il s'aperçoit qu'il ne peut y parvenir. Il prévient ses voyageurs de « se mettre en boule » pour supporter l'impact qui se produit à 30 kilomètres-heure contre le bûtoir : un mort et huit blessés graves.

Hormis ce dernier cas, pour lequel il est prématuré de tirer des conclusions sur les responsabilités, on retrouve peu ou prou une erreur humaine dans l'enchaînement des faits qui aboutissent à ces accidents. Pour y parvenir, la SNCF estime avoir une arme qui s'appelle le règlement. C'est ce règlement que les cheminots de tout grade apprennent par cœur et récitent par écrit au cours des examens qu'ils subissent. C'est encore le règlement que les conducteurs emportent sous la forme d'un gros livre dans leur cabine. Le règlement astreint à une « obéissance passive aux signaux ».

Le règlement a tout prévu : comment on remet en marche un train après un arrêt intempestif, les gestes à faire en cas d'incidents de freinage ou en présence d'un accident corporel. Tout est codifié et les sanctions menacent ceux qui ne respectent pas cette loi.

L'étude systématique des bandes Flaman permet à la hiérarchie de sanctionner les « délinquants » par des avertissements et des mises à pied entraînant la perte de primes importantes.

## Les réponses du directeur général de la SNCF

L'ennui est que l'homme est faillible. C'est lui qui confectionne le sacro-saint règlement, et il ne pense pas à tout. Par exemple, les scénarios catastrophes imaginés par les spécialistes n'avaient pas pris en compte l'enchaînement des causalités ayant abouti à la collision de la gare de Lyon. C'est encore l'homme qui applique le règlement et qui le viole. Il est frappant de constater que tous les conducteurs ayant été impliqués récemment dans une catastrophe étaient bien notés. Oui, les meilleurs professionnels ont des « blancs », des passages à vide où leur oreille entend l'alarme, leur œil voit le signal, mais leur cerveau ne donne pas à la main l'ordre convenable.

Le conducteur de la rame tamponnée d'Issy-Flaine avait déclaré à son chef, la veille du jour où il grilla, en décembre 1987, un feu rouge, que lui ne commettrait jamais cette faute. Des ennemis familiaux, une lassitude due à des heures

de solitude et de monotonie, voire une trop grande confiance en soi, et c'est le relâchement aux conséquences imprévisibles.

Comment a réagi la SNCF à la montée de l'insécurité pendant le mois de juillet ? De façon un peu décevante, puisqu'elle a donné l'impression de revenir à ses amours réglementaires et de ne pas se remettre en cause. Il était effectivement plus facile de demander aux agents de vérifier leurs freins — ce qui est déjà prévu par le règlement.

La SNCF a donc confirmé qu'elle dépenserait, en 1988, 1,8 milliard de francs d'investissements pour la sécurité. Elle a décidé d'accélérer la suppression du signal d'alarme dans les trains de banlieue et de le remplacer par une liaison radio avec le conducteur, pour mettre un terme aux arrêts intempestifs dont le nombre a doublé en deux ans. On dissimulera les manettes des freins au regard des gens mal intentionnés. La régularité du trafic de la banlieue sud-est sera améliorée et la sécurité de la ligne C du RER confortée par l'entrée en service d'une assistance automatisée à la conduite, SACEM.

Enfin, on annonce aussi l'arrivée des simulateurs, destinés à entraîner les conducteurs, comme le sont les pilotes de ligne. Rien de très nouveau, en définitive.

Nous avions donc demandé à M. Jean Costet, directeur général de la SNCF, un entretien pour comprendre la logique sous-tendant la politique sécuritaire de la société nationale. Nous l'avons rencontré le jeudi 4 août, deux jours avant l'accident de la gare de l'Est. Ses propos confirment que, au niveau de la présidence et de la direction générale, on était tout à fait conscient de la nécessité d'obliger la SNCF à une remise en cause dans ce domaine.

« Il n'y a pas, à la SNCF, plus de défaillances et de manquements au règlement qu'autrefois, nous a-t-il déclaré. C'est cinquante-quatre feux rouges non respectés en 1974, 176 en 1981, 136 en 1986 et 145 en 1987 : en moyenne, cette infraction se maintient au même niveau et se produit un jour sur deux, ce qui n'est pas satisfaisant. Mais il faut préciser que sont comptabilisés aussi bien des non-respects dangereux que des dépassements de deux mètres sur des voies de triage. Il ne faut pas s'illusionner : nous ne pourrions jamais parvenir au « zéro défaut » idéal. Mais il nous faut trouver la voie d'une amélioration de la sécurité, souhaitée par nos clients, devenus plus exigeants à ce sujet.

## Comme le nucléaire

« A court terme, nous avons donc décidé de sensibiliser nos agents aux impératifs de la sécurité. Nous les responsabilisons par un rappel des règles, que nous présenterons de façon plus lisible qu'aujourd'hui et par une formation adaptée. Les simulateurs dont nous allons bientôt disposer nous permettront d'entraîner les conducteurs à traiter les incidents graves, car ils sont excellents dans les situations nor-

males mais ils ont du mal à faire face aux cas exceptionnels.

« Si nous nous étions contentés de ces mesures, nous serions des criminels. Je rappelle que nous expérimentons un système de contrôle de vitesse dans la région de Rouen, qui arrête le train d'urgence dès que le conducteur ne se conforme pas au programme prévu. Nous avons pour objectif d'équiper l'ensemble du réseau de ce système, qui suppose

des répéteurs et des motrices équipées de programmes. Il en coûtera 3 milliards de francs à dépenser en trois ou quatre ans.

« Nous avons aussi dans l'idée de multiplier les boucles de sécurité, en plaçant dans la cabine des conducteurs de la dernière voiture du train et des conducteurs de position des machines de freins. Mais je ne voudrais pas que la SNCF se contente de ces solutions partielles. Nous devons mener, d'ici à la fin de l'année, une réflexion globale sur la sécurité dans les chemins de fer, qui ne correspond pas aux exigences de notre époque. Nous devons prendre, par exemple, en compte le fait que l'homme peut être défaillant.

« La SNCF ne pourra y parvenir seule. Il nous faut une aide extérieure, car nous sommes prisonniers de notre habitude mentale qui veut que « la sécurité, c'est le règlement », un acquis pourtant très plébiscité. Je veux mesurer sur pied une équipe composée d'agents de la SNCF et de spécialistes venus du nucléaire, de l'industrie chimique et de l'aéronautique, afin d'apprécier les risques et de concevoir des enchevêtrements de causalité et des ratapages en cas de dérèglements.

« La banlieue pose un problème spécifique. Je me demande si je ne devrais pas, à l'avenir, refuser le trafic trop intense, qui habitude les conducteurs à passer à l'orange, à la limite du viol du règlement. Mais les élus et la population comprendront-ils que des trains moins fréquents préserveraient effectivement la sécurité ? Je crains que le message ne passe pas. »

Voilà la SNCF bouleversée, une fois de plus. La grève de trois semaines de décembre 1986 et de janvier 1987 lui avait ouvert les yeux sur l'absence de dialogue interne et sur l'archaïsme de sa hiérarchie pyramidale. Les accidents de 1988 l'obligent à entendre le jugement qui, à propos de la catastrophe de Flaujac en 1985, souligne les carences de son système de sécurité, « qui n'intégrait pas la défaillance humaine et ne permettait pas de la corriger ». C'est à marche forcée et dans tous les domaines qu'elle doit désormais se mettre à l'œuvre.

Le gouvernement peut ralentir cette mutation, en intervenant hors de propos, comme ses prédécesseurs, dans la vie et la gestion de la société nationale. Il peut, au contraire, la favoriser, s'il sait responsabiliser celle-ci, en lui fixant des objectifs clairs et en lui laissant la liberté de trouver les moyens de les atteindre.

## Les élus comprennent-ils...

« La SNCF ne pourra y parvenir seule. Il nous faut une aide extérieure, car nous sommes prisonniers de notre habitude mentale qui veut que « la sécurité, c'est le règlement », un acquis pourtant très plébiscité. Je veux mesurer sur pied une équipe composée d'agents de la SNCF et de spécialistes venus du nucléaire, de l'industrie chimique et de l'aéronautique, afin d'apprécier les risques et de concevoir des enchevêtrements de causalité et des ratapages en cas de dérèglements.

« La banlieue pose un problème spécifique. Je me demande si je ne devrais pas, à l'avenir, refuser le trafic trop intense, qui habitude les conducteurs à passer à l'orange, à la limite du viol du règlement. Mais les élus et la population comprendront-ils que des trains moins fréquents préserveraient effectivement la sécurité ? Je crains que le message ne passe pas. »

Voilà la SNCF bouleversée, une fois de plus. La grève de trois semaines de décembre 1986 et de janvier 1987 lui avait ouvert les yeux sur l'absence de dialogue interne et sur l'archaïsme de sa hiérarchie pyramidale. Les accidents de 1988 l'obligent à entendre le jugement qui, à propos de la catastrophe de Flaujac en 1985, souligne les carences de son système de sécurité, « qui n'intégrait pas la défaillance humaine et ne permettait pas de la corriger ». C'est à marche forcée et dans tous les domaines qu'elle doit désormais se mettre à l'œuvre.

Le gouvernement peut ralentir cette mutation, en intervenant hors de propos, comme ses prédécesseurs, dans la vie et la gestion de la société nationale. Il peut, au contraire, la favoriser, s'il sait responsabiliser celle-ci, en lui fixant des objectifs clairs et en lui laissant la liberté de trouver les moyens de les atteindre.

Le gouvernement peut ralentir cette mutation, en intervenant hors de propos, comme ses prédécesseurs, dans la vie et la gestion de la société nationale. Il peut, au contraire, la favoriser, s'il sait responsabiliser celle-ci, en lui fixant des objectifs clairs et en lui laissant la liberté de trouver les moyens de les atteindre.

## Evacuation par hélicoptère

Les dix-sept blessés, encore conscients pour la plupart, suivent l'avancée des sauveteurs qui expliquent à voix haute ce qu'ils font : « Ils nous entendent, et cela les rassure ». Les sauveteurs ne sont pas loin et que nous progressons vers eux. Au pied de la voiture, des sauveteurs munis de brancards se tiennent prêts à recevoir les blessés, des couvertures dans les bras.

## ALAIN FAUJAS.

(1) La voyageuse ayant tiré le signal d'alarme pour descendre à un arrêt non prévu a été inculpée et risque une amende de 1 200 F.

## La technique du bouc émissaire

POUR mettre fin à l'insécurité dans les transports ferroviaires, le président de la République et le gouvernement ont donc décidé d'utiliser le technicien du bouc émissaire et ont pris M. Philippe Rouvillois, président de la SNCF, de remettre sa démission.

Dans l'esprit du pouvoir, les choses sont limpides. Le 20 juillet, M. Rouvillois avait présenté un di-

Enfin, la démission du président de la SNCF a des vertus politiques ; elle est censée donner à l'opinion publique l'impression que le gouvernement s'active pour rendre plus sûr le transport des citoyens ; elle allume un contre-feu, au moment où la CGT développe l'argumentation que les accidents à répétition sont le fruit d'économies budgétaires et de réductions d'effectifs décidées à partir de 1984 par le gouvernement socialiste de M. Mauroy et programmées jusqu'en 1989 par le contrat de plan Etat-SNCF, mis au point par un autre gouvernement socialiste, celui de M. Fabius.

## La valse des présidents

La tactique gouvernementale présente toutefois l'inconvénient majeur d'être surtout inspirée par des considérations à court terme et de passer pour un caprice. La SNCF, qui commence à comprendre qu'il est urgent de sauvegarder les archaïsmes socio-économiques et commerciaux où elle se complaît, avait trouvé, depuis le 25 février, en M. Philippe Rouvillois l'homme idéal pour l'aider à réussir sa révolution culturelle. Auparavant directeur général sous la présidence de M. Philippe Esig, il avait bien analysé les ratés de la communication dans son entreprise, les pesanteurs d'une hiérarchie stérilisante, l'hypertrophie de la technique et même les risques des économies budgétaires sur la qualité de service et sur la sécurité. Il s'était mis à l'ouvrage, en modifiant du tout au tout l'ambiance au sein du haut encadrement de la SNCF. Il avait demandé à ses directeurs de région de définir avec lui des objectifs et de les tenir. Cette responsabilisation systématique avait commencé à produire des effets bénéfiques, mais ceux-ci ne pouvaient se diffuser que lentement dans l'énorme entreprise ferroviaire.

La SNCF a changé de président en 1985 (M. Chadeau est « démissionné »), en février 1988 (M. Esig

n'est pas renouvelé par M. Chirac) et en août 1988. Cette valse, où le politique politicien et les érudits ont leur part, persuade définitivement les cheminots que la SNCF ne mérite pas le nom d'entreprise dont les pouvoirs successifs la qualifient. Ses investissements sont décidés par un comité du Fonds de développement économique et social (FDES). Sa politique sociale doit être approuvée par le gouvernement. Ses tarifs sont imposés par le ministre de l'économie. Voilà qu'aujourd'hui ses présidents sont à classer dans la catégorie des fonctionnaires à haut risque, au même titre que les préfets. On ne peut administrer de preuve plus évidente de l'infantilisation que les gouvernements, de gauche comme de droite, pratiquent à l'égard de cette entreprise publique... tout en prétendant évidemment le contraire.

Plutôt que la parole rare que le pouvoir ne manquera pas de donner à la place de M. Rouvillois, l'ultime chance de la SNCF de sortir de l'ornière est désormais M. Jean Costet, directeur général depuis quatre mois, qui est en totale concordance de vues avec son président et qui fait preuve de la même détermination. Le risque est, en effet, grand de voir la société nationale prendre du retard dans sa remise à niveau dans tous les domaines, à cause de la décision politique qui frappe M. Rouvillois.

ALAIN FAUJAS.

[Né le 23 janvier 1935 à Saumur (Maine-et-Loire), M. Philippe Rouvillois est licencié en droit, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, ancien élève de l'Ecole nationale d'administration dont il est sorti major de la promotion Vauban, celle de M. Jacques Chirac. Entré à l'Inspection des finances en 1959, il est conseiller technique de 1965 à 1968, au cabinet de M. Michel Debré, ministre de l'économie et des finances. Il poursuit ensuite sa carrière au sein de la direction générale des impôts qu'il dirige de 1976 à 1983. Il passe alors à la SNCF où il est nommé directeur général adjoint chargé des finances et du budget puis, le 5 août 1987, directeur général. Depuis le 24 février 1988, il préside le conseil d'administration de la société nationale. M. Rouvillois est inspecteur général des finances.]

## « Ils nous entendent et cela les rassure »

Le bûtoir du quel 23 est invincible. Il est enfoui sous la première voiture du train, au milieu d'un amas de roues et de tôles éraflées par le choc. La voiture de tête s'est tordue à angle droit et la cabine du conducteur est encastrée, à 5 mètres du sol, dans les poutrelles d'acier de l'avent qui surplombe le quai.

Dès leur arrivée, les sauveteurs ont repéré sept personnes « encastrées » dans la première voiture autour de ce que l'on appellera pendant tout l'après-midi la « pile ». Le conducteur du train, qui est aperçu, en entrant en gare, que les freins ne répondent pas à son impulsion, a tout juste eu le temps de leur crier de se « mettre en boule ».

Les sept personnes « encastrées » attendront, pour les derniers, deux heures prisonnières de ce enchevêtrement de ferraille. Les pompiers juchés sur de grandes échelles attaquent la tête à la soie électrique, mais à travers le métal froissé, les piliers tordus et des bouts de banquettes éventrées, la progression est difficile.

Les sauveteurs démontent lentement les deux centres médicaux d'urgence, ont permis de soigner bon nombre de blessés sur place, et les policiers installent, devant l'ossature décapotée de la première voiture, des barrières sur lesquelles ils étendent des couvertures à carreaux rouges et verts de la SNCF. Masquer cette carcasse éventrée. La gare s'apprête à rouvrir ses quais au public.

ANNE CHEMIN.

## Les catastrophes précédentes

Voici un rappel des différents accidents ferroviaires survenus depuis 1981.

19 janvier 1981 : collision de deux trains de la ligne A (RATP) du RER à la station Auber, à Paris, 1 mort, 71 blessés.

15 octobre 1981 : collision d'un train de marchandises et d'une locomotive près d'Aubry (Aveyron), 1 mort.

15 janvier 1982 : deux collisions de deux convois avec un camion de voitures près d'Epigny-sur-Seine (Seine-Saint-Denis), 3 morts, 33 blessés.

6 juin 1983 : collision de deux trains à Saint-Cloud (Hauts-de-Seine), 135 blessés.

8 juillet 1985 : collision du Paris-Le Havre avec un poids lourd sur le passage à niveau de Saint-Pierre-du-Vauvray (Eure), 9 morts, 54 blessés.

3 août 1985 : collision frontale d'un train Corail et d'un autorail à Flaujac (Lot), 32 morts, 160 blessés.

31 août 1985 : déraillement d'un train puis collision avec la motrice d'un autre convoi à Argenteuil-sur-Creuse (Indre), 43 morts, 37 blessés.

24 décembre 1987 : collision de deux trains de RER à Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine), 1 mort, 13 blessés.

27 juin 1988 : déraillement de deux trains en gare de Lyon (Paris), 56 morts, 32 blessés.

« Un cheminot meurt écrasé. — Un cheminot, M. Jean-François Lafaye, trente-huit ans, a été écrasé en gare d'Austerlitz, à Paris, le 7 août, alors qu'il dirigeait une manœuvre. Coincé entre le quai et un wagon, il est mort des suites de ses blessures dans l'après-midi.

## Le financement des recherches

Le financement des recherches... (Texte partiellement visible sur la marge droite)

## Aviation

## Série noire

## en Belgique

La série noire... (Texte partiellement visible sur la marge droite)

## Défense

## Un nouveau missile américain

Le nouveau missile... (Texte partiellement visible sur la marge droite)

## Nucléaire

## Déchets allemands stockés en URSS ?

Salon... (Texte partiellement visible sur la marge droite)



## Société

Nouvelles polémiques à propos de « la mémoire de la matière »

### Le docteur Benveniste doit répondre à trois séries de critiques

C'est, à l'évidence, l'une des plus passionnantes affaires scientifiques de ces dernières années. Une affaire dont on ne sait nullement si elle restera dans l'histoire des sciences comme « l'affaire Benveniste » ou, au contraire, comme l'affaire de la « mémoire de la matière ». Quel qu'il en soit, en publiant les résultats *a priori* extraordinaires obtenus en France et à l'étranger sous la responsabilité du docteur Benveniste, la revue scientifique internationale dont on ne connaît pas encore toutes les conséquences.

Sur le fond, deux types de problèmes bien distincts sont aujourd'hui soulevés. La revue britannique devait-elle ou non publier de tels résultats ? Le docteur Benveniste et son équipe se sont-ils pour leur part entourés du maximum de précautions méthodologiques et scientifiques avant de publier des données qui allaient heurter la quasi-totalité des physiciens, des chimistes et des biologistes ?

#### Le financement des recherches

Sur ce dernier point, et sans revenir sur les conclusions — qu'ils contestent — de la « commission d'enquête » de *Nature*, le docteur Benveniste et son équipe doivent aujourd'hui faire face à un tir nourri de critiques plus ou moins fondées. On met ainsi tout à tour en avant :

1) Le financement de ces recherches par les laboratoires Boiron, premier fabricant mondial de produits homéopathiques. Il existe, de fait, un contrat liant depuis 1983 les laboratoires Boiron à l'unité 200 de l'INSERM. Ce contrat, officiellement visé par la direction générale de l'INSERM, entre dans le cadre de nombreux travaux dits « de valorisation » associant en vue de la recherche appliquée certaines unités de l'INSERM à des firmes privées. Il prévoit notamment le salaire de deux chercheurs de l'unité 200. Les laboratoires Boiron confirment le fait tout en refusant d'indiquer le montant de ce contrat, et affirment ne pas connaître le nom des chercheurs qu'il permet de salarier. Ce sont encore les laboratoires Boiron qui ont participé aux frais occasionnés par la commission d'enquête de *Nature* en payant — après, selon ces laboratoires, que M. John Maddox, directeur de la revue, ait demandé une participation aux frais du docteur Benveniste — les notes d'hôtel parisiennes des trois enquêteurs.

Il est clair que le principal fabricant mondial de produits homéopathiques a trouvé un bénéfice immédiat

L'affaire de la « mémoire de la matière » continue à susciter une vive polémique dans les milieux scientifiques internationaux. L'hebdomadaire britannique *Nature*, qui avait accepté de publier les travaux de l'équipe dirigée par le docteur Jacques Benveniste (unité 200 de l'INSERM) avant de critiquer la méthode utilisée par cette équipe et de mettre en doute les résultats obtenus, vient, une nouvelle fois, alimenter la controverse en publiant, dans son prochain numéro, les résultats négatifs obtenus à propos de la même expérimentation par deux spécialistes de l'Institut national américain de la santé (le *Monde* des 30 juin, 27 juillet et 4 août). Pour sa part, le docteur Benveniste, qui est soumis à de multiples questions et parfois à de violentes critiques émanant de la communauté scientifique et médicale, maintient ses conclusions et demande une étude multidisciplinaire.

dans la publication des travaux du docteur Benveniste dans *Nature*. C'est ainsi par exemple qu'il a diffusé, au lendemain de la première publication, une information détaillée reprenant l'essentiel des résultats obtenus, aux vingt mille pharmaciens d'officines et aux huit mille médecins ayant recours au remède exclusif ou temporaire à l'homéopathie. Mais on voit mal en quoi ces éléments peuvent remettre en cause le phénomène mis en évidence ; au contraire, il est vrai, à imaginer une falsification des résultats de manière à « cautionner » sur le plan théorique la pratique homéopathique. L'attitude des laboratoires Boiron n'est d'ailleurs guère différente de celle des laboratoires pharmaceutiques en général face à des travaux qu'ils ont financés et dont les résultats peuvent correspondre à leur stratégie et à leur dynamique commerciale. Certains vont pourtant jusqu'à avancer l'hypothèse d'un « truquage inconscient » des scientifiques qui ont participé aux travaux sur la « mémoire de la matière ».

2) La « grossièreté » du test mis en œuvre et la nature précise des résultats obtenus.

Il s'agit-là d'un débat technique qui voit s'affronter plusieurs écoles d'immunologie. Certains font valoir que le test du docteur Benveniste — qui consiste à obtenir dans des conditions précises certaines modifications structurales de cellules sanguines mises au contact de produits allergisants (disparition de certaines « granules » contenues dans ces cellules — n'a en réalité aucune sensibilité. D'autres estiment qu'il s'agit là d'un test « relativement bon », mais « fragile » et qui impose des manipulations très précises pour que les résultats fournis soient fiables. Le docteur Benveniste, pour sa part, rappelle les nombreuses publications scientifiques (dans les meilleures revues spécialisées internationales) dont a déjà fait l'objet cette méthode.

Les adversaires de celle-ci estiment, schématiquement, que le phé-

nomène observé pourrait en définitive n'être qu'un artefact : les résultats obtenus ne seraient que la conséquence des conditions expérimentales dues, par exemple, à l'utilisation de certains colorants. Ils font également savoir que la « dégranulation » des cellules n'a pas toujours entraîné, comme c'est habituellement le cas, la libération d'une molécule particulière (l'histamine) à l'extérieur des cellules. Le docteur Benveniste, qui ne conteste pas ce dernier fait, estime qu'il s'agit là « d'un procès sémiotique » dans la mesure où il existe plusieurs stades de dégranulation cellulaire. La disparition des granules qu'il met en évidence avec de l'eau apparemment pure correspond bien, selon lui, à des modifications de structures des cellules dont l'origine reste à préciser.

3) La difficulté de reproduire les résultats. La revue *Nature* publie aujourd'hui une lettre des docteurs Henry Metzger et Stephen Dreskin (Institut national américain de la santé). Ils expliquent ne pas avoir réussi à obtenir les mêmes résultats que le docteur Benveniste en mettant pourtant en œuvre la même technique. De son côté, le professeur Jacques Charpin (Hôpital Sainte-Marguerite, Marseille) qui écrivait en novembre dernier être « impressionné » par certains de ces résultats expérimentaux (et qui souhaitait alors trouver une firme homéopathique susceptible de « sponsoriser » une expérimentation clinique sur les allergies au pollen) nous précise aujourd'hui que « ce problème comporte, au milieu d'un énorme fatras, quelques faits très curieux et inexplicables aux yeux de la physique classique ». « Nous n'avons pas publié ces résultats, ajoute-t-il, parce que nous les considérons comme préliminaires et inexplicables en l'état actuel des choses ».

#### Une précipitation inexplicable

Publier ou ne pas publier ? Sur le fond, c'est bien la question qui est aujourd'hui soulevée, l'affaire de la « mémoire de la matière » posant le problème de l'attitude des revues scientifiques face à des résultats *a priori* incroyables. Pour le docteur Metzger, à qui on avait soumis en avril 1987 l'article du docteur Benveniste, il est clair que *Nature* n'aurait jamais dû publier de tels résultats. Selon lui, pour ce genre de travaux, l'imprimatur devrait imposer d'autres standards, beaucoup plus sévères, de publication. Il ne devrait être donné qu'après une confirmation des résultats par des équipes compétentes et désintéressées. Cette opinion est partagée par le directeur du *New England Journal of Medicine* qui critique sévèrement l'attitude de la revue britannique. Les responsables de *Nature* répondent qu'il ont joué dans cette affaire le rôle qui doit être celui d'un journal qui, outre ses publications originales, doit s'intéresser à tous les domaines de l'activité scientifique. Un tel argument ne permet toujours pas de comprendre pourquoi cette célèbre revue n'a pas attendu quelques semaines — le temps nécessaire à l'enquête — avant de prendre la décision de publier. Une précipitation, qui, quelle que soient les raisons des vérifications ultérieures, ne pourra que nuire à l'ensemble des acteurs de cette affaire sans précédent.

JEAN-YVES NAU.

### Incidents au pénitencier de Saint-Martin-de-Ré

Après des incidents qui ont duré neuf heures, dans la nuit du dimanche 7 au lundi 8 août, cent cinquante détenus du pénitencier de Saint-Martin-de-Ré (Charente-Maritime) ont regagné leurs cellules, lundi peu après 4 h 30.

Le pénitencier compte au total cinq cent quatre-vingt-huit détenus divisés en deux secteurs : la « caserne » et la « citadelle ». Ce sont les détenus de cette seconde partie qui, refusant de rentrer dans leurs cellules, ont décidé de rester dans la cour à l'issue de la promenade du dimanche après-midi.

Ils voulaient, par cette action, manifester leur solidarité envers l'un des leurs qui, la veille, avait tenté de se suicider. Un seul détenu a été blessé au cours d'une bagarre avec un autre prisonnier. Les détenus, avant de réintégrer leurs cellules, ont provoqué quelques dégâts : portes cassées, meubles dégradés, vitres brisées.

D'importantes forces de l'ordre avaient été appelées au pénitencier et, par mesure de sécurité, elles avaient fait évacuer les gardiens de la prison.

Commencement alors des négociations entre les représentants des forces de l'ordre, le préfet, M. Michel Gillard, et les détenus.

#### Sur la Côte d'Azur

### Le fichier hôtelier des « mauvais payeurs » est de nouveau en service

NICE  
de notre correspondant

Les hôteliers de la Côte d'Azur peuvent consulter, de nouveau, le fichier des « mauvais payeurs » créé par leur syndicat pour les protéger contre les récidivistes de la grivèrie et du chèque sans provision.

La Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), que préside M. Jacques Faure, avait adressé le 5 juillet dernier (le *Monde* du 8 juillet) un avertissement à ce syndicat. La CNIL avait constaté que certains renseignements figurant dans ce fichier mentionnaient l'origine raciale de certaines personnes et livraient des informations de nature à porter atteinte à la vie privée des intéressés. La CNIL relevait aussi que les mesures de sécurité destinées à réserver l'accès du fichier aux seuls

hôteliers affiliés au syndicat étaient insuffisantes.

Tenant compte de ces observations, le syndicat a supprimé dans le fichier tout renseignement relatif à la race ou à la religion et tout ce qui concernait la vie privée des intéressés. Seuls demeurent les éléments relatifs aux débits.

En outre, la procédure d'accès au fichier (dont les informations s'effacent automatiquement au bout de quatre mois) a, elle aussi, été modifiée : un code de douze chiffres, au lieu de trois précédemment, est désormais et un dispositif de destruction automatique intervient après trois erreurs successives de manipulation, erreurs pouvant être considérées comme des tentatives indues d'entrée dans le système.

Les hôteliers estiment que les mauvais payeurs leur coûtent chaque année 6 à 8 % de leur chiffre d'affaires.

MICHEL VIVÉS.

### Les angelots de la rédemption

Nicole Stouvenel, condamnée à une peine de cent cinquante heures de travail d'intérêt général (TIG) pour émissions de chèques sans provision, avait choisi de rénover l'église de Remomeux (Vosges). Il lui fallait réparer les fresques, repeindre les angelots, et restaurer la chaire et l'autel baroque de cette église dont le chœur date du seizième siècle.

« Bien décidée à prendre ses responsabilités », Nicole Stouvenel se prête au jeu et consulte des ouvrages sur la restauration. Elle restera là des après-midi entières, au chevet d'une Vierge

de douleurs et d'une statue de saint Laurent qu'elle restaure avec un soin particulier.

Au point qu'elle dépassera les cent cinquante heures imposées par le tribunal correctionnel de Saint-Dié (Vosges) : elle souhaite achever son travail en toute tranquillité. Conquis, le maire de Remomeux, qui estime que dans chaque église, « il y a un fond qui est bon, mais il faut l'aider à remonter sur le mur », a décidé de rétablir la fête liturgique patronale de saint Laurent, le 10 août, et de célébrer une messe mariale le 15 août.

#### REPÈRES

#### Aviation

##### Série noire en Belgique

Un chasseur-bombardier Mirage-5 belge s'est écrasé au cours d'un exercice aérien, dimanche 7 août près de Hechtel, à proximité de la frontière belge-néerlandaise, et son pilote, Michel Duivier, trente-huit ans, considéré comme l'un des meilleurs pilotes d'essais belges, a trouvé la mort. C'est le quarante et unième accident de Mirage sur les cent six appareils achetés en 1971 par la Belgique à la firme Dassault. — (AFP, AP.)

#### Défense

##### Un nouveau missile américain

La marine américaine a annoncé, samedi 6 août, qu'elle avait essayé avec succès le missile mer-mer Tomahawk, depuis un navire en déplacement et contre une cible distante de 360 kilomètres. Le Tomahawk, qui peut aussi être lancé à partir de sous-marins contre des objectifs terrestres, n'avait auparavant été tiré que d'un pas de tir fixe.

Un autre missile est en panne : celui que la Grande-Bretagne devait tirer du missile français ASMP (air-sol moyenne portée). Le *Sunday Times* a annoncé que le gouvernement britannique renonçait à ce projet, et s'orientait vers une collaboration avec les Etats-Unis.

#### Nucléaire

##### Déchets allemands stockés en URSS ?

Selon l'hebdomadaire ouest-allemand *Der Spiegel* paru le lundi 8 août, l'URSS serait prête à retraiter

puis à stocker les déchets nucléaires produits en RFA. La proposition en aurait été faite par le président du Comité d'Etat soviétique pour l'utilisation de l'énergie nucléaire, M. Alexander Prozenko, lors d'un entretien avec le ministre de l'économie du land de Hesse, M. Alfred Schmidt, qui visitait le salon de l'énergie de Moscou, en juin dernier.

Le plutonium obtenu après retraitement en URSS pourrait, au gré des Allemands, être réexporté en RFA ou stocké en URSS. L'offre soviétique survient quelques années après une proposition similaire faite par la Chine, qui avait envisagé de stocker les déchets ouest-allemands dans le désert du Gobi. Elle vise aussi à apporter une solution au retard pris par la construction du centre de retraitement de Wackersdorf, en Bavière, où une forte opposition anti-nucléaire s'est accumulée les procédures juridiques dilatoires. — (AFP).

#### Pollution

##### M. Reagan s'attaque aux pluies acides

Selon le *Washington Post* du 6 août, le président Reagan « a autorisé le département d'Etat à poursuivre les négociations » pour une participation américaine à la réunion où sera signé le protocole d'accord sur la réduction des pluies acides. Le président américain aurait notamment accepté d'imposer le gel, pour les sept prochaines années, des émissions d'oxyde d'azote aux niveaux atteints en 1987. Jusqu'à présent, les Etats-Unis avaient refusé de s'engager dans cette voie, prévue par le protocole d'accord signé à Genève en avril dernier. Le revirement du président Reagan peut s'expliquer par la proximité de l'échéance électorale : ce geste devrait améliorer l'image des républicains dans les Etats du Nord-Est, principales victimes des pluies acides avec le Canada. — (AFP.)

#### Mea culpa

Comme les mauvais dièges qui mélangent les déclarations, les latinistes du Vatican ont reconnu samedi 6 août avoir confondu un accusatif et un nominatif dans le mot *proprio* du 2 juillet, signé par le pape et traitant Mgr Marcel Lefebvre de schismatique. Une erreur de grammaire s'est glissée en effet dans une des phrases-clés de ce document condamnant le prêtre intégriste qui réclame, entre autres choses, la messe en latin.

« C'est pourquoi un tel acte de désobéissance — qui porte en lui un refus pratique du primat — constitue un acte schismatique », donne en latin : « Quam ob rem talis inobedientia — secum que infert una repudiatio primatus romani — actum schismaticum efficit. » Or la traduction exacte aurait dû être « veram repudiationem ».

Les latinistes du Vatican ont trouvé une seule excuse : la préoccupation qui a marqué les jours difficiles où Mgr Lefebvre a rompu avec Rome. Pour se consoler, ils soulignent que le texte officiel, qui sera publié dans le *Journal officiel* du Vatican, sera corrigé. *Errata humanum est...*

#### Le naufrage d'un bateau de pèlerins sur le Gange

### Entre 300 et 450 victimes

Entre 300 et 450 personnes sont mortes ou portées disparues à la suite du naufrage d'un bateau qui transportait des pèlerins sur le Gange. Ce bateau — qui avait une capacité maximale de deux cents passagers — a heurté samedi 6 août un banc de sable, près de la localité de Katikar, avant de se retourner, alors qu'il conduisait des pèlerins vers le site sacré de Deogarh, dans la province du Bihar, à l'est de New-Delhi.

#### Des embarcations vétustes

Selon les autorités, une centaine de personnes ont réussi à gagner la terre ferme à la nage. Plusieurs corps ont été retrouvés et des hommes-grenouilles de la marine se sont joints aux sauveteurs pour tenter de retrouver d'éventuels survivants. L'incident s'est produit alors que le Gange, en cette période, est gonflé par les pluies de la mousson.

L'an dernier, une cinquantaine de personnes avaient péri dans des conditions similaires dans le Bihar.

### Nombreuses victimes au Soudan à la suite de pluies torrentielles

Des dizaines de milliers de sans-abri, un nombre indéterminé de disparus : tel est le bilan provisoire des pluies torrentielles qui se sont abattues sur Khartoum et de vastes régions du Soudan depuis le 4 août. Ce jour-là, en particulier, 210 millimètres d'eau sont tombés en treize heures sur la capitale du Soudan (Khartoum reçoit, en moyenne, 180 millimètres de pluie par an).

C'est parmi les centaines de milliers de réfugiés entassés autour de Khartoum dans des installations de fortune qu'il y aurait eu le plus grand nombre de victimes. Les autorités soudanaises ont déclaré que leur pays avait un besoin urgent de tentes, de vivres, de véhicules tout-terrain et de médicaments. Déjà, les gouvernements britannique et égyptien ont commencé à envoyer des secours par avion. Les Communautés européennes et les organisations des Nations unies devraient très prochainement intervenir aussi. En juin dernier, le Soudan avait lancé un appel au secours à cause de la sécheresse exceptionnelle qui le frappait, et la semaine dernière un autre appel au secours pour lutter contre l'invasion de criquets pèlerins. Ce pays, peuplé d'environ 23 millions d'habitants, est l'un des plus pauvres du monde.

(AFP, Reuters.)



## Lettres

La mort de Francis Ponge  
La société du génie

Le poète Francis Ponge est mort le samedi 6 août, dans sa maison du Mas des vergers, à Bar-sur-Loop. Il était âgé de quatre-vingt-neuf ans.

par Philippe Sollers

Je revois le moment de ma première lecture de Ponge, à quinze ans, dans une étude du soir surchauffée, au hasard d'une anthologie de la poésie française. Quelque chose d'autre, de vraiment autre, se passait soudain sur la page. Poésie ? Non. Un escargot ! Ponge ? Non plus, à cause de cette drôle de répétition des mots en train de devenir poèmes. J'avais l'impression d'une hallucination à l'œuvre. Je venais de lire les surréalistes, et le retour à la pluie, au cagnot, à l'orange, à l'huile, jouait comme une passe de désenchantement.

Quelques années plus tard, autre hasard : j'habitais boulevard Raspail, en face de l'Alliance Française. Des conférences de littérature étaient annoncées : Francis Ponge. Il n'y avait qu'à traverser la rue. C'est donc là que j'ai rencontré, entendu, avec deux ou trois amis (on allait vers la fondation de *Tel Quel*), au milieu d'étudiants étrangers qui ne connaissaient sans doute pas leur chance, un des plus grands poètes français. Un jour, il s'est mis à lire les *Hirondelles*. C'était moult.

Nous sommes vite devenus amis, je repense aux heures de conversations chez lui, rue Lhomond. Ponge, à l'époque, était très seul, pauvre, son souci était celui de la transmission, le moment des « œuvres complètes » était loin, il craignait d'avoir travaillé pour l'ombre. Et en même temps, très sûr de lui, « tremblant de certitude ». J'ai été heureux de publier certains de ses plus beaux textes, l'*Aspirateur*, par exemple : « Ainsi l'aspirateur étend-il ses tapis, ses tapis superposés, ses tapis diéges, ses palmes protectrices... »

Tout lecteur intérieur des *Illuminations* et de *Connaissance de l'Est* entre dans Ponge sans difficultés et peut s'y reposer à loisir. *Le Parti pris des choses* est ainsi, avec la *Rage de l'expression*, comme un atelier de réparation de l'invention rhétorique. Pourquoi réparer ? Quelque chose avait explosé ? Sans doute. Et rien, aujourd'hui, ne me paraît plus touchant que ces notes de Ponge, communiste et résistant, en 1941, dans le midi, lorsqu'il

prend la décision, face à l'irrationalisme nazi, de lutter pour la philosophie des lumières. On trouve trace de cette décision dans l'exergue intitulée de Voltaire à la *Nouvelle Araignée* : « Au lieu de tuer tous les Carabes, il fallait peut-être les séduire par des spectacles, des funambules, des tours de gobelet et de la musique. »

Paralyse, aphasie : voilà comment Ponge voit la société et l'histoire. D'où la fameuse déclaration : « Le monde muet est notre seule patrie. » Le dégoût, la répulsion violente au contact de l'emphase et des atrocités humaines, font de lui un humaniste pour temps de terreur. Ne pas mentir. Ne pas céder à la psychologie, à la démagogie, au sentimentalisme, au « rouron », au « manège », qui voient la beauté évidente du moindre objet et de sa présence supérieure à tous les discours.

Il y a une imposture poético-philosophique : mais on peut toujours se dérober, repartir de plus bas, modestement, orgueilleusement ; faire entendre le silence, la corde pincée, la couleur, la saveur. Il y a à la Webern chez Ponge. On creuse l'écoute, on affine l'œil, on ouvre le dictionnaire, ce trésor. L'abîme ? « Deux cuillères de confiture accolées. » « La palourde des vergers. » « La réalité accueillante et fraîche. » Difficile de manger un abricot sans penser, à un moment ou à un autre, à ces formules elles-mêmes mangeables.

## « Un immense pétale de violette bleue »

Et cela est vrai aussi du mimosa, de la guêpe, de l'œillet, ou encore du cheval et de la chèvre (une simple chèvre recommence la vie après la guerre et les camps, la sculpture de Picasso vient là en écho visible). Grâce au *Carnet du bois de pins*, apprenez à être seul dans le sud vibrant. Ouvrez les yeux sur le ciel de la *Moutonne* : « Le ciel n'est qu'un immense pétale de violette bleue. » Le sujet luxuriant a subi une répression et une déportation sans précédent, il ne tient plus qu'à un fil — les figures de Giacometti. Chaque geste, chaque pas, est problématique, héroïque. Saura-t-il même se laver les mains ? En éprouver un plaisir naïf, délicieux, comme s'il venait d'échapper au néant ? Et voici le *Sevon*, un des ballets les plus

« fous » de Ponge, petit opéra baroque en ébullition, dansé gai.

Il n'y a pas de petits sujets, ou plutôt la moindre chose, la moindre syllabe, peuvent nous transporter, d'un coup, dans des dimensions inconnues et paradisiaques. *Le Pré le Verre d'eau*. Bien entendu, Ponge a beaucoup médité sur la Fontaine, et son ambition (la plus déconcertante, la plus à contre-courant, et peut-être la plus actuelle) aura été d'arriver à des condensations simples et mémorables, dictons, proverbes, moralités. Le vrai « post-moderne », en un sens, c'est déjà lui, Lautréamont et Montresqui mis sur le même plan, sans coupure, de même que Rimbaud et Mallarmé, Picasso et Chardin. Retour en arrière ? Néoclassicisme ? Je m'en veux de l'avoir pensé lorsque nous nous sommes perdus de vue. Mais le « programme » de Ponge me paraît toujours juste : « Il faut travailler à partir de la découverte, faite par Rimbaud et Lautréamont, de la nécessité d'une nouvelle rhétorique. Et non à partir de la question que pose la première partie de leur œuvre. » (*My creative method*).

Cette « nouvelle rhétorique » (qui évoque souvent la tentative de Joyce) donne naissance à des catégories décalées : la *raison*, plus fiable que la *raison* (les mots d'abord, les idées ensuite), et l'*objet* (l'homme encombré d'images et d'objets se met à jouer, comme automatiquement, avec eux). Proust : l'imparfait de Flaubert renouvelle davantage notre vision du monde de Kant. *Le Soleil placé en abîme*, dans cette vision, est un des sommets de Ponge, un « grand œuvre » désemparé. Froidement, il n'a pas hésité à avouer ses délires, ses divagations, ses délirés, ses impasses. Il est bête le seul poète à avoir démissionné l'inspiration poétique, à avoir cessé de monter ses brouillons. Les esquisses de Ponge : ses croquis, ses ancrés, ses travaux de traits, ses répétitions acharnées.

Je pense que, pour son tombeau, Ponge eût aimé de la musique : celle de Rameau. Rameau : « L'artiste au monde qui m'intéresse le plus profondément. » (La société du génie). « C'est la fronde du dix-huitième siècle français qui a lancé, dans l'éther interstellaire, ce caillou. »

Chez Francis Ponge, j'ai été frondeur à vos côtés lorsque cela était nécessaire, nous avons écouté ensemble les attaques rythmiques de Rameau, je vous laisse donc la parole, que vous me permettez simplement, selon la tradition, de résumer : « On allait, à travers Rameau et sa merveilleuse rigueur dans la sensualité harmonique, vers Fragonard, vers Sade, vers le mariage de Figaro où, dès les premières scènes, grâce au travesti de Chérubin, l'on se trouve porté en pleine saison paroxystique du libertin et du libertaire à la fois. »

## Repères chronologiques

1899, le 27 mars : naissance de Francis Ponge à Montpellier. Famille très protestante, très cathédrale.  
Jusqu'en 1909 : enfance privilégiée en Arville et à Nîmes ; une sœur, Hélène, née en 1901.  
1909 : Armand Ponge, le père, directeur d'agence de banque, est nommé à Caen.  
Jusqu'en 1916 : brillantes études au lycée Malherbe de Caen.  
1916-1919 : études de lettres et de droit à Paris. Période baroque, puis jacobine. Service militaire. Echec à l'oral du concours de la rue d'Ulm.  
1920-1925 : premiers textes dans la revue *Le Monton blanc*, puis dans la *N.R.F.* Rencontre de Jacques Rivière et de Jean Paulhan. Travail à la fabrication chez Gallimard. Mai 1923 : mort du père. La mère, Juliette, se fixe à Paris.  
1926 : publication des *Deux petits écrits* (Gallimard).  
1929-1931 : rencontre et mariage avec Odette Chahanel. Brouille avec Paulhan et rapprochement avec les surréalistes.  
1931-1937 : travaille aux *Messages Hachette*. Adhère à la C.G.T.

puis au P.C. 1935 : naissance de sa fille Armande. 1937 : licencié chez Hachette.

1938-1944 : emploi dans les assurances avant et après sa mobilisation. Participe à la Résistance dans la zone sud.

1942 : publication du *Parti pris des choses*.

1944-1946 : dirige les pages culturelles d'*Action*. Rencontre les grands peintres de l'époque.

1947-1951 : quitte le P.C. Vie difficile. Voyage en Algérie avec Calot et Lelais. Conférences, éditions de luxe. Profonde Parution de la *Seine* en 1951.

1952-1964 : professeur à l'Alliance française. (1948), *La Rage de l'expression* (1952). Entretiens radiophoniques avec Réverdy et Breton. Mort de la mère en 1954. Réconciliation avec Paulhan.

1956 : numéro d'hommage de la *N.R.F.* à Francis Ponge.

1958 : favorable à de Gaulle.

1959 : *Légion d'honneur*.

1960 : la *Figine* dans le numéro 1 de *Tel Quel* ; conférence de Philippe Sollers sur Ponge à la Sorbonne. Venit un dessin de Soutat signé par Alex Grothmann et acquiert le Mas des Vergers au Bar-sur-Loop.

1961 : les trois volumes du *Grand Recueil*.

1965 : *Pour un Malherbe* et *Tome premier*. Conférences en Italie, aux États-Unis et au Canada.

1966-1967 : Visiting Professor à Columbia.

1967 : le *Sevon*.

1968 : mort de sa sœur Hélène et de Paulhan.

1969 : membre correspondant de l'Académie bavaroise.

1970 : publication des *Entretiens avec Philippe Sollers* ; ils avaient eu lieu sur France-Culture en 1967.

1973 : Prix pour 1972 de « The Ingram Merrill Foundation ».

1974 : Prix international de Littérature Books Abroad Neustadt.

1981 : Grand Prix national de poésie.

## Principaux recueils

L'œuvre de Ponge, dispersée en des publications diverses (éditions de luxe ou ordinaires de textes séparés ou partiellement regroupés), a été réunie sous les titres suivants :

— *Le Grand Recueil*, Gallimard, trois tomes. I. *Lyras*, 189 p. II. *Méthodes*, 307 p. III. *Pièces*, 219 p.

— *Pour un Malherbe*, Gallimard, 1965, 617 p.

— *Tome premier*, Gallimard, 1965, 617 p.

— *Le Sevon*, Gallimard, 1967, 136 p.

— *Le Nouveau Recueil* (textes composés après 1959), Gallimard, 1967, 238 p.

— *La Fabrique du pré*, Skira (Genève), collect. « Les sentiers de la création », 1971, 272 p., illustr.

— *L'Atelier contemporain*, Gallimard, 1977, 368 p.

— *Comment une figure les paroles et pourquoi*, Flammarion, collect. « Digraphe », 1977, 213 p.

— *Nique de l'avant*, printemps, Gallimard, 1983, 70 p.

— *Petite suite vivante*, Fata Morgana, 1983, 30 p.

— *Correspondances avec Jean Paulhan*, (1923-1969), Gallimard, 1986.

EDITIONS DE POCHÉ

— Dans la collection « Poésie » (Gallimard) ont été publiés le *Parti pris des choses*, précédé de *Deux Petits Poèmes* et suivi de *Poèmes* (1967), et la *Rage de l'expression* (1976).

— Dans la collection « Idées » (Gallimard) a été publié *Méthodes* (1971).

A consulter

— Francis Ponge, présentation et choix de textes par Philippe Sollers, Seghers, 1963, 223 p.

— Ponge, par Jean Thibaudau, Gallimard, « La bibliothèque idéale », 1967, 287 p.

— *Entretiens de Francis Ponge avec Philippe Sollers*, Gallimard/Le Seuil, 1970, 188 p.

— Francis Ponge, étude de Marcel Spade, choix de textes, Seghers, 1970, 192 p. (réédité en 1979).

— *Colloque de Cerisy*, « 10/18 », 1977, 433 p.

— Francis Ponge, un classique qui révolutionne, dans *le Monde* du 18 mai 1979.

— Entretien : Francis Ponge : vivre sur un fond de pessimisme, dans *le Monde* du 1<sup>er</sup> janvier 1982.

## Le Carnet du Monde

## Décès

— M<sup>me</sup> Ragely, née Henriette Hougeval, sa mère, La prisonnière Claude Ruspoff, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Claude Pierre BLANCHE, écrivain,

survécu à Mougins, le 4 août 1988, à l'âge de soixante ans.

La cérémonie religieuse s'est déroulée en la chapelle de l'Abbaye de Camm, dans la plus stricte intimité.

— M. Claude Georges, M. et M<sup>me</sup> Pierre Georges, M. et M<sup>me</sup> Jean Schneider, M<sup>me</sup> Mireille Georges, M. et M<sup>me</sup> Gaston Georges, M. et M<sup>me</sup> Jean-Marie Georges, M. et M<sup>me</sup> André Georges, M<sup>me</sup> Isabelle Valentin, leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Gaston GEORGE, survenu le 31 juillet, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

6, rue Jean-Jacques-Rousseau, 90000 Belfort.

— On nous prie d'annoncer le décès, survenu le 17 juillet 1988, de

M. Lionel (Guy) LEMERCIER.

L'incinération aura lieu le jeudi 11 août, à 15 h 30, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise.

Lionel (Guy) Lemerrier était né le 17 juillet 1928 à 6 h 20, au 48 de la rue Jacob, Paris-6<sup>e</sup>. Dernier de la lignée, il laisse de nombreux enfants.

— M<sup>me</sup> Michèle Liberman, Isabelle et Valérie Liberman, M. et M<sup>me</sup> André Liberman et leurs enfants, M<sup>me</sup> Suzy Perreault et ses enfants, M. et M<sup>me</sup> Maurice Liberman et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Yves Le Coadou et leurs enfants, ont la très grande douleur de faire part du décès de

M. Sylvain LIBERMAN, docteur en sciences, directeur de recherches au CNRS, directeur du laboratoire Alain Cotton, chevalier de l'Ordre national du Mérite, médaille d'argent du CNRS,

leurs époux, père, frère, beau-frère, oncle et grand-père,

survécu en montagne à Méribel-les-Alpes, le 5 août 1988, dans sa cinquante-troisième année.

« Je dors mais mon cœur veille... »  
Cantique des cantiques.

La levée de corps aura lieu le mercredi 10 août, à 14 heures, au funérarium d'Ansoy (Haute-Saône).

L'inhumation aura lieu au cimetière parisien de Bagneux, à 15 heures.

Ni fleurs ni couronnes.

Esther II, 49, rue de Chateaux, 92160 Aubry.

Josiane SAMBOURG,

survécu le 5 août 1988, dans sa dix-neuvième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 9 août, à 10 h 45, en l'église Notre-Dame de Doull-le-Barre (Val-d'Oise).

Cet avis tient lieu de faire-part.

12, boulevard Emile-Angier, 75016 Paris.

Anniversaires

— Il y a cinq ans

Georges VALLIN nous quittait.

Ceux qui l'ont connu se souviendront de lui avec amitié.

— M<sup>me</sup> Pierre Montell, née Claise, Et sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

général Pierre MONTEIL, Saint-Cyr promotion 1940-1942, officier de la Légion d'honneur, commandeur

de l'ordre national du Mérite, croix de guerre,

survécu le 6 août 1988, dans sa soixante-huitième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 9 août, à 16 heures, en l'église Saint-Nicolas du Pouliguen.

22, rue des Acacias, 75007 Paris.

— Bruno, Christine Pelcier et leurs enfants, Dominique Lestrier et ses enfants, Laurent Pelcier et François Thoms, Philippe, Eveline Pelcier et leurs enfants, ses enfants et petits-enfants, Les familles Pelcier, Beaudoine, Blierot, Bougrain, Comare, ont la tristesse de faire part du décès de

Pierre PELTIER, architecte,

survécu le 6 août 1988, à Montpellier, à l'âge de soixante-neuf ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 10 août, à 10 h 30, en l'église de Mogèvre (Haute-Savoie).

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

617, rue de Baguel, 374100 Montpeller.

— Saint-Max. Nancy.

On nous prie de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Raymond PINCHARD,

veuve de

M. Raymond PINCHARD, ancien ministre-maire de la ville de Nancy.

Les obsèques auront lieu le mardi 9 août 1988, à 15 heures, en l'église Saint-Michel, à Saint-Max (Meurthe-et-Moselle).

— M. et M<sup>me</sup> Alain Profit, ses enfants, Geneviève, Nicolas et Françoise, ses petits-enfants, Et toute la famille, ont la tristesse de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Maurice PROFIT, née Germaine Fortin,

survécue à Saint-Maur, le 1<sup>er</sup> août 1988, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

Les obsèques et l'inhumation ont eu lieu à Conzès (Aude), le vendredi 5 août 1988.

3, rue des Rouleottes, 75013 Paris.

— M<sup>me</sup> Henri Laroche, M<sup>me</sup> Jean Sambourg, M. et M<sup>me</sup> Dominique Sambourg, M. et M<sup>me</sup> Jean-Claude Vauzon, M. Didier Sambourg, M. et M<sup>me</sup> Jean-Pierre Houllé, M. et M<sup>me</sup> François Laroche, M. Jean-Loup Sambourg, Ses oncles, tantes, cousins et cousines, ont l'immense douleur de faire part du décès accidentel de

Josiane SAMBOURG,

survécue le 5 août 1988, dans sa dix-neuvième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 9 août, à 10 h 45, en l'église Notre-Dame de Doull-le-Barre (Val-d'Oise).

Cet avis tient lieu de faire-part.

12, boulevard Emile-Angier, 75016 Paris.

Anniversaires

— Il y a cinq ans

Georges VALLIN nous quittait.

Ceux qui l'ont connu se souviendront de lui avec amitié.

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27

Tél. MONDIPAR 860672 F

Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

Microrfilm et Index du Monde

Recommandé par l'UNESCO

ABONNEMENTS

BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 TEL : (1) 42-47-98-72

TARIF FRANCE BENELUX SUISSE AUTRES PAYS

3 mois ..... 354 F 399 F 594 F 687 F

6 mois ..... 672 F 762 F 972 F 1 337 F

9 mois ..... 954 F 1 089 F 1 404 F 1 952 F

1 an ..... 1 200 F 1 380 F 1 800 F 2 536 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, RENVoyer CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse : s'adresser à nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

## OU TROUVER UN LIVRE ÉPUISÉ ?

Téléphones d'abord ou venir à la

LIBRAIRIE

LE TOUR DU MONDE

9, rue de la Pompe, 75116 PARIS

45-20-87-12

— Si le titre que vous cherchez figure dans notre stock (100 000 livres dans tous les domaines) : vous l'aurez en 24 heures.

— Si il n'y figure pas : nous diffuserons gratuitement votre demande après d'un réseau de correspondants : vous recevrez une proposition écrite et chiffrée que nous trouverons un livre.

AUCUNE OBLIGATION D'ACHAT

## Le Monde

5, rue de Montparnasse, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-42 ou 45-55-91-71

Tél. MONDIPUB 286 136 F

Imprimé en France

1<sup>re</sup> de France

PARIS-IX



AUTOMOBILISME : le Grand Prix de Hongrie

Prost attend que la roue tourne

Le Brésilien Ayrton Senna (McLaren-Honda) a remporté sa sixième victoire de la saison, le dimanche 7 août à Budapest dans le Grand Prix de formule 1 de Hongrie. Parti en quatrième ligne et relégué à la neuvième place après le premier virage, son coéquipier Alain Prost a réussi une superbe remontée mais a terminé deuxième (529/1000). Grâce à ce succès, Senna rejoint Prost en tête du championnat du monde des conducteurs, mais le Brésilien accente surtout son avantage au nombre des victoires (six contre quatre), qui devrait être déterminant en fin de saison.

BUDAPEST  
de notre envoyé spécial

Alain Prost avait été son casque d'un geste rageur avant de se retirer dans le motor-home McLaren pour une longue séance de massage. Deux heures et demie plus tard, après la réunion technique avec Ayrton Senna et les ingénieurs de l'écurie, la colère avait cédé la place à la déception pour le pilote français. Le Grand Prix de Hongrie et, peut-être, le championnat du monde venaient de se jouer dans la deuxième séance de qualification du samedi. Pour la huitième fois de la saison — la vingt-quatrième de sa carrière (1) —, le Brésilien venait de s'assurer la pole-position en Alain Prost était relégué à la septième place, en quatrième ligne.

« Après Hockenheim, je voulais impérativement gagner ici pour revenir à égalité de victoires avec Ayrton, expliquait le Français. Il fallait absolument que je parte en première ligne sur ce circuit où les dépassements sont aussi difficiles qu'à Monaco. Comme nous disposons des mêmes voitures, celui de nous deux qui aurait fait le premier virage en tête aurait pratiquement eu la course gagnée. »

L'opportunité du Brésilien Pour expliquer sa déconvenue, Alain Prost évoquait surtout la malchance. « Au début de la séance, j'ai dû partir avec le volant qui était mal réglé. C'est avec lui que j'ai réussi mon meilleur temps. Quand j'ai pu reprendre ma voiture avec mon second train de pneus de qualification, je n'ai pas eu un seul tour sans trafic. C'est d'autant plus frustrant que j'avais réussi le meilleur temps de la première séance et que les relèves montraient que j'étais un peu plus rapide et que je conservais moins qu'Ayrton les conditions de course avec le plein d'essence. Je crois que je n'ai pas la baraka en ce moment. Il va falloir attendre que la roue tourne. »

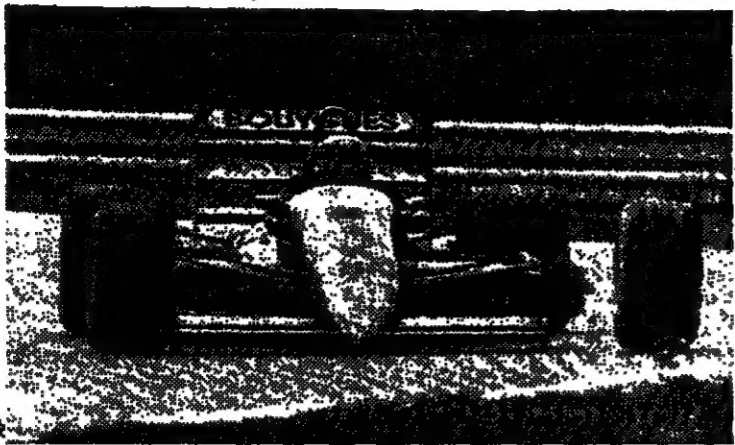
Avec cinq victoires au cours des six derniers grands prix, Ayrton Senna semble au contraire piloter en pleine euphorie. « Pendant la première partie de la saison, Prost usait plus ses freins que Senna, a observé Thierry Jard, le technicien de Carbone Industrie, détaché auprès de McLaren. Depuis trois ou quatre courses, la tendance s'est

inversée. Ça veut dire qu'Ayrton freine plus tard et plus violemment. »

Ces millions de secondes gagnées ça et là et les plus gros risques pris lors des dépassements expliquent en partie la supériorité démontrée le plus souvent par le Brésilien dans ces épreuves de sprint que sont les qualifications, d'où l'énorme avantage qu'il en tire ensuite. Les deux pilotes de McLaren, qui font pratiquement la course en tête depuis le début de la saison

français. Je voyais ma roue avant gauche bouger légèrement. J'ai eu peur et j'ai même failli m'arrêter. J'ai perdu du temps. Comme ça n'évolue pas en fin de course, j'ai poussé un peu plus mais il était trop tard. »

Tyts déçu par ce dénouement, Alain Prost veut pourtant croire encore en ses chances pour un troisième titre mondial. « En course, je vais souvent un peu plus vite que lui, observe-t-il. Bien sûr, il me faudrait partir devant pour pouvoir faire la course en tête. » Pour en-



Philippe Streiff (AGS-Ford) traqué par une roue (gris) indépendante. Alain Prost a également eu des soucis avec sa roue avant gauche en fin de course.

rer devancer le Brésilien, le Français doit désormais dominer sur ses terrains de prédilection : les séances de qualification et les circuits sinueux et peu propices aux dépassements (Jerez-de-la-Frontera, Estoril, Suzuka et Adalberto), qui sont majoritaires en fin de saison.

GÉRARD ALBOUY.

(1) En signant sa vingt-quatrième pole position, Ayrton Senna rejoint à vingt-huit ans Niki Lauda et Nelson Piquet. Il n'est plus devancé que par Juan-Manuel Fangio (vingt-huit) et Jim Clark (trente-trois).

NATATION : les championnats de France

Marée montante

Les championnats de France d'été de natation se sont achevés le dimanche 7 août à Dunkerque. Quinze records de France sont tombés au cours des quatre jours de compétition. Vingt-trois athlètes ont réussi les temps minima de qualification et effectueront le voyage à Séoul en septembre prochain pour les Jeux olympiques.

DUNKERQUE  
de notre envoyé spécial

Une centaine de drapeaux pendaient au plafond. Les cinq anneaux symbolisant les continents se détachaient sur un fond bleu au-dessus du tableau d'affichage. La piscine Paul-Asseman de Dunkerque, pour ses trois cent cinquante mètres de France en sept ans, est bigarrée. Année olympique oblige. Sur les lèvres, le même nom revient : Séoul. Séoul présent dans les airs, Séoul omniprésent dans l'eau. Dunkerque et la capitale sud-coréenne étaient comme jumelles durant quatre jours.

Plus qu'un titre de champion de France, les nageurs cherchaient dans la ville nordiste un passeport pour le grand voyage de septembre : ce fameux temps minimum au-delà duquel le billet pour Séoul ne peut être validé. Cinq concurrents l'avaient déjà conquis (Stephan Caron, Christophe Bordenave, Catherine Plewinski, Pascaline Louvier et Cécile Brunier) avant même de goûter les eaux dunkerquoises. En plus des minima exigés par la Fédération française de natation, ils avaient obtenu en août 1987 une place en finale des championnats d'Europe, ce qui leur conférait une certaine crédibilité internationale.

Ce quintette de privilégiés n'était pas arrivé dans le Nord avec le même état d'esprit que les autres

nageurs. Plewinski et Louvier ont d'ailleurs inclus ces championnats dans leur préparation sans leur accorder un soin particulier. Plewinski, meilleure chieuse féminine de podium, a pris l'habitude de les sacrifier à ses ambitions internationales. Couronnée dans cinq disciplines l'hiver dernier, elle n'aura conquis que deux titres estivaux. Encore celui du 100 mètres nage libre lui inspire-t-il cette réflexion : « Je n'attachais pas d'importance particulière à cette épreuve. Compte tenu de ma forme, cela me confirme que je devrais approcher les 56 secondes aux Jeux. » En 1987, la stratégie des impasses lui avait valu de monter sur le podium européen.

Christophe Bordenave, Stephan Caron et Cécile Brunier, assoiffés de victoire, ont aligné neuf titres et sept records. Le Tourangeau Christophe Bordenave expliquait : « Je tiens au titre du 100 m papillon qui est un peu ma chasse gardée depuis l'hiver 1985. »

Progression  
d'ensemble

Honorer le rendez-vous national ou se réserver pour d'autres joutes : la plupart des nageurs présents à Dunkerque ignoraient l'alternative. Christophe Bordenave, seulement qualifié sur le 200 m papillon, résumait le climat : « De toute façon, ici, pour réussir les minima, il faut être champion de France. Votre battre le record de France. » Au total, quinze meilleures performances françaises de tous les temps ont été réalisées au cours de ces championnats de France, soit le même nombre que lors des Jeux olympiques de Los Angeles en 1984. Une bonne récolte qui confirme les progrès de la natation française derrière ses deux locomotives, Caron et Plewinski.

Patrice Prokop, directeur technique national, ne cachait pas sa satis-

faction au terme de ces quatre jours de Dunkerque : « Ce sont les meilleurs championnats de France que j'aie jamais vus. Deux records de France individuels ont été améliorés, ce qui constitue le lot habituel. Mais ces records prennent une valeur croissante dans la hiérarchie mondiale. Et chaque épreuve a été d'une rare intensité dramatique. »

Tout en les complétant, cette progression d'ensemble posait quelques problèmes supplémentaires aux dirigeants de la natation française. Fallait-il élargir les minima à des compétiteurs qui échouaient parfois pour la centième de seconde ? « Les critères étaient bien définis, commentait Henri Sérandour, président de la FFN. Nous nous y sommes tenus. Nous n'avons rencontré qu'un seul problème : celui de Franck Schott. » Le cas du nageur du Canet 66 restera comme la casquette de ces championnats pour le directeur technique national. Bismarck lors des séries du 100 mètres dos, Schott battit en finale de consolation le record de France détenu par Frédéric Delcourt, le médaillé d'argent des Jeux olympiques de Los Angeles.

« Les conditions dans lesquelles il a établi ce temps ne me permettent pas de le qualifier tout de suite, expliquait Patrice Prokop. »

Le sort de Schott, auquel Patrice Prokop accorde un potentiel international, sera réglé le 19 août par la commission du sport de haut niveau. Malgré le système des minima, il aura fallu plus d'une heure aux dirigeants de la FFN pour trouver un accord sur la liste définitive des vingt-trois nageurs appelés à se rassembler dès le 10 août en stage à Millau. Dus à des problèmes techniques, les attendissements auraient bien pu symboliser le nouveau « problème » d'une natation française qui sort la tête de l'eau : l'embarras du choix.

THÉRIER CERNATO.

VOLLEY : La préparation de l'équipe de France

Les Bleus ne tremblent plus

concert international, reprend l'entraîneur. Nos lacunes techniques et physiques nous obligent à pratiquer un jeu offensif à hauts risques. Analyse confirmée par Laurent Tillie : « Pour faire jeu égal avec les meilleurs, nous sommes condamnés à jouer chaque point à 100 % de nos possibilités, sans le moindre instant de relâchement. »

Pourtant, la palette de l'équipe s'est élargie depuis la sixième place obtenue aux championnats du monde en 1986. « A cette époque, nous disposions de cinq joueurs de niveau mondial ; aujourd'hui, il y en a huit, constate Eric Daniel ; de plus, nous avons progressé dans des secteurs peu perceptibles pour le spectateur : le contre et la défense. » Ce ne sont pas des propos en l'air. L'entraîneur tient ses statistiques à jour : en 1986, les tricolores ne réussissaient en moyenne que 2,5 contre gagnants par set, 3,25 en 1987, entre 4 et 4,75 cette saison. « C'est le fruit d'un travail patient », explique-t-il.

Après le Mondial de 1986, disputé en France, et les dix-huit mois de préparation à temps complet, Eric Daniel avait persuadé la Fédération française de poursuivre l'effort en décompartant la saison en deux : six mois pour les clubs, six mois pour l'équipe nationale. Vice-champions d'Europe en 1987 derrière l'URSS, donc qualifiés d'office pour les Jeux olympiques, les Français ont pu, dès la fin du championnat de France à la mi-avril, se consacrer à une préparation olympique de longue durée. Ils ne se sont plus quittés, même pas pour de courtes vacances en Guadeloupe. « Tout simplement parce que nous aimons bien être ensemble », résume Eric Daniel.

Trois cents matches

Depuis 1985, cette équipe aura joué quelque trois cents matches. De quoi cimenter les automatismes sur le terrain et l'amitié en dehors. Au groupe des anciens (Fabiani, Blaiz, Tillie, Bouvier, Mazzoni, Jurkovic) se sont intégrés des jeunes au talent

prometteur comme Philippe Meunier.

Pour sa première participation aux JO, l'équipe de France visera une médaille. « Pas forcément de bronze », précise Eric Daniel. Cependant, en plus des États-Unis et de l'URSS, quasiment assurés du podium, cinq ou six nations ont les moyens d'avoir les mêmes ambitions que les Français. La poule préliminaire sera très ouverte entre les USA, le Japon, l'Argentine, les Pays-Bas et la France pour deux places seulement de demi-finale. Pas question de flancher mentalement. Dans cette perspective, la nette victoire de Saint-Nazaire sur les champions du monde prend un relief particulier. Elle aura un effet sur le moral des Bleus et sur celui de leurs futurs adversaires.

Il faudra confirmer cette semaine au Tournoi de Savin, considéré par l'entraîneur tricolore comme la préfiguration du tournoi olympique. « Ensuite, conclut-il, il restera un mois pour affiner les derniers réglages tactiques, afin de présenter à Séoul un produit fini. » Du « made in France », payable en or.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

Les résultats

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE  
Première division  
(Cinquante journées)

*Nantes b. Auxerre	3-2
*Marseille b. Paris-SG	3-0
*Bordeaux et Toulon	1-1
*Marseille b. Strasbourg	2-1
*Marseille b. Nice	2-2
*Metz b. Lille	3-1
*Lens et Sochaux	2-2
*Laval et Saint-Etienne	1-1
*Cannes b. Toulouse	5-1
*Montpellier b. Caen	1-0
Classé 10e : 1. Sochaux, 10e ; 2. Paris-SG, 11e ; 3. Nantes, 12e ; 4. Lille, 13e ; 5. Marseille, 14e ; 6. Metz, 15e ; 7. Lens, 16e ; 8. Saint-Etienne, 17e ; 9. Caen, 18e ; 10. Paris-SG et Bordeaux comptent un match en moins.	

Deuxième division

*Reims b. Reims	2-0
*Valenciennes b. Mulhouse	3-0
*Rouen b. Nancy	1-0
*Brest b. Guingamp	1-0
*Dunkerque b. Beauvais	1-0
*Clermont b. Le Havre	1-0
*Abbeville et Le Mans	2-2
*Quimper b. La Roche-AFB	1-0
Classé 10e : 1. Brest, 11e ; 2. Quimper, 12e ; 3. Mulhouse, 10e.	

Motocyclisme

GRAND PRIX D'ANGLETERRE  
DE VITESSE  
Dominique et Christine Sarron sont montés sur le podium du Grand Prix de Grande-Bretagne de vitesse. Dominique, sur Honda-Rothmans, a fini deuxième en 250 cc derrière l'italien Luca Cadulari (Yamaha-Haribo). Christine, sur Yamaha-Gauloises, a pris la troisième place en 500 cc, catégorie dans laquelle l'Américain Wayne Rainey, également sur Yamaha, a signé son premier succès.

Automobilisme

GRAND PRIX DE HONGRIE DE F1  
1. Senna (McLaren-Honda), 305,064 kilomètres en 1 h 57 min 47 s 08 (155,401 km/h) ; 2. Prost (McLaren-Honda) à 0 s 52 ; 3. Boutsen (Benetton-Ford) à 31 s 41 ; 4. Berger (Ferrari) à 1 min 28 s 67 ; 5. à 1 tour, Gugelmin (March-Judd) ; 6. Patrese (Williams-Judd).

CHAMPIONNAT DU MONDE DES PILOTES

1. Ayrton Senna, 66 pts (57 + 9) et Alain Prost, 66 (60 + 6) ; 2. Berger, 28 (35 + 3).

RALLY D'ARGENTINE

1. Recalde-Del Buono (Lancia Delta Integrale), 7 h 5 min 16 s ; 2. Biondi-Siviero (Lancia Delta Integrale), à 3 min 35 s ; 3. Wittmann-Patzenmann (Lancia Delta Integrale), à 28 min 57 s.

Tennis

TOURNOI D'INDIANAPOLIS  
L'Allemand de l'Ouest Boris Becker, tête de série n° 1, a remporté, dimanche 7 août, le Tournoi d'Indianapolis en battant en finale l'Américain John McEnroe, (n° 5) en deux sets (6-4), (6-2).

PARIS NEW YORK A PARTIR DE 2000 F A/R.

DES PRIX TELLEMENT DISCRETS QU'ON LES VOIT PARTOUT.

ACCESS

LOS ANGELES	ALLER 1500 A/R 1400	MONTRÉAL	ALLER 1200 A/R 2500
SAN FRANCISCO	ALLER 1500 A/R 1400	CALGARY	ALLER 2000 A/R 1700
MIAMI	ALLER 1500 A/R 2800	RIO DE JANEIRO	ALLER 1200 A/R 1600
CHICAGO	ALLER 1100 A/R 2800	MEXICO	ALLER 1200 A/R 1300
DALLAS	ALLER 1050 A/R 1500	HONGKONG	ALLER 1500 A/R 1700
WASHINGTON	ALLER 1400 A/R 2000	SYDNEY	ALLER 1500 A/R 1700
ORLANDO	ALLER 1050 A/R 1500	ANTILLES	ALLER 1100 A/R 2000

ET ENCORE D'AUTRES DESTINATIONS. DISPONIBILITÉ DE PLACES EN 1<sup>re</sup> CLASSE ET CLASSE AFFAIRES. PRESTATIONS HÔTELIÈRES ET LOCATIONS DE VOITURE. CURE D'ÉTUDE ET SÉJOURN A LA CARTE. POSSIBILITÉ DE RÉSERVER ET PAYER VOTRE VOYAGE AU 01 50 02 02 02 AVEC VOTRE CARTE BANCAIRE.

6, rue Pierre Lesclapart, 75001 PARIS (MÉTRO) ET RUE CHATELAIN-LAS HALLES TÉL. 01 50 02 02 02 (22.21.46.94)

ACCESS VOYAGES : DES PRIX QUI MÉRITENT LE VOYAGE.

Les tarifs s'entendent à partir de...

CARNET DU MONDE



## SALZBOURG

« L'Enlèvement au sérail »

## Constance traumatisée

Le grand répertoire de l'opéra étant assez réduit, l'usage en est rapide, particulièrement pour Mozart mis aujourd'hui à toutes les sauces. D'où l'obligation de changer sans cesse les mises en scène pour attiser l'intérêt du public.

Il fallait donc s'y attendre : un régisseur allemand (Johannes Schaff), aidé par l'inévitable « dramaturge » (Wolfgang Willaschek), a inventé une nouvelle interprétation de l'« Enlèvement au sérail », le plus limpide des opéras de Mozart. On n'y avait rien compris jusqu'ici : Constance en réalité aime le pacha Selim, elle voudrait bien se donner à lui et rester dans le harem ; mais par malheur elle a juré fidélité à Belmont au moment de sa capture et elle lui restera inébranlablement attachée, au point de repartir avec lui loin de celui qu'elle adore...

Quant à Belmont, c'est un seigneur arrogant, aux sentiments éphémères, qui ne s'intéresse qu'à la chasteté physique de sa fiancée et méprise bien le « mépris sans borne » de Selim.

Outre qu'on ne voit pas très bien Mozart, au moment de se marier, dans l'excitation de son bonheur, exprimer déjà des sentiments du temps de Coeur, la simple lecture du texte, l'audition de la musique rendent l'hypothèse intenable.

Le parti pris arrive, sans doute, à renouveler l'esprit du spectacle, certains comportements des personnages et l'attitude de l'auditeur. Il impose pourtant une contrainte lourde, voire douloureuse, parce qu'il en fausse constamment le sens, à une réalisation par ailleurs vivante et ingénieuse.

Pedrillo et Blonde « sont le reflet de leurs maîtres à un niveau inférieur » : Blonde se contenterait bien d'Ossin si Pedrillo lui manquait ou venait à perdre la faveur du maître de céans. Cette interprétation, un peu réductrice tout de même, s'accommode mieux du livret, d'autant que la minuscule Anglaise n'a le choix qu'entre deux « vieux » : un Ossin à mine de forban, chauve avec une couette dans le cou, mais « bon et honnête » (Kurt Rydl), à la voix tonante, qui finira l'opéra la tête sur les genoux de son pacha, et un Pedrillo grisonnant, orientalisé par opportunisme, l'énervable Heitz.

Liliane Watson, pétulante Blonde dans la meilleure tradition, voit pétillante comme du champagne, légère comme une bulle de savon, même ses deux hommes avec une cargaison de gags nouveaux, utilisant en particulier un pantin grandeur nature, très espagnol, mais un peu encombrant.

Elle fait contrepoids à une pauvre Constance complètement névrosée, en robe noire et lunettes noires, à qui l'on chercherait vainement à arracher un sourire, qui reste de bois en présence de Belmont quand il vient la sauver et dont on suspecte le moindre témoignage d'amour. C'est dommage pour Inga Nielsen, à la voix de Constance presque idéale, flexible, toujours cristalline malgré la haute virtuosité de ses airs, qui semble d'abord bien loin, bloquée dans ses refus et puis, à partir de l'air des supplices, prend son envol en grand personnage tragique.

Belmont est la principale victime ; on épie chacune de ses

paroles pour en déceler la suffisance, voire le « machisme ». En vain, car la voix de ce jeune homme sympathique (Deon Van Der Walt), habillé en Figaro, est claire, expressive, un peu embrumée et muée, mais on ne recule en tout cas ni brutalité ni bassesse.

Pour la Cenerentola, cet opéra italien de Rossini, on n'a malheureusement trouvé aucun chanteur italien (à l'exception peut-être d'un inconnu, William Martenuzzi, remplaçant Francisco Araiza, et d'ailleurs l'un des charmes de cette représentation). Du moins le chef en est-il Rio-

Entre « L'Enlèvement au sérail » et la « Cenerentola », entre un Rossini trop germanique et un Mozart trop amer, le Festival de Salzbourg se complique inutilement la vie. Heureusement, il y a les voix.

On a fait au pacha (Ulrich Wildgruber) la tête de Joseph II, qui passait pour le modèle de ce monarque éclairé ; lui, du moins, est exactement conforme à la tradition, puisqu'il n'a jamais cessé d'être amoureux de Constance et assez philosophe pour penser que « quand on ne peut pas gagner quelque chose par la bienveillance, il faut s'en débarrasser ».

Malgré tous les avatars de la mise en scène, la musique de Mozart conserve toute sa vivacité et son entrain avec la Philharmonique de Vienne, un peu trop présente et lourde cependant sous la direction de Horst Stein.

Le public salzbourgeois semble moyennement séduit.

JACQUES LONCHAMPT.

\* Prochaines présentations les 8, 11, 17, 27 et 30 août (à 19 heures).

La « Cenerentola », de Rossini

## Trop germanique

guide... On imagine un personnage plus rayonnant, d'une aura irrésistible même sous ses vêtements de sommeil, comme l'était Frederica von Stade, pour que le prince éprouve un tel coup de foudre.

Ce prince Ramiro n'a pas une grande prestance, mais William Martenuzzi a mieux, de la grâce, une voix de ténor exquise, un aigu très pur, une agilité jamais brachée, du plus charmant effet. Et Gino Quilico (Dandini) forme avec lui un couple parfait maître-vallet, séduisant, volubile, van-tard et bon garçon, sa voix et son jeu réussissant un excellent mélange de Figaro, de Don Giovanni et de Leporello.

Le reste de la distribution est moins heureux. Passe encore le sympathique Wolfgang Schoene, un peu trop pâteux et solennel dans le rôle du philosophe Alidoro, deux ex machina bienfaiteurs de cette comédie. Mais les deux seurs sont vraiment des pin-bèches sans la moindre épaisseur, et Walter Berry est complètement hors emploi en Don Magnifico, qui exige une basse bouffe, un comédien jouant et chantant avec toutes les ressources de la langue, des malins, des pieds, des yeux, à la manière italienne.

De Michael Hampe et Mauro Pagano (dont ce sont les derniers décors réalisés avant sa mort), on attendait une réalisation pleine d'élégance. Ont-ils raison de vouloir « mettre la cour à nu, sous l'éclairage glacial de la satire, avec ses intrigues, ses tromperies, ses flatte-ries et sa corruption », alors que pour

Rossini, son sujet c'est « la bonté la triomphe » (« le triomphe de la bonté », sous-titre de l'œuvre) et que le prince aussi bien que son précepteur sont des personnages entièrement positifs ?

D'où, ce qui me semble une erreur, l'idée de situer l'action au temps de la Restauration (1817, années de la création), dans une cour froide, officielle, où les rapports sont faux et gourmés (on se croirait dans Eugène Onéguine), au lieu de choisir une atmosphère plus simple et chaleureuse, plus « siècle des Lumières », comme l'esprit du livret l'invite.

Cette mise en scène au premier degré aplatit Rossini dont l'esprit étincelant, les formes indéfiniment reprises sans modifications notables, ont besoin d'être enrichies, réchauffées par la chaleur humaine des personnages.

On crèditera en tout cas Hampe et Pagano d'un orage fantasmagorique où l'on voit galoper la calèche du prince à travers les églises jusqu'à se briser, en jetant ses occupants par-dessus bord. Un morceau d'anthologie théâtrale qui vaut le détour, d'autant qu'il est suivi par le magistral sextuor « Che sarà », apothéose de l'écriture rossinienne sur des octomètres « qui avancent inexorablement comme un rouleau compresseur », selon l'expression d'Alberto Zedda. Un triomphe aussi pour Riccardo Chailly et ses chanteurs.

J. L.  
\* Prochaines représentations les 15, 24 et 29 août à 19 heures.

## THÉÂTRE

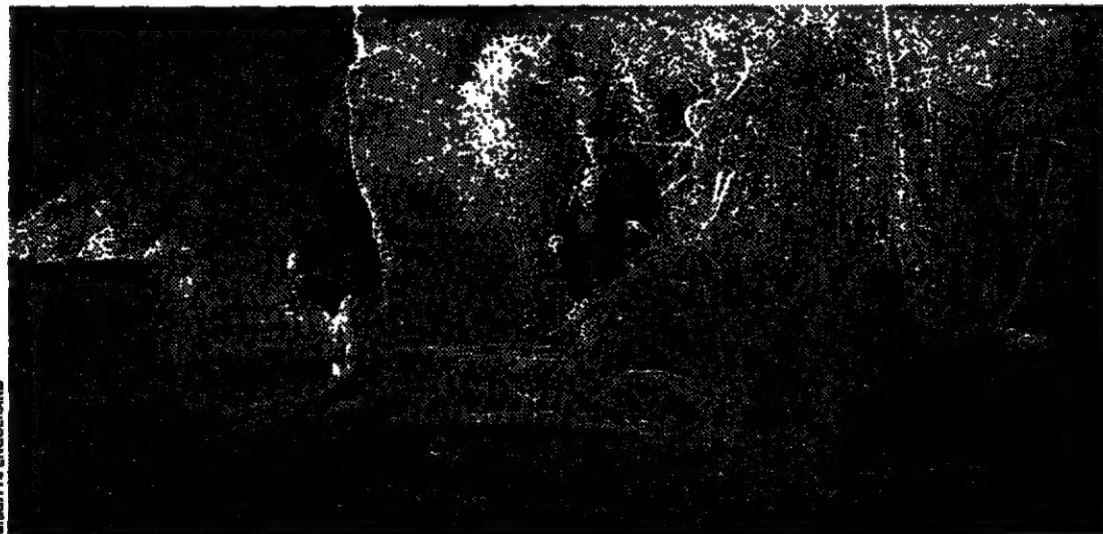
Festival de Gordes

## La fête au village

Il y a bien longtemps, surplombant une vallée somptueusement belle, Gordes était, à 50 kilomètres d'Avignon, un bourg fortifié, avec un château, des maisons basses entourées de murs en pierres simplement empilées sans ciment pour les tenir, et qui pourtant sont toujours là. On retrouve ce style de construction reproduit en miniature dans les magasins de produits artisanaux au milieu des santons et des pots de miel. Les maisons basses sont habitées pendant la belle saison par des citadins plutôt fortunés, car la vallée est toujours somptueuse, la vue imprenable, et Gordes est un village touristique coté, avec restaurant prétentieux, petit orchestre sur la place, monument aux morts de la grande guerre particulièrement kitsch, gratteurs de guitare.

A partir de là, se fiant aux défilants qui célèbrent en la Provence la terre des festivals, on a décidé de donner à Gordes des concerts, des lectures, de quoi passer agréablement la soirée entre soi. Le tout pour un prix modique, la plupart des artistes se contentant d'être invités dans les maisons basses aménagées avec piscine.

Mais d'année en année, et peut-être de soir en soir quand les congratulations entre amis et la douceur de l'air portent à l'utopie, l'ambition est



« La Nuit des chasseurs », d'après Büchner.

venue d'un vrai festival, sponsorisé, qui prolongerait celui d'Avignon et ramènerait le public — notamment les professionnels — juste après leur dernière nuit à la Cour d'honneur.

Cette année, donc, il y a eu conférence de presse dans les Jardins du festival et sur les murs d'Avignon, parmi la multitude d'affichettes, on en distinguait une qui portait en grand nom le nom d'André Engel,

en moyen celui de Gordes, en petit le titre de la création : *La Nuit des chasseurs*, d'après Wozzeck, de Büchner. L'affaire avait été conclue l'an dernier, il avait été question du *Livre de Job* — qui sera créé à Chailly — et de *La Nuit des chasseurs* sera donné au Théâtre de la Colline.

Pas dans la version gordinienne, passe-bien réduite. André Engel avait prévu : il présenterait le résultat de deux semaines de travail. Une

sorte de « work in progress » dans un paysage lumineux, entre une mare boueuse et des roseaux, devant un superbe roc crayeux. Juste de quoi mettre l'eau à la bouche.

A la fin, les habitants de Gordes qui ont participé au spectacle ont été chaleureusement remerciés et applaudis, ainsi que les sponsors. C'était la fête au village.

COLETTE GODARD.

A Reggio-Nell'Emilia

## Théâtre d'objets ou théâtre d'espaces ?

Dans un ancien couvent franciscain, au cœur d'une ville brûlante, des fantômes s'entrecroisent entre cloîtres et cellules. Des marionnettes, vraiment ?

Arme de Modène, de Bologne, de Mantoue, Reggio en dépit de son jambon et de son fromage (d'ailleurs dits de Parme) risque un peu de passer inaperçue. Ville prospère mais sans splendeur particulière — elle ne fut le siège de nulle cour — bon exemple d'Italia minore, elle possède un des plus beaux théâtres lyriques en Europe, un important centre chorégraphique, l'Ater-Balletto, et surtout un Festival unique en son genre, consacré au théâtre d'objets.

Depuis dix ans, dans la deuxième quinzaine de juillet, alors que la ville

brûlante est à peu près déserte, un public européen épris de merveilleux se retrouve au Micro-Macro. Ici ni grands textes ni grands noms : dérivé du théâtre de marionnettes, le théâtre d'objets étale la scénographie comme unique dramaturgie, poursuit l'événement sensoriel, se complait aux jeux contrastés des proportions. L'esprit d'enfance est son emblème autant que son but.

Comme le Festival se tient dans un ancien couvent franciscain, des plus vieux d'Italie, centre fameux de l'inquisition, devenu baras militaire au siècle dernier, Micro-Macro 88 s'est donné comme thème d'inspiration les métamorphoses de son propre lieu. Hormis les spectacles invités, comme *Kir* — les Flamands de Stukelboos — où la virtuosité de la manipulation s'ajoute à l'énergie de la danse contemporaine, — la plupart des créations italiennes avaient respecté le jeu. Pour le Théâtre des Briciole de Parme (les organisateurs du Festival), Tonino Guerra, scénariste de Fellini, a écrit *Cener* (Cen-

dres) comme un projet de film qu'il confierait à des gens de théâtre.

Dans la nuit les spectateurs se promènent à travers cloîtres et cellules, à la recherche d'un temps brouillé. Les fantômes s'entrecroisent, l'image tour à tour les réduit ou les amplifie. Une église baroque se laisse engloutir par la terre tandis que de minuscules cyprès se tordent sous le vent. Dans un étroit couloir, des monstres effrayants ricangent à travers les fissures d'une palissade. Une porte s'ouvre à deux battants sur un groupe de personnages de profil, illuminés et comme aspirés par une aube invisible tandis qu'un arbre mort se recouvre miraculeusement de blancs bourgeons.

C'est un poème de l'éternité relative que *Sulla Soglia* (Sur le seuil), du Théâtre Koiné, de Parme aussi, traite à la manière d'un parcours initiatique en aller-retour truqué, truffé d'images violentes : un moine rouge flotte dans les eaux de larmes d'une fontaine mystique que

nous retrouvons plus tard en mare aux canards, une machine à toitures aérienne se mue en treuil de maquignon. Teatromusica de Padoue présenterait illustrer par le son la magie des cloisonnements et des inversions : un pianiste, inséré dans un mur de verre, à l'intersection de l'espace du loup et de celui de la brebis, semblait commander les rapports secrets de deux mondes opposés, mais placés en écho, complémentaires (*Qui se fait brebis, le loup le mange*).

Partout donc, le décor s'était fait protagoniste et l'acteur accessoire. On perçoit le charme et les limites d'un tel Festival : les miracles d'un lieu qu'une fois et les couvents-haras ne se déplacent pas. Autre danger : un théâtre d'objets est bien une forme légitime de théâtre, mais en préférant le macro au micro, le Festival de Reggio ne risque-t-il pas de perdre avec un pôle de sa dialectique au moins la moitié de son âme ?

BERNARD RAFFALLI.

## CINÉMA

« Envoyez les violons », de Roger Andrieux

## Une flûte pour deux

Une intrigue sans surprise, Une comédie sympathique, deux beaux rôles pour Anémone et Anconina.

Il est dans la pub. D'où satire des milieux de la pub. C'est un jeune loup aux dents rognées par l'amour qu'il porte à son *top model* de femme, Blonde comme le lait, pour lequel d'ailleurs elle fait campagne. Il s'appelle Segal, et son épouse le vire. Très affecté, il prend le métro avec le seul bien qui lui reste, un ordinateur domestique supposé enregistrer le scénario qu'il tente vainement d'écrire. Dans le métro, justement, notre héros assiste à un concert de musique classique. Ça se fait beaucoup de nos jours à la RATP. On joue un concerto de Mozart. Et la flûtiste solo (Anémone) souffle avec beaucoup de talent dans son instrument.

Le reste de l'histoire est extrêmement prévisible. Toujours déprimé, Segal (Richard Anconina) rend visite à un psy, place des Vosges. Il ne voit pas le psy mais achète un manuel de musicothérapie. Puis prend vite des leçons de flûte. Peu doué mais appliqué, il fait quelques progrès, ignore assez longtemps que son professeur — la soliste souveraine — est la femme de sa vie, mais l'apprend à la fin, alors que nous — petits malins — le savions depuis le début. Ce n'est d'ailleurs qu'à la fin

que le film décolle bien, dans une folie très douce, à l'image d'Anémone, qui s'envole vers son avenir radieux en parachute ascensionnel.

Envoyez les violons est donc une comédie. Tout à fait convenable, sympathique, sans aspérités particulières, pas vulgaire, pas racoleuse, « bourgeoise », comme il est une cuisine bourgeoise. Une comédie mirotine : Roger Andrieux, le metteur en scène (*la Petite Sirène*), a étudié quelques années le cinéma aux Etats-Unis. Ça ne peut pas faire de mal quand on tourne des comédies.

Il a eu en tout cas le grand mérite d'offrir à ses deux interprètes principaux des rôles que ceux-ci, à l'évidence, ont adoré, sentant passer dans leurs cheveux le souffle délicieux et dangereux du contre-emploi. Anconina aborde le légèreté et la fantaisie avec le sourire encore un peu tordu de celui qui a beaucoup souffert dans ses précédents films, mais excelle dans la timidité charmante, la gaucherie touchante, la tendresse gaffeuse. Anémone, pour sa part, consécree de sobriété, s'interdisant tout effet, un peu comme une Barbara Streisand juste avant d'exploser, sauf qu'elle n'explose jamais, séduit carrément. A elle désormais les personnages dramatiques. Pas de doute, elle saura faire pleurer !

DANIEL HEYMANN.

« La Travestie », d'Yves Boisset

## Mornes métamorphoses

Yves Boisset, se penchant sur un cas clinique, a employé une médecine de cheval. Le sujet est mort. Mais son interprète, Zabou, a bien résisté.

Une voix off prévient : « Cette histoire commence par une failure ». Bien vu. Pour être fêlé, l'héroïne de Boisset l'est. Jeune avocate installée à l'épicentre de la France profonde (Le Puy), traitée avec une coupable désinvolture par ses amants mariés et une injustice flagrante par son patron sexiste, elle doit un jour se faire avorter. C'est alors qu'elle craque.

Sait, une IVG ajoutée à des soucis professionnels, voilà qui est exécrable pour le moral. Mais, de là à changer de ville, de vie, et même de sexe, dans l'instant, il y a plus qu'une failure, un gouffre, que Nicole (Zabou) franchit inconsciemment.

Feut-on raisonnablement assumer, en moins de deux heures de projection, des statuts sociaux et sexuels aussi divers que ceux de magistrat, nymphomane, travestie, souteneur, prostituée, lesbienne, femme de ménage ? Non, bien sûr. C'est pourtant le sort dévolu à la malheureuse jeune femme. Qui ne s'en sortira, on l'aura pressenti, qu'en devenant meurtrière et folle, tout de bon.

Yves Boisset n'a jamais fait dans la dentelle, l'effluve, le suggéré, il a

toujours défendu les grandes causes à la hache et dénoncé les grands scandales au bazooka. Mais il est tout de même un des seuls cinéastes français à avoir abordé sans timidité de vrais sujets. Notamment le racisme ordinaire (*Dupont Lajoie*) ou la collusion entre un certain pouvoir politique et la pègre (*Le Juge Fayard*).

On n'en est que plus fâché de dire que, cette fois-ci, il s'est pesamment fourvoyé. Abordant l'étude d'un cas clinique, il n'y apporte ni la rigueur ni la passion. Le docteur Boisset patage dans les poncifs et, bien que s'inspirant d'un récit de Alain Roger, il semble avoir été aidé dans son entreprise par un Guy des Cars au mieux de sa forme morbide.

Boisset filme « propre » une balade complaisante dans les bas-fonds d'un désespoir, fait de nous les voyeurs glacés d'une mascarade plus erratique qu'érotique, promène sur les rues chaudes, les fesses nues et les cœurs froids une caméra technique, habile, sans âme.

De ce naufrage racoleur émerge, curieusement, celle qui aurait dû la première, se noyer : Zabou. La pauvre, elle subit — c'est le mot — toutes ces mornes métamorphoses. Mais qu'elle porte cravate, comme un petit mec, ou perruque rousse, comme une belle de nuit, ou même qu'on lui tatoue sur le ventre un oiseau de paradis, elle résiste à la sottise de ce qu'elle fait, de ce qu'elle dit, avec une sorte de courage, de crânerie. C'est un bon petit soldat, la Zabou. Elle s'en remettra.

D. H.



# Spectacles

## théâtre

### Les autres salles

**ARCANE** (43-39-10). Le Pacha du Pacha d'Azur : 20 h.  
**COMEDIE CAUMARTIN** (47-43-41). Revisé d'après l'Elysée : 21 h.  
**COMEDIE DE PARIS** (42-81-00-11). O Vainqueur de l'été : 21 h.  
**COMEDIE ITALIENNE** (43-21-22-22). Les Délices du bal : 20 h 30.  
**DAUNOU** (42-61-69-14). Monsieur Masure : 21 h.  
**EDGAR** (43-20-85-11). Les Babas-Cedres : 20 h 15. Nous on fait ce qu'on nous dit de faire : 21 h.  
**BUCHETTE** (43-26-38-99). La Contre-attaque : 19 h 30. La Leçon : 20 h 30. Simone Weil 1909-1943 : 21 h 30.  
**LE GRAND EDGAR** (43-20-90-09). Bien dégagé autour des oreilles, s'il vous plaît : 20 h. Pierre Pichin : 21 h 45.  
**LUCERNAIRE FORUM** (44-44-57-34). Théâtre sans. Le Petit Prince : 20 h. Nous, Tibo et Vincent vers Gogol : 21 h 15. Théâtre rouge. O Le Carrousel des trois brailleurs : 18 h 30. Contes érotiques du XIXe siècle : 20 h. La Reine : 21 h 30.  
**MATHURINS** (42-65-00-00). Les Mystères du confessionnal : 21 h.

**THEATRE DE LA MAIN D'OR** (48-05-67-89). Salle L. O. L'Écume des jours : 21 h.  
**TINTAMARRE** (48-87-33-82). Mathieu : 20 h 15. Les malvoies se cachent pour mourir : 21 h 30.

### Les concerts

**ÉGLISE SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE**. Philharmonie de chambre 18 h 30. 21 h. Dir. Roland Donnez. 5. Rodocci (violin). 5. Côté (flûte). 5. Pocco-Donat (clavier). Œuvres de Bach.  
**ÉGLISE SAINT-LOUIS-EN-L'ÎLE**. Orchestre de chambre Jean-Jacques Winderker. 21 h. G. Fumet (fl.). A. Winderker (violin). Œuvres de Bach, Albinoni, Barter, Pachelbel. Dans le cadre du Festival musical en l'île.  
**ÉGLISE SAINT-ÉTIENNE**. Maria-Cecilia Parina. 20 h 30. Orgue. Œuvres de Frescobaldi, Scarlatti, Bach. Dans le cadre du Festival musical en l'île.  
**SAINT-CHAPELLE** (46-61-55-41). Arts et métiers de Paris, jusqu'au 22 septembre, 19 h 15. 21 h 15. Joseph Sage (contre-ténor). Michel Sanson (flûte, crocheteur, bémol), Raymond Cossé (tutti, pasteur).

## cinéma

### La Cinémathèque

**PALEIS DE CHAILLOT** (47-04-24-24).  
**VIDÉOTHÈQUE DE PARIS** (46-36-34-30).  
**Rothéa.**

### Les exclusivités

**LES AILES DU DESIR** (Fr.-All., v.o.). Ciné Beaubourg, 3 (42-71-32-36).  
**SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS** 1, 6 (43-26-46-18). Gaumont Ambassade, 9 (43-59-19-08).  
**AMÈRE RÉCOLTE** (All., v.o.). Studio de la Harpe, 3 (46-34-25-52).  
**AMERICAN NINJA** (A., v.o.). Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-41).  
**LES ANNÉES SANDWICHES** (Fr.). UGC Odéon, 6 (42-35-10-30). UGC Opéra, 9 (45-74-95-40).  
**AU REVOIR LES ENFANTS** (Fr.-All.). Les Montparnasse, 14 (43-27-52-37).  
**MAGNAD CAFE** (A., v.o.). Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12). Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33). UGC Odéon, 6 (43-25-59-83). La Pagoda, 7 (47-05-12-13). Gaumont Ambassade, 9 (43-59-19-08). 14 Juillet Bastille, 11 (43-37-90-81). Eclair, 12 (47-07-18-04). Gaumont Parana, 14 (43-25-30-40). Gaumont Alsia, 14 (43-27-84-50). 14 Juillet Beaugrenelle, 17 (47-45-79-79). UGC Maillot, 17 (47-40-66-36). v.f. : Saint-Lazare-Panoramas, 9 (43-25-34-33). Fauvette, 13 (43-31-40-74). Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27). Pathé Clichy, 18 (45-23-46-01). La Gambetta, 20 (46-36-10-66).  
**BALANCE MAMAN HORS DU TRAIN** (A., v.o.). Forum Orient Express, 1 (42-33-42-36).  
**BIRD** (A., v.o.). Forum Horizon, 1 (45-08-57-37). Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33). 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83). Gaumont Champs-Élysées, 9 (43-59-04-67). Eclair, 12 (47-07-18-04). 14 Juillet Beaugrenelle, 17 (45-75-79-79). v.f. : Les Montparnasse, 14 (43-27-52-37).  
**BLOODSPORT** (A., v.o.). Forum Horizon, 1 (45-08-57-37). Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82). v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93). Paramount Opéra, 2 (47-42-60-33). UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59). Fauvette, 13 (43-31-40-74). Mistral, 14 (43-39-52-43). Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06). UGC Convention, 15 (45-74-95-40). Pathé Clichy, 18 (45-23-46-01). La Gambetta, 20 (46-36-10-66).  
**BLUE-JEAN COP** (A., v.o.). Forum Orient Express, 1 (42-33-42-36). UGC Danton, 6 (42-25-10-30). Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82). v.f. : UGC Montparnasse, 14 (45-74-95-40). Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-41). Paramount Opéra, 2 (47-42-60-33). Pathé Clichy, 18 (45-23-46-01).  
**LA BOHÈME** (Fr., v.o.). Vendôme Opéra, 2 (47-42-60-33).  
**CANT BUY ME LOVE** (A., v.o.). Forum Horizon, 1 (45-08-57-37). UGC Barrière, 9 (45-23-46-01). v.f. : UGC Montparnasse, 14 (45-74-95-40). UGC Opéra, 2 (45-74-95-40). UGC Gobelin, 13 (43-36-23-44). UGC Convention, 15 (45-74-95-40). Images, 18 (43-22-46-01).  
**CÉRÉMONIE D'AMOUR** (Fr.). Forum Orient Express, 1 (42-33-42-36).  
**CHOCOLAT** (Fr.). Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33). Gaumont Ambassade, 9 (43-59-19-08). 14 Juillet Bastille, 11 (43-37-90-81). Les Montparnasse, 14 (43-27-52-37).  
**CRITTERS 2** (A., v.o.). Forum Arc-en-Ciel, 1 (42-97-53-74). UGC Emiratage, 9 (45-63-16-16). v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93). UGC Montparnasse, 14 (45-74-95-40). Pathé Français, 9 (47-70-33-88). UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59). UGC Gobelin, 13 (43-36-23-44). Convention Saint-Charles, 15 (45-73-33-00). Pathé Clichy, 18 (45-23-46-01).  
**CRY FREEDOM** (Brit., v.o.). Saint-Michel, 9 (43-26-79-17).  
**DE BRUIT ET DE FUREUR** (Fr.). Reflet Logos II, 5 (43-54-42-34). Gaumont Parana, 14 (43-25-30-40).  
**LE DERNIER EMPEREUR** (Brit.-It., v.o.). Les Trois Balcons, 6 (45-61-10-60). v.f. : Saint-Lazare-Panoramas, 9 (43-25-34-33). Les Nations, 12 (43-43-04-67).  
**DOUBLE DÉTENTE** (A., v.o.). Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12). UGC Danton, 6 (42-25-10-30). UGC Normandie, 6 (45-63-16-16). v.f. : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33). Rex, 2 (42-36-83-93). Bretagne, 6 (42-22-59-77). Fauvette, 13 (43-31-40-74). Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27). Pathé Clichy, 18 (45-23-46-01). La Gambetta, 20 (46-36-10-66).  
**ECLAIR DE LUNE** (A., v.o.). Club Gaumont (Publicité Matignon), 8 (43-59-19-08).

31-97 : Gaumont Alsia, 14 (43-27-84-50).  
**EDDIE MURPHY SHOW** (A., v.o.). UGC Barrière, 9 (45-62-20-40).  
**EMMANUELLE 6** (Fr.). George V, 8 (45-62-41-46). Maxville, 9 (47-70-72-66). UGC Montparnasse, 14 (43-20-12-06).  
**EMPIRE DU SOLEIL** (A., v.o.). George V, 8 (45-62-41-46).  
**LES ENFANTS DE L'IMPASSE** (A., v.o.). Ciné Beaubourg, 3 (42-71-32-36). UGC Odéon, 6 (42-35-10-30). UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94). UGC Barrière, 9 (45-62-20-40). v.f. : UGC Opéra, 2 (45-74-95-40).  
**EST-IL FACILE D'ÊTRE JEUNE EN URSS** (R., v.o.). Le Triomphe, 5 (45-62-45-76).  
**ET SI ON LE GARDAIT ?** (A., v.o.). UGC Barrière, 9 (45-62-20-40). v.f. : UGC Montparnasse, 14 (45-74-95-40). UGC Opéra, 2 (45-74-95-40). UGC Gobelin, 13 (43-36-23-44).  
**LE FESTIN DE BABBETTE** (Dan., v.o.). Ciné Beaubourg, 3 (42-71-32-36). Champs-Élysées, 9 (45-62-20-40). UGC Barrière, 9 (45-62-20-40).  
**FRANTIC** (A., v.o.). George V, 8 (45-62-41-46). Eclair, 12 (47-07-18-04).  
**LES GENS DE DUBLIN** (A., v.o.). Utopia Champollion, 5 (42-36-84-65).  
**LE GRAND BLEU** (Fr., v.o.). Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12). Gaumont Ambassade, 9 (43-59-19-08). Kinopax, 12 (45-06-50-50). v.f. : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33). Rex, 2 (42-36-83-93). Les Nations, 12 (43-43-01-59). Fauvette, 13 (43-31-40-74). Gaumont Alsia, 14 (43-27-84-50). Minimax, 14 (43-20-89-52). Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27). Pathé Clichy, 18 (45-23-46-01).  
**LE GRAND CHEMIN** (Fr.). Locomotive, 6 (45-44-57-34). George V, 8 (45-62-41-46).  
**HAIRSPRAY** (A., v.o.). Forum Orient Express, 1 (42-33-42-36). La Bastille, 11 (43-34-07-76). Sept Parana, 14 (43-20-12-06).  
**L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÉTÉ** (A., v.o.). Forum Orient Express, 1 (42-33-42-36). Clichés, 6 (46-33-10-12). Fustile Champs-Élysées, 9 (47-07-18-04). Beaumont Montparnasse, 15 (45-44-25-02).  
**LA LÉGENDE DU LAGON** (Norvège). Zénith, v.f. : Saint-Lambert, 15 (43-32-91-86).  
**LIASON FATALE** (Fr.). A., v.o.). George V, 8 (45-62-41-46).  
**LONGUE VIE A SÉNOORA** (It., v.o.). Locomotive, 6 (45-44-57-34).  
**MÈRE TERESA** (Brit., v.o.). Épée de Bois, 5 (43-57-57-47).  
**LA MÉDIÉTÉ** (Suis.). UGC Danton, 6 (42-25-10-30).  
**MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS** (Brit., v.o.). 14 Juillet Parana, 6 (43-26-58-00).  
**MILAGRO** (A., v.o.). Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12). Publicité Matignon, 8 (42-22-72-82). La Pagoda, 7 (47-05-12-13). Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82). La Bastille, 11 (43-34-07-76). v.f. : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33). Minimax, 14 (43-20-89-52). Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).  
**MISTER DYNAMITE** (Hong Kong, v.f.). Paramount Opéra, 2 (47-42-60-33).  
**NEUF SEMAINES ET DERNIÈRE** (Fr.). A., v.o.). Le Triomphe, 5 (45-62-45-76).  
**LE NOM DE LA ROSE** (Fr.-It.-All., v.o.). Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09). L'Entreprise, 14 (43-43-41-63).  
**L'ŒUVRE AU NOIR** (Fr.-Bel.). UGC Odéon, 6 (42-35-10-30).  
**LES PRÉDATEURS DE LA NUIT** (Fr.). v.f. : Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-41).  
**PUBLICIVORE** (Fr.). Ciné Beaubourg, 3 (42-71-32-36). Utopia Champollion, 5 (42-36-84-65).  
**LE QUATRIÈME PROTOCOLE** (Brit., v.o.). Gaumont Ambassade, 9 (43-59-19-08).  
**RETOUR DE FLAMME** (Fr.). A., v.o.). Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82).  
**SAMMY ET ROSIE S'ENVOIENT EN L'AIR** (Brit., v.o.). Clichés, 6 (46-33-10-12).  
**SEPTEMBRE** (A., v.o.). Studio de la Harpe, 3 (46-34-25-52).  
**LE TEMPS DU DESIN** (A., v.o.). Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12). 14 Juillet Odéon, 6 (42-35-10-30). Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82). 14 Juillet Bastille, 11 (43-37-90-81). Gaumont Parana, 14 (43-25-30-40). 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79). v.f. : Pathé Impérial, 2 (47-42-60-33). Minimax, 14 (43-20-89-52). Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).  
**THE KITCHEN TOTO** (A., v.o.). Pathé Bastille, 11 (46-33-79-38). Sept Parana, 14 (43-20-12-06).

## Lundi 8 août

**TYPHOON CLUB** (Jap., v.o.). L'Entreprise, 14 (43-43-41-63).  
**UN ENFANT DE CALABRE** (It.-Fr., v.o.). Locomotive, 6 (45-44-57-34).  
**UN ENFANT À PARIS** (Fr.). Épée de Bois, 5 (43-57-57-47). Studio 43, 9 (47-70-63-40).  
**UN MOIS À LA CAMPAGNE** (Brit., v.o.). Utopia Champollion, 5 (43-26-84-65).  
**UNE VIE SUSPENDUE** (Fr.). L'Entreprise, 14 (43-43-41-63).  
**VICES ET CAPRICES** (Fr.). (It., v.o.). Forum Orient Express, 1 (42-33-42-36). George V, 8 (45-62-41-46). v.f. : Maxville, 9 (47-70-72-66). Pathé Français, 9 (47-70-33-88). UGC Gobelin, 13 (43-36-23-44). Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06).  
**LA VIE EST BELLE** (Bel.-Autrich.). Utopia Champollion, 5 (43-26-84-65).  
**LA VIE EST UN LONG FLEUVE TRANQUILLE** (Fr.). Forum Arc-en-Ciel, 1 (42-97-53-74). Pathé Hante-faillie, 6 (46-33-79-38). Gaumont Ambassade, 9 (43-59-19-08). George V, 8 (45-62-41-46). Paramount Opéra, 2 (47-42-60-33). UGC Gobelin, 13 (43-36-23-44). UGC Alsia, 14 (43-27-84-50). Les Montparnasse, 14 (43-27-52-37). 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79).  
**WALL STREET** (A., v.o.). Elysées Lincoln, 6 (43-59-36-14).

### Les grandes reprises

**A BOUT DE SOUFFLE** (Fr.). Les Trois Balcons, 6 (46-33-97-77).  
**A BOUT PORTANT** (Fr.). A., v.o.). Action Christine, 6 (43-25-11-30).  
**AGUIRRE, LA COLÈRE DE DIEU** (All., v.o.). Accatone (ex Studio 43), 9 (43-27-84-50).  
**ALLEMAGNE ANNÉE ZÉRO** (Fr.-It., v.o.). La Bastille, 11 (43-34-07-76).  
**L'AMÉRIQUE INTERDITE** (Fr.). A., v.o.). UGC Emiratage, 9 (45-63-16-16). v.f. : Paramount Opéra, 2 (47-42-60-33). Convention Saint-Charles, 15 (45-73-33-00).  
**AMORE** (It., v.o.). La Bastille, 11 (43-34-07-76).  
**LES AMOURS D'UNE BLONDE** (It.). A., v.o.). Accatone (ex Studio 43), 9 (43-27-84-50).  
**ANGELI : LA VENGEANCE** (A., v.o.). Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-41).  
**LES ARISTOCATS** (A., v.o.). Rex, 2 (42-36-83-93). UGC Normandie, 6 (45-63-16-16). Mistral, 14 (45-39-22-43).  
**ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES** (A., v.o.). Action Christine, 6 (43-25-11-30).  
**L'AS DE PIQUE** (Tch., v.o.). Accatone (ex Studio 43), 9 (43-27-84-50).  
**ATLANTIC CITY** (Fr.-Can.). Denfert, 14 (43-43-41-63).  
**AUTOPIE D'UN MEURTRE** (A., v.o.). Action Rive Gauche, 5 (43-28-44-40).  
**AVANTI !** (A., v.o.). Action Christine, 6 (43-25-11-30).  
**BEDDY** (A., v.o.). Studio Galande, 5 (43-54-72-71). George V, 8 (45-62-41-46). Sept Parana, 14 (43-20-12-06).  
**BRAZIL** (Brit., v.o.). Studio Galande, 5 (43-54-72-71). Elysées Lincoln, 6 (43-59-36-14). Sept Parana, 14 (43-20-12-06).  
**CENDRILLON** (A., v.o.). Saint-Lambert, 15 (43-32-91-86).  
**CERTAINS L'AMANT CHAUD** (A., v.o.). Action Rive Gauche, 5 (43-28-44-40).  
**CLASSE 84** (Fr.). Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-41).  
**LA COMTESSE AUX PIEDS NUS** (A., v.o.). Action Christine, 6 (43-25-11-30).  
**LES DAMNÉS** (Fr.). A., v.o.). Accatone (ex Studio 43), 9 (43-27-84-50).  
**LE DERNIER TANGO À PARIS** (Fr.-It., v.o.). Pathé Impérial, 2 (47-42-60-33). UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94). UGC Barrière, 9 (45-62-20-40). 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79).  
**DIRTY DANCING** (A., v.o.). George V, 8 (45-62-41-46).  
**LES DIX COMMANDEMENTS** (A., v.o.). Bretagne, 6 (42-22-59-77). Paramount Opéra, 2 (47-42-60-33).  
**DOCTEUR FOLANOR** (Brit., v.o.). La Champ, 5 (43-54-31-60).  
**DRAME DE LA JALOUSIE** (It., v.o.). Accatone (ex Studio 43), 9 (43-27-84-50).  
**EMBRASSE-MOI, IDIOT** (A., v.o.). Reflet Média Logos, 5 (43-54-42-34).  
**L'EMPIRE DES SENS** (Fr.-Jap., v.o.). La Triomphe, 5 (45-62-45-76).

**LES ENCHAÎNÉS** (A., v.o.). Reflet Média Logos, 5 (43-54-42-34). Sept Parana, 14 (43-20-12-06).  
**L'EXTRAVAGANT MR EUGÈLE** (A., v.o.). Action Christine, 6 (43-25-11-30).  
**EXTRÊME PRÉJUDICE** (A., v.o.). Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-41).  
**HELLZAPOPPIN** (A., v.o.). Ciné Beaubourg, 3 (42-71-32-36).  
**HIROSHIMA MON AMOUR** (Fr.). Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12). Saint-André-des-Arts II, 6 (43-26-80-25). Gaumont Ambassade, 9 (43-59-19-08). 14 Juillet Bastille, 11 (43-37-90-81). Gaumont Parana, 14 (43-25-30-40).  
**LA HORDE DES SALOPARDS** (It., v.o.). Maxville, 9 (47-70-72-66).  
**LES INCORRUPTIBLES** (A., v.o.). Forum Arc-en-Ciel, 1 (42-97-53-74). UGC Emiratage, 9 (45-63-16-16).  
**INSIDE DAISY CLAYTON** (A., v.o.). Racine Odéon, 6 (43-26-19-09). Les Trois Balcons, 6 (46-33-97-77).  
**JE T'AIME, MOI NON PLUS** (Fr.). Épée de Bois, 5 (43-57-57-47).  
**LE LIVRE DE LA JUNGLE** (A., v.o.). Clichés, 6 (46-33-10-12). Saint-Lambert, 15 (43-32-91-86).  
**LES LUNETTES D'OR** (It.-Fr., v.o.). Elysées Lincoln, 6 (43-59-36-14). Sept Parana, 14 (43-20-12-06).  
**MACADAM COW-BOY** (A., v.o.). Elysée, 5 (43-57-57-47). Les Trois Balcons, 6 (46-33-97-77). UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94).  
**MANHATTAN** (A., v.o.). Pathé Hante-faillie, 6 (46-33-79-38).  
**METROPOLIS** (All., v.o.). Ranelagh, 16 (42-88-44-44).  
**MISSION** (Brit., v.o.). Gaumont Alsia, 14 (43-27-84-50).  
**MORT À VENISE** (It., v.o.). Studio Galande, 5 (43-54-72-71).  
**MURIEL** (Fr.). Parana, 14 (43-25-30-40).  
**MY FAIR LADY** (A., v.o.). Publicité Champs-Élysées, 9 (47-70-76-23).  
**NOCES EN GALILÉE** (Fr.-Bel.). palestiniens, v.o.). L'Entreprise, 14 (43-43-41-63).  
**OCUPUS** (A., v.o.). UGC Normandie, 6 (45-63-16-16). v.f. : Gaumont Parana, 14 (43-25-30-40).  
**ORANGE MÉCANIQUE** (Fr.). A., v.o.). Studio Galande, 5 (43-54-72-71).  
**PANDORA** (Brit.-v.o.). Action Christine, 6 (43-25-11-30).  
**LA PEUR** (It., v.o.). Ciné Beaubourg, 3 (42-71-32-36).  
**PINK FLOYD THE WALL** (Brit.-A., v.o.). Saint-Michel, 9 (43-26-79-17). La Triomphe, 5 (45-62-45-76).  
**QUAND LA VILLE DOIT** (A., v.o.). Action Christine, 6 (43-25-11-30).  
**LE ROUEUR** (A., v.o.). Reflet Logos I, 5 (43-54-42-34). La Triomphe, 5 (45-62-45-76).  
**ROMÉO VILLE OUVERTE** (It., v.o.). Champs-Élysées, 9 (45-62-20-40).  
**SCRAMOUCHE** (A., v.o.). Saint-André-des-Arts I, 6 (43-26-80-25).  
**LA SOIF DU MAL** (A., v.o.). Action Christine, 6 (43-25-11-30).  
**SOUDAIN L'ÉTÉ DERNIER** (A., v.o.). Le Saint-Germain-des-Près, Salle G. de Beaugrenelle, 6 (42-22-59-77). Les Trois Balcons, 6 (46-33-97-77).  
**LA SOURIS QUI RUGISSAIT** (Brit., v.o.). La Champ, 5 (43-54-31-60).  
**STRANGER THAN PARADISE** (A., v.o.). Utopia Champollion, 5 (43-26-84-65).  
**STRONBOLI** (It., v.o.). Champs-Élysées, 9 (43-54-07-76).  
**SWEET MOVIE** (Fr.-Can.). Studio Galande, 5 (43-54-72-71).  
**TAXI DRIVER** (A., v.o.). Les Trois Balcons, 6 (46-33-97-77).  
**THE BOCKY HORROR PICTURE SHOW** (A., v.o.). Studio Galande, 5 (43-54-72-71).  
**UN APRÈS-MIDI DE CHIEN** (A., v.o.). Accatone (ex Studio 43), 9 (43-27-84-50).  
**LA VIEILLE DAME INDIGNE** (Fr.). Saint-André-des-Arts I, 6 (43-26-80-25).  
**VIOLENCE ET PASSION** (It., v.o.). Accatone (ex Studio 43), 9 (43-27-84-50).  
**VOYAGE EN ITALIE** (It., v.o.). Champs-Élysées, 9 (43-54-07-76).

### Les séances spéciales

**AFTER HOURS** (A., v.o.). Grand Parana, 15 (45-64-86-83) 15 h 30.  
**AMARCORD** (A., v.o.). Grand Parana, 15 (45-64-86-83) 14 h.  
**AMARCORD** (It., v.o.). Saint-Lambert, 15 (43-32-91-86) 18 h 45.  
**ANGEL HEART** (A., v.o.). Grand Parana, 15 (45-64-86-83) 17 h 10.

### LES FILMS NOUVEAUX

**ENVOYÉZ LES VIOLONS**. Film français de Roger Andrieu. Forum Horizon, 1 (45-08-57-37). Rex, 2 (42-36-83-93). Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82). Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82). Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82).  
**DOCTEUR FOLANOR** (Brit., v.o.). La Champ, 5 (43-54-31-60).  
**DRAME DE LA JALOUSIE** (It., v.o.). Accatone (ex Studio 43), 9 (43-27-84-50).  
**EMBRASSE-MOI, IDIOT** (A., v.o.). Reflet Média Logos, 5 (43-54-42-34).  
**L'EMPIRE DES SENS** (Fr.-Jap., v.o.). La Triomphe, 5 (45-62-45-76).

Rex, 2 (42-36-83-93). UGC Montparnasse, 14 (45-74-95-40). Pathé Français, 9 (47-70-33-88). Les Nations, 12 (43-43-01-59). Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59). UGC Gobelin, 13 (43-36-23-44). Mistral, 14 (43-39-52-43). Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06). UGC Convention, 15 (45-74-95-40). Pathé Wopier, 18 (45-23-46-01).  
**LA VESTITE** (Fr.). Film français d'Yves Boisset. Forum Horizon, 1 (45-08-57-37). Pathé Impérial, 2 (47-42-60-33). UGC Odéon, 6 (42-35-10-30). UGC Champs-Élysées, 9 (45-62-20-40). UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59). Fauvette, 13 (43-31-40-74). Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06). 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79). UGC Maillot, 17 (47-40-66-36). Images, 18 (45-23-46-01). La Gambetta, 20 (46-36-10-66).  
**UN BRINQUE D'ENFER**. Film américain de Kevin Reynolds, v.o.). Forum Orient Express, 1 (42-33-42-36). George V, 8 (45-62-41-46). v.f. : UGC Montparnasse, 14 (45-74-95-40). Maxville, 9 (47-70-72-66). Paramount Opéra, 2 (47-42-60-33). UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59). UGC Gobelin, 13 (43-36-23-44). Convention Saint-Charles, 15 (45-73-33-00). Images, 18 (45-23-46-01). La Gambetta, 20 (46-36-10-66).

## PARTEZ EN VACANCES AVEC Le Monde



### ABONNEMENTS VACANCES

VOUS N'ÊTES PAS ABONNÉ : Renvoyez-nous le bulletin ci-dessous, accompagné de votre règlement par chèque ou par carte bleue.  
 VOUS ÊTES DÉJÀ ABONNÉ : Vous n'avez aucun supplément à payer pour que Le Monde vous suive en vacances, partout en France métropolitaine. Renvoyez-nous simplement le bulletin ci-dessous, sans oublier d'indiquer votre numéro d'abonné.

DURÉE	FRANCE	ÉTRANGER* (voie normale)
2 semaines	78 F	145 F
3 semaines	118 F	205 F
1 mois	180 F	261 F
2 mois	280 F	465 F
3 mois	354 F	587 F



## Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► Signalé dans « Le Monde radio-télévision » ◻ Film à éviter ◻ On peut voir ◻ Ne pas manquer ◻ ◻ Chef-d'œuvre ou classique.

## Lundi 8 août

## TF 1

20.35 Téléfilm : Répétition pour un meurtre. De David Greene. Avec Robert Preston, Lynn Redgrave, Patrick McNeen. 22.05 Magazine : Super sexy (rediff.). 23.00 Feuilleton : Le bateau (4<sup>e</sup> épisode). 23.50 Journal et la Bourse. 0.05 Magazine : Météo sport. 1.05 Feuilleton : Les Moines et les Pisons. 1.30 L'équipe Constant en Amazonie. 2.00 Feuilleton : Les Moines et les Pisons. 2.45 Magazine : Méditations. 3.55 Documentaire : Histoire naturelle. 4.50 Musique : 5.05 Documentaire : Histoire naturelle. 5.35 Feuilleton : Les Moines et les Pisons. 6.00 Documentaire : Histoire naturelle.

## A 2

20.35 Feuilleton : Nord et Sud. De Richard T. Heffron, avec James Read, Patrick Swayze, Lesley Anne Down. 22.10 Série : Un juge, un flic. 23.00 Documentaire : La grande forêt. 0.00 Informations : 24 heures sur la 2. 0.25 Jazz. John McLaughlin et Bill Evans (Festival d'Antibes-Juan-les-Pins, 1984).

## FR 3

20.30 Cinéma : Les Caprices de Marie ◻ Film français de Philippe de Broca (1989). Avec Philippe Noiret, Valérie Caprion, Marthe Keller, Jean-Pierre Marielle. 22.00 Journal et météo. 22.25 Magazine : Océaniques. Le sacrifice d'Abraham (rediff.). Avec Pierre Bontang, George Steiner. 23.20 Musique, musique. Barcarolle, op. 60, de Chopin, par Jean-Claude Penner, piano. Extraits de Sodoma et Gomorrah, de Proust, lus par Philippe Cléverot.

## CANAL PLUS

20.31 Cinéma : Popeye ◻ Film américain, de Robert Altman (1980). Avec Robin Williams, Shelley Duvall, Ray Walston. 22.00 Flash d'informations. 22.05 Taurinisme. Corrida espagnole. 23.35 Cinéma : Woody et les Rapetous ◻ Film américain de Woody Allen (1973). Avec Woody Allen, Diane Keaton, John Beck, Marya Small (v.o.). 1.00 Cinéma : Rendez-vous à Broad Street ◻ Film anglais de Peter Webb (1984). Avec Paul McCartney, Ringo Starr, Linda McCartney.

## LA 5

20.30 Les accords du diable : La nuit de l'épouvantail. Téléfilm de Franck De Felicitis. Avec Charles Durning, Claude

Earl-Jones. 22.20 Les accords du diable (suite). Les rubriques du magazine. 22.50 Série : Mike Hammer (rediff.). 23.40 Téléfilm : Fantômes. De John Llewellyn Mowsey. Avec Cindy Williams, David Morse. couchants d'une jeune fille. 0.00 Journal de minuit. 0.05 Téléfilm : Fantômes (suite). 1.20 Capitaine Furillo (rediff.). 2.10 Le journal de la nuit. 2.15 Joseph Balsano (rediff.). 3.10 Bob Morane (rediff.). 3.35 Vite la vie! (rediff.). 4.00 Musique : Aria de réve. 4.10 Belle rive (rediff.).

## M 6

20.30 Téléfilm : Dans l'esprit de la nuit. De John Hamilton. Avec Lisa Eichhorn, Tom Bower. 22.05 Série : Cagney et Lacey. 22.55 Série : Destination danger. 23.45 Six minutes d'informations. 23.55 Musique : Boulevard des clips. 2.00 Sexy-clip. 2.30 Feuilleton : L'âge heureux (1<sup>er</sup> épisode). 3.25 Feuilleton : Nana le berger (4<sup>e</sup> épisode). 3.50 L'âge heureux (rediff.). 4.45 Nana le berger (rediff.). 5.10 Magazine : Météo chand.

## FRANCE-CULTURE

20.00 Mémoires du siècle. Léo Campion, chansonnier. 21.30 Le plaisir du texte au XVIII<sup>e</sup> siècle. 1. Amours. Textes de Diderot, Crébillon fils, Casanova. Restif de La Bretonne, l'abbé Prévost et Choderlos de Laclos, lus par Jean-Damien Barbin, Marie-Christine Barrault, François Chaumette et Sylvain Joubert. 22.15 Fred Daux et son double. Suite de l'histoire de l'usine. 22.40 Musique : Nocturne. La Roque d'Anthéron. 8<sup>e</sup> Festival international de piano : Maria José Pires. 0.05 Du jour au lendemain. Le cinéma. 1. Autour de Lubitsch, avec B. Eisenschütz et E. Carrère. 0.50 Musique : Coda. Les chants du délire.

## FRANCE-MUSIQUE

20.05 Concert (donné le 12 mai lors du Printemps de Prague) : Ma patrie (six poèmes symphoniques), de Smetana, par la Philharmonie tchèque, dir. Jiri Belohlavok. 22.37 Le voyage en Italie. 2. D'après les Contes d'Italie de Maxime Gorki. Œuvres de Tchaïkovski, Busoni, Respighi, Puccini, Sciarino. 0.00 Un violon dans la nuit : Zaza Francescatti. Concerto pour violon et orchestre n° 3 en sol majeur, de Mozart; Concerto pour violon et orchestre en ré majeur op. 61, de Beethoven; Introduction et Rondo capriccioso pour violon et orchestre op. 28, de Saint-Saëns.

## Mardi 9 août

## TF 1

14.30 Série : Des agents très spéciaux. 15.30 Feuilleton : L'île (2<sup>e</sup> épisode). 16.50 Club Dorelles vacances. Sablotin; La chasse au trésor; Jeu et les hologrammes; Le jeu de l'ABC; G1 Joe; Clip tang; Blomax. 18.10 Série : Chéps. 18.55 Météo. 19.00 Feuilleton : Santa-Barbara. 19.30 Jeu : La route de la fortune. 20.00 Journal et météo. 20.30 Tapis vert. 20.35 Cinéma : Avalanche express ◻ Film américain de Mark Robson (1979). Avec Les Marvin, Robert Shaw, Maximilian Schell, Linda Evans. 22.05 Documentaire : Histoire naturelle. Thème et météo. 23.00 Série : Camion. 23.50 Journal et la Bourse. 0.05 Magazine : Météo sport. 1.05 Feuilleton : Les Moines et les Pisons. 1.30 L'équipe Constant en Amazonie. 2.50 Magazine : Coda. 3.35 Documentaire : Histoire naturelle. 4.50 Musique. 4.40 Documentaire : Histoire naturelle. 5.30 Feuilleton : Les Moines et les Pisons. 5.55 Documentaire : Histoire naturelle.

## A 2

14.45 Jeu : Bing parade. Emission présentée par Thierry Beccaro, à Bando. Avec Michel Delpech, Shona, Olivia Valère, Jacques Haugrois. 15.25 Feuilleton : La chevalier de Maison-Rouge (2<sup>e</sup> épisode). 16.35 Feuilleton : La poule sauplante. 17.30 Série : Quel est le vrai, détecteur ? 17.55 Série : Les deux font la paire. 18.43 Chéps : sport de la Prévention routière. 18.45 Jeu : Des chiffres et des lettres. D'Armand Jammot, présenté par Patrice Laffont. 19.10 Actualités régionales. 19.35 Jeu : L'arche d'or. 20.00 Journal. 20.30 Météo. 20.35 Cinéma : Les Grands Feudis ◻ Film franco-italien de Duccio Tessari (1973). Avec Alain Delon, Umberto Orsini, Richard Conte. 22.15 Variétés : Voutou, voutou, la nuit est à nous. Avec Richard Guitier, Ben Masson, Lyane Paly, Gérard Blanchard, Images, Man et Charly Makes the Cook, Louis Berthiaume et les Vistours, Johnny Hallyday. 23.15 Informations : 24 heures sur la 2. 23.35 Histoire courtes. Pair-impair, de Carole Marquand; Adèle Frelon est-elle là ? de Laurence Ferreira-Barbosa. 0.00 Jazz : Oscar Peterson. Festival d'Antibes-Juan-les-Pins 1986. Le pianiste est accompagné par David Young, basse, et Martin Drew, batterie.

## FR 3

14.00 Magazine : 40<sup>e</sup> à l'ombre de la 3 (suite). Sommaire : Été chic, été choc; Look; Top sixties; Papy, Mamie; Carte postale; De nos jours; Les livres, les films et les tubes de l'été; La 3, ça rafraîchit la tête; Le vent; La grande du coin; Délicie et délicate; Jeu de la séduction. Invités : Phyl Barney, C. Jérôme, Antoine Escrier, Sumet, Gaëlle. 17.00 Série : Les inviolables. Le roi complet. 17.05 Série : Tournes. Histoire de gorille. 17.15 Documentaire : Le monde de Gader. La sécheresse. 17.35 Jeu : Génies en herbe. 18.00 Série : Sur la piste du crime. Le labyrinthe. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région. 19.55 Dessin animé : Jozza la cante. Présenté par Vincent Perrot. 20.05 Jeu : La classe. Présenté par Fabrice Gaudet. La sécheresse. 17.35 Jeu : Génies en herbe. 18.00 Série : Sur la piste du crime. Le labyrinthe. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région. 19.55 Dessin animé : Jozza la cante. Présenté par Vincent Perrot. 20.05 Jeu : La classe. Présenté par Fabrice Gaudet. La sécheresse. 17.35 Jeu : Génies en herbe. 18.00 Série : Sur la piste du crime. Le labyrinthe. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région. 19.55 Dessin animé : Jozza la cante. Présenté par Vincent Perrot. 20.05 Jeu : La classe. Présenté par Fabrice Gaudet. La sécheresse. 17.35 Jeu : Génies en herbe. 18.00 Série : Sur la piste du crime. Le labyrinthe. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région. 19.55 Dessin animé : Jozza la cante. Présenté par Vincent Perrot. 20.05 Jeu : La classe. Présenté par Fabrice Gaudet. La sécheresse. 17.35 Jeu : Génies en herbe. 18.00 Série : Sur la piste du crime. Le labyrinthe. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région. 19.55 Dessin animé : Jozza la cante. Présenté par Vincent Perrot. 20.05 Jeu : La classe. Présenté par Fabrice Gaudet. La sécheresse. 17.35 Jeu : Génies en herbe. 18.00 Série : Sur la piste du crime. Le labyrinthe. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région. 19.55 Dessin animé : Jozza la cante. Présenté par Vincent Perrot. 20.05 Jeu : La classe. Présenté par Fabrice Gaudet. La sécheresse. 17.35 Jeu : Génies en herbe. 18.00 Série : Sur la piste du crime. Le labyrinthe. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région. 19.55 Dessin animé : Jozza la cante. Présenté par Vincent Perrot. 20.05 Jeu : La classe. Présenté par Fabrice Gaudet. La sécheresse. 17.35 Jeu : Génies en herbe. 18.00 Série : Sur la piste du crime. Le labyrinthe. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région. 19.55 Dessin animé : Jozza la cante. Présenté par Vincent Perrot. 20.05 Jeu : La classe. Présenté par Fabrice Gaudet. La sécheresse. 17.35 Jeu : Génies en herbe. 18.00 Série : Sur la piste du crime. Le labyrinthe. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région. 19.55 Dessin animé : Jozza la cante. Présenté par Vincent Perrot. 20.05 Jeu : La classe. Présenté par Fabrice Gaudet. La sécheresse. 17.35 Jeu : Génies en herbe. 18.00 Série : Sur la piste du crime. Le labyrinthe. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région. 19.55 Dessin animé : Jozza la cante. Présenté par Vincent Perrot. 20.05 Jeu : La classe. Présenté par Fabrice Gaudet. La sécheresse. 17.35 Jeu : Génies en herbe. 18.00 Série : Sur la piste du crime. Le labyrinthe. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région. 19.55 Dessin animé : Jozza la cante. Présenté par Vincent Perrot. 20.05 Jeu : La classe. Présenté par Fabrice Gaudet. La sécheresse. 17.35 Jeu : Génies en herbe. 18.00 Série : Sur la piste du crime. Le labyrinthe. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région. 19.55 Dessin animé : Jozza la cante. Présenté par Vincent Perrot. 20.05 Jeu : La classe. Présenté par Fabrice Gaudet. La sécheresse. 17.35 Jeu : Génies en herbe. 18.00 Série : Sur la piste du crime. Le labyrinthe. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région. 19.55 Dessin animé : Jozza la cante. Présenté par Vincent Perrot. 20.05 Jeu : La classe. Présenté par Fabrice Gaudet. La sécheresse. 17.35 Jeu : Génies en herbe. 18.00 Série : Sur la piste du crime. Le labyrinthe. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région. 19.55 Dessin animé : Jozza la cante. Présenté par Vincent Perrot. 20.05 Jeu : La classe. Présenté par Fabrice Gaudet. La sécheresse. 17.35 Jeu : Génies en herbe. 18.00 Série : Sur la piste du crime. Le labyrinthe. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région. 19.55 Dessin animé : Jozza la cante. Présenté par Vincent Perrot. 20.05 Jeu : La classe. Présenté par Fabrice Gaudet. La sécheresse. 17.35 Jeu : Génies en herbe. 18.00 Série : Sur la piste du crime. Le labyrinthe. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région. 19.55 Dessin animé : Jozza la cante. Présenté par Vincent Perrot. 20.05 Jeu : La classe. Présenté par Fabrice Gaudet. La sécheresse. 17.35 Jeu : Génies en herbe. 18.00 Série : Sur la piste du crime. Le labyrinthe. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région. 19.55 Dessin animé : Jozza la cante. Présenté par Vincent Perrot. 20.05 Jeu : La classe. Présenté par Fabrice Gaudet. La sécheresse. 17.35 Jeu : Génies en herbe. 18.00 Série : Sur la piste du crime. Le labyrinthe. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région. 19.55 Dessin animé : Jozza la cante. Présenté par Vincent Perrot. 20.05 Jeu : La classe. Présenté par Fabrice Gaudet. La sécheresse. 17.35 Jeu : Génies en herbe. 18.00 Série : Sur la piste du crime. Le labyrinthe. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région. 19.55 Dessin animé : Jozza la cante. Présenté par Vincent Perrot. 20.05 Jeu : La classe. Présenté par Fabrice Gaudet. La sécheresse. 17.35 Jeu : Génies en herbe. 18.00 Série : Sur la piste du crime. Le labyrinthe. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région. 19.55 Dessin animé : Jozza la cante. Présenté par Vincent Perrot. 20.05 Jeu : La classe. Présenté par Fabrice Gaudet. La sécheresse. 17.35 Jeu : Génies en herbe. 18.00 Série : Sur la piste du crime. Le labyrinthe. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région. 19.55 Dessin animé : Jozza la cante. Présenté par Vincent Perrot. 20.05 Jeu : La classe. Présenté par Fabrice Gaudet. La sécheresse. 17.35 Jeu : Génies en herbe. 18.00 Série : Sur la piste du crime. Le labyrinthe. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région. 19.55 Dessin animé : Jozza la cante. Présenté par Vincent Perrot. 20.05 Jeu : La classe. Présenté par Fabrice Gaudet. La sécheresse. 17.35 Jeu : Génies en herbe. 18.00 Série : Sur la piste du crime. Le labyrinthe. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région. 19.55 Dessin animé : Jozza la cante. Présenté par Vincent Perrot. 20.05 Jeu : La classe. Présenté par Fabrice Gaudet. La sécheresse. 17.35 Jeu : Génies en herbe. 18.00 Série : Sur la piste du crime. Le labyrinthe. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région. 19.55 Dessin animé : Jozza la cante. Présenté par Vincent Perrot. 20.05 Jeu : La classe. Présenté par Fabrice Gaudet. La sécheresse. 17.35 Jeu : Génies en herbe. 18.00 Série : Sur la piste du crime. Le labyrinthe. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région. 19.55 Dessin animé : Jozza la cante. Présenté par Vincent Perrot. 20.05 Jeu : La classe. Présenté par Fabrice Gaudet. La sécheresse. 17.35 Jeu : Génies en herbe. 18.00 Série : Sur la piste du crime. Le labyrinthe. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région. 19.55 Dessin animé : Jozza la cante. Présenté par Vincent Perrot. 20.05 Jeu : La classe. Présenté par Fabrice Gaudet. La sécheresse. 17.35 Jeu : Génies en herbe. 18.00 Série : Sur la piste du crime. Le labyrinthe. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région. 19.55 Dessin animé : Jozza la cante. Présenté par Vincent Perrot. 20.05 Jeu : La classe. Présenté par Fabrice Gaudet. La sécheresse. 17.35 Jeu : Génies en herbe. 18.00 Série : Sur la piste du crime. Le labyrinthe. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région. 19.55 Dessin animé : Jozza la cante. Présenté par Vincent Perrot. 20.05 Jeu : La classe. Présenté par Fabrice Gaudet. La sécheresse. 17.35 Jeu : Génies en herbe. 18.00 Série : Sur la piste du crime. Le labyrinthe. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région. 19.55 Dessin animé : Jozza la cante. Présenté par Vincent Perrot. 20.05 Jeu : La classe. Présenté par Fabrice Gaudet. La sécheresse. 17.35 Jeu : Génies en herbe. 18.00 Série : Sur la piste du crime. Le labyrinthe. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région. 19.55 Dessin animé : Jozza la cante. Présenté par Vincent Perrot. 20.05 Jeu : La classe. Présenté par Fabrice Gaudet. La sécheresse. 17.35 Jeu : Génies en herbe. 18.00 Série : Sur la piste du crime. Le labyrinthe. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région. 19.55 Dessin animé : Jozza la cante. Présenté par Vincent Perrot. 20.05 Jeu : La classe. Présenté par Fabrice Gaudet. La sécheresse. 17.35 Jeu : Génies en herbe. 18.00 Série : Sur la piste du crime. Le labyrinthe. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région. 19.55 Dessin animé : Jozza la cante. Présenté par Vincent Perrot. 20.05 Jeu : La classe. Présenté par Fabrice Gaudet. La sécheresse. 17.35 Jeu : Génies en herbe. 18.00 Série : Sur la piste du crime. Le labyrinthe. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région. 19.55 Dessin animé : Jozza la cante. Présenté par Vincent Perrot. 20.05 Jeu : La classe. Présenté par Fabrice Gaudet. La sécheresse. 17.35 Jeu : Génies en herbe. 18.00 Série : Sur la piste du crime. Le labyrinthe. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région. 19.55 Dessin animé : Jozza la cante. Présenté par Vincent Perrot. 20.05 Jeu : La classe. Présenté par Fabrice Gaudet. La sécheresse. 17.35 Jeu : Génies en herbe. 18.00 Série : Sur la piste du crime. Le labyrinthe. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région. 19.55 Dessin animé : Jozza la cante. Présenté par Vincent Perrot. 20.05 Jeu : La classe. Présenté par Fabrice Gaudet. La sécheresse. 17.35 Jeu : Génies en herbe. 18.00 Série : Sur la piste du crime. Le labyrinthe. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région. 19.55 Dessin animé : Jozza la cante. Présenté par Vincent Perrot. 20.05 Jeu : La classe. Présenté par Fabrice Gaudet. La sécheresse. 17.35 Jeu : Génies en herbe. 18.00 Série : Sur la piste du crime. Le labyrinthe. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région. 19.55 Dessin animé : Jozza la cante. Présenté par Vincent Perrot. 20.05 Jeu : La classe. Présenté par Fabrice Gaudet. La sécheresse. 17.35 Jeu : Génies en herbe. 18.00 Série : Sur la piste du crime. Le labyrinthe. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région. 19.55 Dessin animé : Jozza la cante. Présenté par Vincent Perrot. 20.05 Jeu : La classe. Présenté par Fabrice Gaudet. La sécheresse. 17.35 Jeu : Génies en herbe. 18.00 Série : Sur la piste du crime. Le labyrinthe. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région. 19.55 Dessin animé : Jozza la cante. Présenté par Vincent Perrot. 20.05 Jeu : La classe. Présenté par Fabrice Gaudet. La sécheresse. 17.35 Jeu : Génies en herbe. 18.00 Série : Sur la piste du crime. Le labyrinthe. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région. 19.55 Dessin animé : Jozza la cante. Présenté par Vincent Perrot. 20.05 Jeu : La classe. Présenté par Fabrice Gaudet. La sécheresse. 17.35 Jeu : Génies en herbe. 18.00 Série : Sur la piste du crime. Le labyrinthe. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région. 19.55 Dessin animé : Jozza la cante. Présenté par Vincent Perrot. 20.05 Jeu : La classe. Présenté par Fabrice Gaudet. La sécheresse. 17.35 Jeu : Génies en herbe. 18.00 Série : Sur la piste du crime. Le labyrinthe. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région. 19.55 Dessin animé : Jozza la cante. Présenté par Vincent Perrot. 20.05 Jeu : La classe. Présenté par Fabrice Gaudet. La sécheresse. 17.35 Jeu : Génies en herbe. 18.00 Série : Sur la piste du crime. Le labyrinthe. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région. 19.55 Dessin animé : Jozza la cante. Présenté par Vincent Perrot. 20.05 Jeu : La classe. Présenté par Fabrice Gaudet. La sécheresse. 17.35 Jeu : Génies en herbe. 18.00 Série : Sur la piste du crime. Le labyrinthe. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région. 19.55 Dessin animé : Jozza la cante. Présenté par Vincent Perrot. 20.05 Jeu : La classe. Présenté par Fabrice Gaudet. La sécheresse. 17.35 Jeu : Génies en herbe. 18.00 Série : Sur la piste du crime. Le labyrinthe. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région. 19.55 Dessin animé : Jozza la cante. Présenté par Vincent Perrot. 20.05 Jeu : La classe. Présenté par Fabrice Gaudet. La sécheresse. 17.35 Jeu : Génies en herbe. 18.00 Série : Sur la piste du crime. Le labyrinthe. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région. 19.55 Dessin animé : Jozza la cante. Présenté par Vincent Perrot. 20.05 Jeu : La classe. Présenté par Fabrice Gaudet. La sécheresse. 17.35 Jeu : Génies en herbe. 18.00 Série : Sur la piste du crime. Le labyrinthe. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région. 19.55 Dessin animé : Jozza la cante. Présenté par Vincent Perrot. 20.05 Jeu : La classe. Présenté par Fabrice Gaudet. La sécheresse. 17.35 Jeu : Génies en herbe. 18.00 Série : Sur la piste du crime. Le labyrinthe. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région. 19.55 Dessin animé : Jozza la cante. Présenté par Vincent Perrot. 20.05 Jeu : La classe. Présenté par Fabrice Gaudet. La sécheresse. 17.35 Jeu : Génies en herbe. 18.00 Série : Sur la piste du crime. Le labyrinthe. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région. 19.55 Dessin animé : Jozza la cante. Présenté par Vincent Perrot. 20.05 Jeu : La classe. Présenté par Fabrice Gaudet. La sécheresse. 17.35 Jeu : Génies en herbe. 18.00 Série : Sur la piste du crime. Le labyrinthe. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région. 19.55 Dessin animé : Jozza la cante. Présenté par Vincent Perrot. 20.05 Jeu : La classe. Présenté par Fabrice Gaudet. La sécheresse. 17.35 Jeu : Génies en herbe. 18.00 Série : Sur la piste du crime. Le labyrinthe. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région. 19.55 Dessin animé : Jozza la cante. Présenté par Vincent Perrot. 20.05 Jeu : La classe. Présenté par Fabrice Gaudet. La sécheresse. 17.35 Jeu : Génies en herbe. 18.00 Série : Sur la piste du crime. Le labyrinthe. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région. 19.55 Dessin animé : Jozza la cante. Présenté par Vincent Perrot. 20.05 Jeu : La classe. Présenté par Fabrice Gaudet. La sécheresse. 17.35 Jeu : Génies en herbe. 18.00 Série : Sur la piste du crime. Le labyrinthe. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région. 19.55 Dessin animé : Jozza la cante. Présenté par Vincent Perrot. 20.05 Jeu : La classe. Présenté par Fabrice Gaudet. La sécheresse. 17.35 Jeu : Génies en herbe. 18.00 Série : Sur la piste du crime. Le labyrinthe. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région. 19.55 Dessin animé : Jozza la cante. Présenté par Vincent Perrot. 20.05 Jeu : La classe. Présenté par Fabrice Gaudet. La sécheresse. 17.35 Jeu : Génies en herbe. 18.00 Série : Sur la piste du crime. Le labyrinthe. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région. 19.55 Dessin animé : Jozza la cante. Présenté par Vincent Perrot. 20.05 Jeu : La classe. Présenté par Fabrice Gaudet. La sécheresse. 17.35 Jeu : Génies en herbe. 18.00 Série : Sur la piste du crime. Le labyrinthe. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région. 19.55 Dessin animé : Jozza la cante. Présenté par Vincent Perrot. 20.05 Jeu : La classe. Présenté par Fabrice Gaudet. La sécheresse. 17.35 Jeu : Génies en herbe. 18.00 Série : Sur la piste du crime. Le labyrinthe. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région. 19.55 Dessin animé : Jozza la cante. Présenté par Vincent Perrot. 20.05 Jeu : La classe. Présenté par Fabrice Gaudet. La sécheresse. 17.35 Jeu : Génies en herbe. 18.00 Série : Sur la piste du crime. Le labyrinthe. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région. 19.55 Dessin animé : Jozza la cante. Présenté par Vincent Perrot. 20.05 Jeu : La classe. Présenté par Fabrice Gaudet. La sécheresse. 17.35 Jeu : Génies en herbe. 18.00 Série : Sur la piste du crime. Le labyrinthe. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région. 19.55 Dessin animé : Jozza la cante. Présenté par Vincent Perrot. 20.05 Jeu : La classe. Présenté par Fabrice Gaudet. La sécheresse. 17.35 Jeu : Génies en herbe. 18.00 Série : Sur la piste du crime. Le labyrinthe. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région. 19.55 Dessin animé : Jozza la cante. Présenté par Vincent Perrot. 20.05 Jeu : La classe. Présenté par Fabrice Gaudet. La sécheresse. 17.35 Jeu : Génies en herbe. 18.00 Série : Sur la piste du crime. Le labyrinthe. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région. 19.55 Dessin animé : Jozza la cante. Présenté par Vincent Perrot. 20.05 Jeu : La classe. Présenté par Fabrice Gaudet. La sécheresse. 17.35 Jeu : Génies en herbe. 18.00 Série : Sur la piste du crime. Le labyrinthe. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région. 19.55 Dessin animé : Jozza la cante. Présenté par Vincent Perrot. 20.05 Jeu : La classe. Présenté par Fabrice Gaudet. La sécheresse. 17.35 Jeu : Génies en herbe. 18.00 Série : Sur la piste du crime. Le labyrinthe. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région. 19.55 Dessin animé : Jozza la cante. Présenté par Vincent Perrot. 20.05 Jeu : La classe. Présenté par Fabrice Gaudet. La sécheresse. 17.35 Jeu : Génies en herbe. 18.00 Série : Sur la piste du crime. Le labyrinthe. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région. 19.55 Dessin animé : Jozza la cante. Présenté par Vincent Perrot. 20.05 Jeu : La classe. Présenté par Fabrice Gaudet. La sécheresse. 17.35 Jeu : Génies en herbe. 18.00 Série : Sur la piste du crime. Le labyrinthe. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région. 19.55 Dessin animé : Jozza la cante. Présenté par Vincent Perrot. 20.05 Jeu : La classe. Présenté par Fabrice Gaudet. La sécheresse. 17.35 Jeu : Génies en herbe. 18.00 Série : Sur la piste du crime. Le labyrinthe. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région. 19.55 Dessin animé : Jozza la cante. Présenté par Vincent Perrot. 20.05 Jeu : La classe. Présenté par Fabrice Gaudet. La sécheresse. 17.35 Jeu : Génies en herbe. 18.00 Série : Sur la piste du crime. Le labyrinthe. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région. 19.55 Dessin animé : Jozza la cante. Présenté par Vincent Perrot. 20.05 Jeu : La classe. Présenté par Fabrice Gaudet. La sécheresse. 17.35 Jeu : Génies en herbe. 18.00 Série : Sur la piste du crime. Le labyrinthe. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région. 19.55 Dessin animé : Jozza la cante. Présenté par Vincent Perrot. 20.05 Jeu : La classe. Présenté par Fabrice Gaudet. La sécheresse. 17.35 Jeu : Génies en herbe. 18.00 Série : Sur la piste du crime. Le labyrinthe. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région. 19.55 Dessin animé : Jozza la cante. Présenté par Vincent Perrot. 20.05 Jeu : La classe. Présenté par Fabrice Gaudet. La sécheresse. 17.35 Jeu : Génies en herbe. 18.00 Série : Sur la piste du crime. Le labyrinthe. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région. 19.55 Dessin animé : Jozza la cante. Présenté par Vincent Perrot. 20.05 Jeu : La classe. Présenté par Fabrice Gaudet. La sécheresse. 17.35 Jeu : Génies en herbe. 18.00 Série : Sur la piste du crime. Le labyrinthe. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région. 19.55 Dessin animé : Jozza la cante. Présenté par Vincent Perrot. 20.05 Jeu : La classe. Présenté par Fabrice Gaudet. La sécheresse. 17.35 Jeu : Génies en herbe. 18.00 Série : Sur la piste du crime. Le labyrinthe. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région. 19.55 Dessin animé : Jozza la cante. Présenté par Vincent Perrot. 20.05 Jeu : La classe. Présenté par Fabrice Gaudet. La sécheresse. 17.35 Jeu : Génies en herbe. 18.00 Série : Sur la piste du crime. Le labyrinthe. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région. 19.55 Dessin animé : Jozza la cante. Présenté par Vincent Perrot. 20.05 Jeu : La classe. Présenté par Fabrice Gaudet. La sécheresse. 17.35 Jeu : Génies en herbe. 18.00 Série : Sur



### LA CROISSANCE PACIFIQUE

## La naissance d'une nouvelle Asie

**T**OKYO a envoyé des observateurs en Afghanistan, dans le cadre de l'accord de Genève sur le retrait soviétique. En juin, le ministre japonais de la défense, M. Tsutomu Kawara, s'est rendu à Djakarta et à Singapour. En juillet, à Bangkok, M. Sosuke Uno, ministre japonais des affaires étrangères, a offert de financer une force internationale de paix en cas de règlement au Cambodge et brosse les grandes lignes d'un programme de 2 milliards de dollars destiné aux pays non communistes de la région. Le Japon promet une somme équivalente aux Etats indochinois en cas de rétablissement de la paix dans la péninsule. Toutes des « premières ».

Il y a quinze ans encore, quand un premier ministre japonais se promenait dans la région — en l'occurrence, M. Kakuei Tanaka, — il se faisait chahuter à Bangkok ou à Djakarta. Puissance commerciale et industrielle, le Japon savait que la moindre initiative de sa part pouvait réveiller de bien mauvais souvenirs, ceux de l'occupation militaire de la seconde guerre mondiale, ceux de l'ère de coprosperité.

Aujourd'hui, les sensibilités sont toujours là ; mais le Japon fait de nouveau partie, ouvertement, du jeu régional. Partenaire peu aimé, mais incontournable. On s'y habitue pour peu que l'arrogance d'hier ne se manifeste pas trop ouvertement.

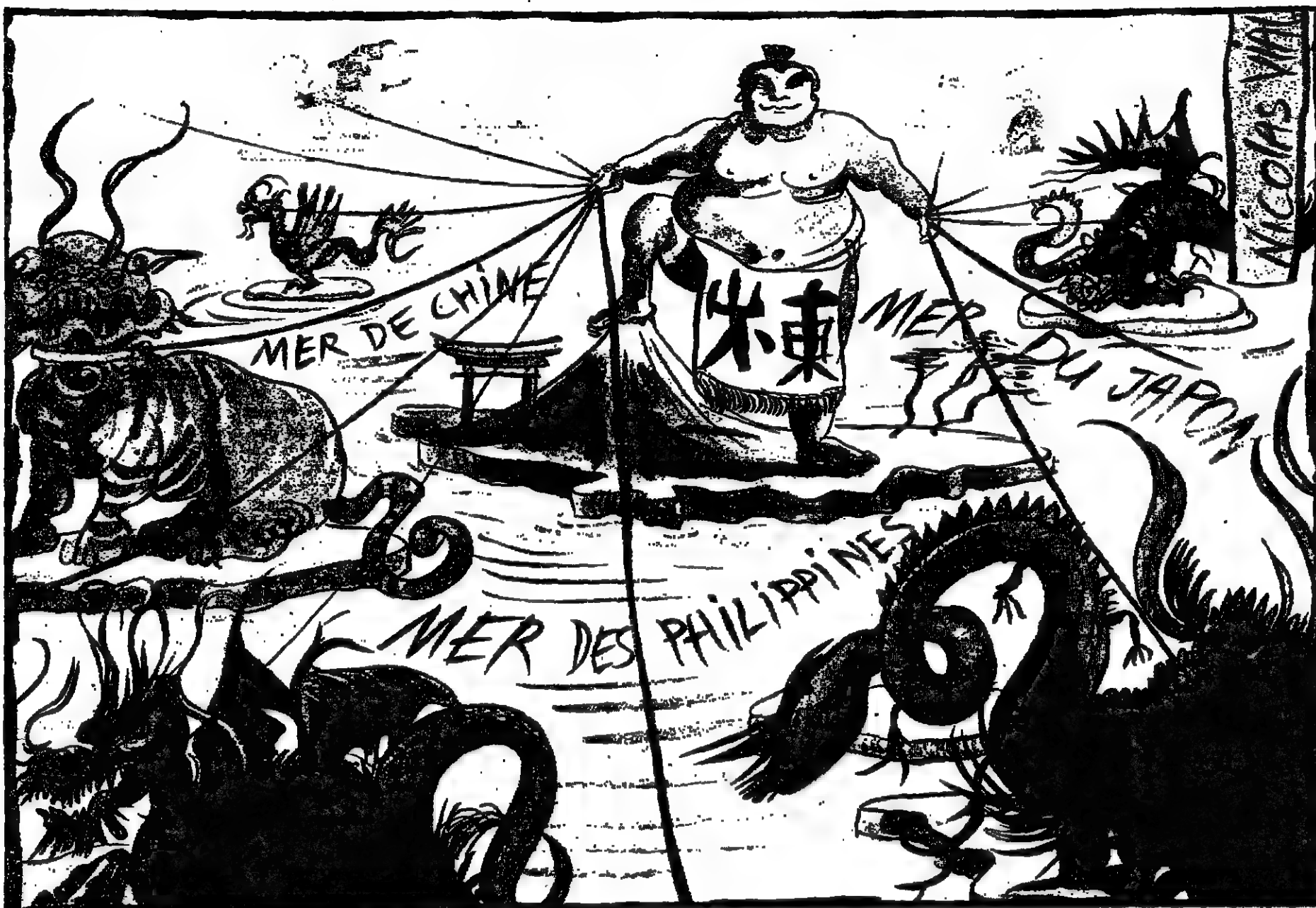
### Pacifisme et développement

Fin la filiosité des surlendemain de conquête. Bien sûr, en Indonésie comme à Singapour, M. Kawara, directeur général de l'Agence de défense et membre du cabinet, est venu donner des assurances concernant l'augmentation sensible du budget militaire nippon. Le Japon, a-t-il expliqué, n'a aucune intention de jouer un rôle dans la défense du détroit de Malacca, pourtant axe de navigation crucial pour sa flotte marchande. Et si Tokyo se mêle de négociations régionales, c'est uniquement pour contribuer à rétablir la paix ou, du moins, à réduire les causes de tension. Pacifisme et développement, insistent les diplomates japonais.

Mais, comme tout est lié, voilà donc le Japon, moins timide tout en restant prudent, revenu en première ligne. Le bailleur de fonds, l'avocat ou porte-parole, lors du sommet de Toronto, d'une Asie en mouvement. Lorsqu'il joue un rôle croissant au sein de la Banque asiatique de développement, dont le siège est à Manille. Lorsqu'il s'agit d'imaginer un mini-plan Marshall pour consolider le régime Aquino aux Philippines. Lorsqu'il faut consolider l'Indonésie, qui pèse sous le poids de ses dettes et de sa population. Ou encore lorsqu'il est question, à coups d'investissements, d'aider la Thaïlande à rejoindre le peloton des NPI, les nouveaux pays industrialisés.

Cette omniprésence commence à se sentir car les Japonais, même quand ils sont invités à la discrétion, transportent avec eux leurs habitudes de vie (restaurants, clubs, hôtels...). Ils s'intègrent encore moins que les autres. On les remarque davantage, sentant qu'ils sont là pour de bon, alors que les Occidentaux ne sont sans doute que de passage. Les premiers font partie du paysage, les autres pas.

Alors que le Soviétique demeure peut-être une curiosité, l'Américain peut irriter parce qu'il est trop voyant, avec ses armes, son insistance à imposer de nouvelles règles de commerce. Le Japonais, quant à lui, est perçu comme ambigu, entre courbettes et dédain. Le nouveau « parrain » de la région, le carnet de chèques toujours ouvert et, presque tout autant, l'incapacité psychologique



à se comporter autrement qu'en patron.

Il est vrai que le péché de domination, même quarante ans plus tard, se paie encore. Personne n'ignore, dans la région, que le Japon a quelques 20 milliards de dollars disponibles pour des investissements à l'étranger. Que les Japonais, face à la montée du protectionnisme américain, ont besoin du marché régional, d'exporter des usines là où la main-d'œuvre est moins chère tout en étant, déjà, de qualité. Et si leurs délégations commerciales se multiplient au Vietnam, c'est bien que ce pays de 65 millions d'habitants peut devenir, dans une dizaine d'années, une bonne affaire.

### Avec les Chinois

Ainsi, à l'horizon 2000, le PNB de l'Asie de l'Est sera supérieur à celui de l'Europe de l'Ouest et l'équivalent de celui de l'Amérique du Nord. Dans sa foulée, le Japon aura drainé une demi-douzaine de pays déjà voués à une industrialisation rapide. L'Asie du Sud-Est ne sera qu'en partie à la traîne. Singapour et, à un moindre degré, la Thaïlande donnent aujourd'hui l'exemple. Pour peu qu'elle surmonte ses difficultés politiques actuelles — tributaires, pour l'essentiel, de la recherche d'un équilibre ethnique, — la Malaisie leur emboîtera le pas.

Quant aux Philippines, pour la première fois sans doute depuis vingt ans, elles commencent à s'attacher à leurs deux grands maux : des structures agraires féodales et une insurrection communiste. L'Indonésie, enfin, contrainte à des réajustements rigoureux pour avoir trop mis sur ses recettes pétrolières, devrait renouer, dans les années qui viennent, avec un taux de croissance plus significatif.

Partout, capitaux et investissements japonais sont présents, qu'il s'agisse d'offrir une bouffée d'oxygène à un Etat aux prises avec le fardeau d'une redoutable dette extérieure — c'est le cas de l'Indonésie, — d'appuyer des programmes de stabilisation ou, plus simplement, de s'arroger de nouveaux marchés ou de transférer des industries. Dans ce projet, Chinois de Taiwan et de Hongkong servent d'autant plus de relais que l'Asie du Sud-Est abrite une importante diaspora chinoise, commerçante, dynamique et qui joue souvent un rôle décisif dans le développement de la zone.

Toutefois, la région n'est pas de tout repos. Après tout, Singapour, le premier de ses « tigres », n'est jamais qu'une cité-Etat sinisée de quelque deux millions d'habitants, située au milieu d'un monde malais islamisé. Son voisin immédiat, la Malaisie, a déjà connu une flambée raciale en 1969 et la sérénité de la cohabitation entre une faible majorité de Malais et une forte minorité chinoise — un tiers de la population — n'y est pas encore garantie. Quand les Malais se divisent entre eux — ce qui est le cas en ce moment, — le précaire équilibre de cette fédération semble remis en cause.

L'Indonésie a traversé une terrible épreuve politique voilà un peu plus de vingt ans, à la fin du règne de Sukarno, et la « démocratie surveillée » qu'elle connaît sous son successeur, M. Suharto, peut encore réserver des surprises. Pour l'instant, les Japonais y jouent les banquiers, ce qui ne semble pas poser trop de problèmes. Mais le terrain est meuble dans ce pays qui pèse sous le poids des Javanais — près de 100 millions sur quelque 170 millions d'habitants — et dont le développement n'est pas forcément harmonieux.

La minorité chinoise, très entreprenante, s'est refait une santé depuis la répression de 1966-1967, quand Pékin avait été

accusé d'avoir appuyé le coup d'Etat avorté des communistes. Mais elle n'y a pas gagné en popularité.

Il faudra sans doute encore du temps pour que les Philippines assainissent leur vie politique et leurs structures sociales. « Normalisées », M. Aquino n'est plus la madone du « pouvoir du peuple », comme en 1986. Mais, en dépit de son isolement, la guérilla communiste peut durer encore bien des années, et rien ne dit que la prudente réforme agraire qui vient d'être adoptée et dont le financement s'annonce un gouffre budgétaire suffira à stabiliser une économie désorganisée et un régime politique qui n'a pas encore fait ses preuves.

Même la Thaïlande, dont l'expansion a été si rapide sous le règne de Bhunipol, n'est pas à l'abri de retours de bâton, d'abord parce que la classe militaire affaiblie tend à s'accrocher au pouvoir et, ensuite, parce que les paysannes — surtout celles du Nord-Est — y sont encore les laissés-pour-compte de l'enrichissement. Ces déséquilibres régionaux peuvent encourager des turbulences dont les Japonais ne seront pas forcément les derniers à faire les frais. Ils sont, cependant, les mieux placés.

Les Américains n'ont plus les moyens financiers de leur puissance politique et militaire. Ou, du moins, ils ne peuvent plus mettre les mêmes ressources que par le passé à la disposition de leur présence stratégique, ce qui les contraint à négocier davantage les contrats, compte tenu aussi du déséquilibre de leur commerce avec l'Asie, et leur aide à leurs alliés locaux, même lorsque ceux-ci sont dans l'embarras.

Pour leur part, les Chinois peuvent compter sur les réseaux de leur diaspora — pour peu que cette dernière y trouve son compte — mais savent que leurs alliances en Asie du Sud-Est sont

fragiles, même depuis qu'ils ont renoncé à y encourager des insurrections, à une exception, de taille il est vrai, celle des Khmers rouges. Les ambitions chinoises ne peuvent être que limitées. Pékin paie encore l'appui accordé aux rébellions communistes, et, à ce titre, l'Indonésie demeure l'Etat le plus méfiant.

Sur le plan économique, les Chinois n'ont pas grand-chose à offrir, si ce n'est la perspective de marchés auxquels on commence à s'intéresser à Bangkok et à Singapour. Surtout, toute la région attend de voir comment se passera, à partir de 1997, le test de la réintégration de Hongkong au sein d'un ancien empire du Milieu qui, en outre, dispute déjà au Vietnam — et à d'autres — les chaînes d'Alou de la mer de Chine méridionale. L'ancien suzerain n'a pas renoncé à s'imposer à ses anciens vassaux.

### Dans l'arrière-salle

Quant aux Soviétiques, méconnus et mal-aimés, qui manifestent un regain d'intérêt pour la région, surtout depuis le discours de Mikhaïl Gorbatchev à Vladivostok, ils espèrent bien effectuer une percée à l'occasion d'un éventuel règlement cambodgien. Avec leur retard économique, leurs alliés de la région, les Indochinois, se sont avérés de piètres avocats. Se considérant comme une puissance asiatique, Moscou veut corriger le tir. Mais les Soviétiques manquent terriblement de moyens pour pénétrer l'Asie du Sud-Est, faute de structures de commerce et de coopération appropriées.

Tout cela laisse le champ plus libre aux Japonais au moment même où leurs acquis financiers leur permettent de dispenser des largesses à qui est preneur. Jusqu'ici, la pénétration économique japonaise est généralement acceptée. Elle accompagne ou

encourage la croissance. Elle aide les pouvoirs locaux à franchir certains écueils ou à contrebalancer d'autres influences. Peu à peu se monte ainsi un réseau de plus en plus serré d'investissements ou d'entreprises, un tissu d'influences qui font du Japon le premier des donateurs, des investisseurs, des banquiers.

Mais si l'entreprise « Japon et Cie » est admise, c'est qu'aucune volonté claire d'influence politique n'est encore apparue. Toute l'ambiguïté réside dans ce hiatus entre l'appétit économique du Japon et son absence, jusqu'à récemment, de la négociation politique. Si les références sont rares à l'ancienne « sphère de coprosperité », c'est bien que le Japonais reste le client du ministère du commerce — ou de l'industrie — des pays concernés.

Sur le plan militaire, les Japonais sont absents. Sur le plan politique, ils ne font qu'apparaître dans l'arrière-salle. Leur liberté d'action est admise car, du coup, elle suscite moins l'embarras ou le ressentiment.

Mais pour combien de temps encore le Japon pourra-t-il demeurer en retrait sur le plan politique et absent militairement quand tout l'invite — sa propre puissance, le fait que les Américains ne peuvent plus tout faire, les insuffisances des Chinois et encore plus des Soviétiques — à s'enfoncer dans la brèche ? Ce n'est que le moment venu qu'on pourra jauger la valeur de l'apparente sérénité actuelle des relations entre un Japon puissant et une Asie du Sud-Est en train de se façonner.

JEAN-CLAUDE POMONTI

« Le Monde Economie » publie dans ses éditions du mois d'août une série d'articles sur l'Asie-Pacifique et ses rapports avec le monde industrialisé occidental.



## -La chronique de Paul Fabra-

## Le parapluie japonais

QUELLE que soit l'interprétation qu'on leur donne, les récentes restrictions imposées à certains produits japonais sont une illustration caractéristique du protectionnisme, puisqu'il s'agit de l'application du contingentement pur et simple des importations. Dans toute la mesure où il s'agit d'une décision qui va dans le sens des préjugés ambiants, il convient de ne pas s'en contenter sans examen.

L'actuel ambassadeur du Japon à Paris, Moriaki Motono, un homme à propos duquel l'expression quelque peu conventionnelle « un grand ami de la France » reprend tout son sens et toute sa chaleur, a-t-il tout à fait tort quand il dénonce à sa manière subtile et modérée une dérive périlleuse dans l'emploi de certaines procédures internationales destinées en principe à discipliner la concurrence étrangère, ainsi qu'une propension à discriminer d'autant plus le Japon qu'on se montre libéral à l'égard d'autres pays ?

Moriaki Motono relève notamment cette petite phrase qu'on entend effectivement de nos jours très souvent à Paris et à Bruxelles pour justifier les actions en cours qui ont été lancées en application du règlement anti-dumping arrêté par la Communauté européenne en juillet 1987 : « Nos dispositions sont efficaces, puisque les Japonais s'en plaignent ». En matière internationale plus qu'en toute autre (à cause de la tentation de considérer d'emblée l'étranger comme un adversaire), tout processus est dangereux qui tend à retrancher chaque protagoniste derrière ses positions, à l'enfermer dans ses certitudes proclamées avec toutes les apparences de la sincérité.

Les autorités de Bruxelles ne sont pas non plus, il faut en convenir, tout à fait à leur aise pour définir une ligne de conduite, alliant, comme il est hautement souhaitable, fermeté des défenses des intérêts européens et respect des règles

internationales édictées par l'Accord international sur les tarifs et le commerce (GATT). D'un côté elles sont les premières à réclamer le bénéfice du libre-échange pour les entreprises européennes invitées à étendre leur activité sur tous les grands marchés mondiaux, et donc au Japon. D'un autre côté elles ne peuvent ignorer que dans certains secteurs de l'opinion on leur saura automatiquement gré d'opposer des barrières au dynamisme japonais, quitte à priver par la même occasion les consommateurs français, italiens ou belges, des avantages de prix et de qualité que leur vaudrait une extension de la concurrence japonaise. Il est donc tentant à Bruxelles de céder au désir de plaire.

Pourtant même la Commission européenne aspire-t-elle en se montrant sévère dans les cas particuliers (imposition de droits anti-dumping sur tel ou tel produit *made in Japan*) à être mieux en mesure de faire prévaloir une attitude libérale à l'égard des entraves les plus graves à la circulation des marchandises et des services. Si tel était le cas, le calcul serait des plus hasardeux, car les échanges avec le Japon n'ont de chances de se développer qu'à la condition que l'on entretienne un climat politique qui leur soit dans l'ensemble favorable.

POUR l'heure, les cas les plus irritants (tant pour les Européens que pour les Japonais) propres à assombrir ce climat concernent l'installation dans des pays européens des usines d'assemblage nippones, connues sous le nom d'*usines tournevis*. Il n'est évidemment pas question d'en bannir ni le principe ni la possibilité. Une telle prohibition n'aurait aucun fondement dans les règles du GATT. Aussi le règlement européen de juillet 1987 se borne-t-il en principe à

donner à la Commission des pouvoirs d'investigation, de poursuite et de taxation sur les seules sociétés japonaises qui ont préalablement été convaincues de dumping, c'est-à-dire d'offrir à l'étranger leurs produits au-dessous du prix de vente consenti sur leur marché national.

Quand un exportateur est reconnu coupable de telles pratiques, le pays importateur est autorisé à taxer ces produits. La parade qui consiste à assembler l'article en question sur place fait désormais courir à la société étrangère — mais en réalité on ne pense guère qu'aux Japonais — les mêmes risques de sanctions.

Une première et ancienne difficulté consiste à identifier le dumping. Cela suppose des comparaisons à travers le temps de prix d'un pays à l'autre. Il n'est pas souvent facile d'y procéder. Reste encore à savoir si on va se baser sur un seul prix, comme, semble-t-il, la Commission européenne a tendance à le faire, ou bien sur une moyenne. L'accusation de dumping est encore plus difficile à formuler quand elle porte sur des matériels fabriqués selon des techniques en constante évolution. Telle technique, aujourd'hui considérée de pointe, sera demain dépassée, ce qui se traduira inévitablement par une chute brutale du prix.

Bref, les meilleurs spécialistes ont du mal à s'entendre sur les critères à retenir pour détecter les cas de dumping sur des marchés soumis à de fortes concurrences, et dont on attend précisément qu'ils assurent à l'acheteur le meilleur prix possible compte tenu des procédés les plus avancés de fabrication. Les enquêteurs se trouvent ainsi en présence d'un vieux problème, dont les conditions modernes de fabrication et de commercialisation ont rendu plus

compliquée encore l'équitable solution.

Une autre source plus circonstancielle de contestation vient de la définition qu'a donnée la Commission européenne de l'*usine tournevis*. Ne peuvent faire l'objet d'une plainte que les unités qui doivent importer plus de 40 % des pièces entrant dans la composition des articles qui seront mis en vente. Les sociétés nippones ne manquent pas de faire valoir que le choix arbitraire de cette proportion de 40 % fait peser, surtout sur les unités d'assemblage qui viennent d'être créées, une obligation très lourde, très souvent impossible à satisfaire. Tel fabricant japonais dans son propre pays se déclare incapable de sous-traiter la fabrication de tel ou tel composant, à cause de la spécificité de ses qualifications.

TANT et si bien que dans plusieurs occasions on a vu les populations européennes directement impliquées dans l'affaire prendre plutôt le parti des Japonais. Ce fut notamment le cas en Bretagne pour une usine Sony qui avait fait l'objet d'un accord jugé trop dogmatique de la part de la Commission européenne. Tout s'était passé, disant plusieurs témoins, comme si l'enquêteur de Bruxelles était venu sur place avec une idée toute faite du dossier qu'il était chargé d'étudier.

Mais tout cela pourrait facilement se régler si n'existait à l'arrière-plan un contentieux dont on parle le moins possible, mais qui pèse incontestablement sur les relations économiques, voire politiques, entre la France et le Japon. Personne ne nie plus que ce dernier pays a accompli de sérieux efforts pour ouvrir son marché à la concurrence étrangère (voir notamment l'article publié dans

nos colonnes par Bruno Dethomas dans le Monde daté 5-6 juin).

Il serait temps, sans tomber dans la naïveté, de réviser certaines attitudes héritées d'un passé révolu. Personne ne soutient plus sérieusement que les entreprises japonaises doivent leur grand succès à des pratiques aussi contestables que le dumping, qui contredit les lois les plus élémentaires du capitalisme développé (puisque, en définitive, il s'agit de vendre au-dessous des prix de revient). Cela est d'autant plus nécessaire que si l'on désire, comme elles le désirent elles-mêmes, que les entreprises françaises soient mises à même de jouer le jeu de la grande concurrence internationale, il convient qu'elles ne se heurtent pas à cet obstacle invisible que constitue une réputation d'excessif protectionnisme.

« S'ils doivent protéger de façon aussi radicale leurs voitures, c'est que celles-ci ne sont pas d'une aussi bonne qualité qu'ils le prétendent », entend-on souvent au Japon à propos des automobiles de fabrication française. Ces propos sont très injustes, mais leur origine pose effectivement une véritable question : est-il justifié que la France continue à fermer aussi hermétiquement qu'elle le fait depuis 1978 son marché intérieur aux voitures importées du Japon ? Le « contingent » est invariablement fixé depuis cette année-là à 3 %. Les fabricants japonais fournissent environ 10 % des voitures immatriculées outre-Rhin, ce qui n'empêche pas les fabricants allemands de connaître une grande prospérité et de s'être récemment ouverts des débouchés intéressants au Japon.

La France maintient encore d'autres restrictions visant spécifiquement les produits japonais, ce qui est contraire aux règles de non-discrimination que le GATT s'efforce de sauvegarder. Est-il absolument nécessaire d'interdire l'accès de notre marché au miel naturel et aux parapluies de fabrication japonaise ?

## Notes de lecture

par Alfred Sauvy

ANDRÉ LABOURDETTE

Economie de la santé

Très pauvre avant la guerre, la bibliographie sur ce sujet vital s'accroît d'année en année. Elle vient de s'enrichir d'un volume de choix, résultat de longues études et réflexions. Le professeur en sciences de gestion, à Bordeaux, a longtemps étudié, avec minutie, les aspects multiples de ce problème dont la solution s'éloigne plus qu'elle se rapproche. Il s'efforce notamment de détruire la thèse, si répandue, selon laquelle il serait facile de réduire, de façon importante, les dépenses des hôpitaux.

Quelques illusions sont heureusement mises à mal : il ne faut pas compter sur les économies d'échelle ni sur de sensibles réductions de coût des hôpitaux. De 1965 à 1978, le nombre d'agents par lit a doublé (de 0,5 à 1). Infréquent tableau sur la répartition des charges. La demande de soins, élément premier, augmenté de plusieurs dizaines de millions d'unités, mais il faut se garder de confondre la « production de santé » avec la simple hygiène.

Pourtant, il est excessif, lors de l'étude par la voie des besoins, d'affirmer l'impossibilité, pour le patient, de prévoir son état de santé. Devant la croissance des charges, cet état d'esprit, si fréquent chez les médecins, pourrait peut-être être, un jour, placé à une collaboration plus étroite avec le malade, mieux informé.

Trois causes de la hausse des coûts, disons plutôt des dépenses, dont la plus troublante est l'insuffisance, encore grande, des soins, pour nombre de déshérités. Le traitement à domicile n'est pas étudié ici dans sa généralité, mais il faut encourager l'hôpital de jour.

Vues fréquentes sur les méthodes utilisées aux Etats-Unis. Mais regrettons, une fois de plus, que l'auteur ignore, ou semble ignorer, toute autre langue étrangère que l'anglais. Les résultats remarquables obtenus aux Pays-Bas, en Islande, dans les pays scandinaves, mériteraient, cependant, examen. En outre, le style est très perfectible, ne serait-ce que pour la clarté. Influence de l'anglais, une fois de plus.

★ PUF, Paris, 1988, 21,5 cm, 187 pages, 110 F.

ALAIN CLAISSE et GÉRARD CONAC

Le Grand Maghreb

Une grande question, d'abord difficile. Dans son avant-propos, le professeur à l'Institut international d'administration publique et le professeur à l'Université de Paris s'efforcent déjà de

dissiper quelques illusions ou facilités sur le sujet, sans contester d'une façon formelle la possibilité d'une unification, « tant sont nombreuses les possibilités d'intégration ».

Quant au préfacier, Jean Leclerc (Institut d'études politiques de Paris), il décrit les dernières phases de l'évolution des quinze dernières années et souligne le déséquilibre résultant d'une forte demande, en particulier de la pression démographique, inscrite dans l'histoire de l'humanité. Il conclut en présentant trois perspectives, a priori peu convaincantes. En tout état de cause, ce seront les Etats qui joueront un rôle essentiel.

Tout d'abord est présentée la diversité des systèmes politiques maghrébins : Algérie, par J. Leclerc et H. Michel (JAE-en-Provence), Libye, par H. Bleuchot et Taoufik Monastir, dotée d'une organisation complexe : comités populaires de base et comités révolutionnaires. Les vieux doivent juger l'ampleur de l'évolution depuis le règne de Mussolini. Le régime de Kadhafi sera repris plus loin par F. Burgat. Le Maroc est étudié par M. Roussel (Grenoble), la Mauritanie par P. Marchesin (enseignement à l'ENA de Nouakchott), la Tunisie par Mustapha Chaker et J.-P. Bras, de Rabat. Celui-ci, après avoir signalé les difficultés du pluripartisme, cherche des formules nouvelles.

Nous voyons ensuite les idées, plus précises, de Habib et Maki, fortement favorables à l'intégration. Quant à Mohamed Naciri, professeur à l'Institut agronomique de Rabat, il est moins assuré et insiste sur la maîtrise des effets de la croissance démographique.

En conclusion, aucune tendance formelle ne se dégage. Il faudrait, comme si souvent, la menace d'un ennemi commun pour déclencher un mouvement positif. La Communauté européenne est bien citée, mais ne paraît guère apte à jouer ce rôle. Quant à Israël, il est loin.

★ Economica, Paris, 1988, 24 cm, 349 p., 145 F.

ANDRÉ GAUDRON

Années de rêve années de crise (1970-1981)

Le titre choisi par l'ancien conseiller technique de M. Pierre Bérégovoy ne satisfait pas les économistes. Ils ont, certes, souvent l'occasion d'employer le mot *crise*, dans des sens d'ailleurs très divers, mais le *rêve* est hors de question. Pour la direction de la prévision et le commissariat du Plan, il y a des prévisions, des reculs, des progrès, des déceptions, mais aucun *rêve* ou, plus exactement, ce mot est justement refusé. Peu importe, dira-t-on, chacun d'entre nous pourra, en relisant ces années agitées, les qualifier de plus ou moins chargées d'illusions.

Ce second tome de l'*Histoire économique et sociale de la V<sup>e</sup> République nous transporte de l'année 1970, en somme fin des « trente glorieuses », à 1980, année du début du recul provoqué par le second — et imprudent — choc pétrolier. Il faut rendre hommage au soin extrême apporté à la description de l'enchaînement des faits, mais l'économiste et l'historien formuleraient un sérieux reproche : l'absence des séries d'indices mensuels (prix, production, chômage, cours des valeurs, etc.), qui permettent au lecteur de rester maître de sa pensée et de l'enrichir à son gré. En partie responsable est l'INSEE, qui a renoncé à publier ces séries rétrospectives si précieuses, sur lesquelles l'historien professionnel ou amateur peut prendre appui, jusqu'à la fin de la seconde guerre, mais pas au-delà.*

Résumés utilisés en fin de volume et notices bibliographiques.

★ Editions de l'Ecole des hautes études en sciences sociales, Paris, 1988, 22,5 cm, 294 pages, 190 F.

Dès lors, la partie politique l'emporte, selon le rite, sur la partie proprement économique. Fruit de travaux remarquables, elle fait revivre les événements à la plus grande portée des lecteurs, les fait connaître aux plus jeunes. Que l'analyse du chômage soit entachée des pudeurs traditionnelles n'est pas pour surprendre. C'est, dans ces conditions, un mal inévitable, avec lequel il faut bien (ou mal) vivre.

Une attention spéciale est justement apportée aux travaux des trois « sages » chargés d'étudier les successions : Robert Blot, Jean Méraud et le regretté Gabriel Ventetol. Agriculture, logement, Sécurité sociale, pauvreté, contre-réforme libérale, sont bien présentés dans leurs aventures de ces dix ans ; moins justifié le titre « Au bout du chemin, la fête ». Quant à la démographie, c'est à-tire la France de demain qui se fait aujourd'hui, elle est, une fois de plus, oubliée.

★ Editions La Découverte, Paris 1988, 22 cm, 309 pages, 135 F.

BERNARD CHAVANCE

Régulation, cycles et crises dans les économies socialistes

Il fut longtemps admis, même par les libéraux, que le régime socialiste permettait d'éviter les crises du capitalisme. L'expérience a démenti cette vue.

Il ne s'agit pas seulement ici de l'URSS et des républiques voisines, mais de toutes les économies socialistes, étudiées par douze auteurs, dont sept français. Ce sont les actes d'un colloque international de mars 1986, à Paris, organisé par le Centre d'études des modes d'industrialisation et l'Ecole des hautes études en sciences sociales.

Après une vue générale du maître d'œuvre sur les problèmes de « dynamique économique », nous trouvons quatre sujets maîtres. Selon Bruno Dallago, Albert Aftalion a été le premier économiste à admettre la possibilité de fluctuations en régime socialiste. Pour N. Rokke (1936), la cause est l'excès d'investissement. Au cours de sévères débats, les fluctuations sont à nouveau reconnues ; c'est à la planification qu'il appartient d'en réduire l'intensité. Le progrès technique est également mis en cause. Le Français Vladimir Andreff compare la crise observée en URSS à celle des pays du CAEM.

Trois auteurs traitent le cycle d'investissement : T. Bauer, de façon générale, Marie Lisowska, en Pologne et en Hongrie. Quant à Irina Grosfeld, qui nous donne un modèle économique, elle insiste sur le fait que les planificateurs ne sont pas maîtres du jeu et subissent de multiples pressions, aisément explicables. Jacques Saper, Georges Duchesne, qui travaillent en France, et Peter Mihalyi, aux Nations unies à Genève, tentent une interprétation des onduations économiques.

Nous retrouvons dans les analyses comparatives, le nom de Ch. Bettelheim, qui s'est, une fois de plus, attaché à Cuba. C'est de grands cycles qu'il est cette fois question dans la période 1959-1975. En Yougoslavie et en Hongrie, les politiques, si différentes par certains côtés, mais toutes deux touchées par cette réforme, emploient des restrictions de crédits dans les phases descendantes des cycles.

B. Chavance s'attache spécialement à la Chine. Résumés utilisés en fin de volume et notices bibliographiques.

★ Editions de l'Ecole des hautes études en sciences sociales, Paris, 1988, 22,5 cm, 294 pages, 190 F.

## AUTOUR DU REVENU MINIMUM D'INSERTION

## La dignité et non la charité

par HENRI GUITTON (\*)

Pour éviter la voie de l'assistance, il faut donner à tous, riches comme pauvres, la même allocation de base

L'ASSISTANCE est parfois nécessaire, souvent indispensable pour sauver rapidement de la misère les plus malheureux. C'est le cas en ces jours de chômage en fin de droit, et de quelques centaines de milliers de personnes sans couverture sociale et même sans abri.

Ce n'est cependant pas l'assistance qui peut compléter un système de protection sociale et corriger ses insuffisances. L'une des raisons qui empêchent sa généralisation, c'est que cette aide doit disparaître au moment où le sujet sort de son état de pauvreté ! Or il est difficile de savoir si cette sortie est acquies, si elle est certaine, si la pauvreté ne va pas réapparaître. Il faut ajouter que, si l'assistance est durable, elle enlève son bénéficiaire dans sa pauvreté, qu'elle ne l'en fait précisément pas sortir.

Or c'est bien là qu'est le problème, il est très difficile de proposer une solution, et c'est être audacieux que de s'y risquer, alors que tant d'éminents esprits l'ont déjà tenté. Je voudrais cependant en esquisser une. C'est la distinction et la complémentarité entre ce qu'on pourrait appeler le revenu d'existence et le revenu d'activité.

Comme les neurones du cerveau

Pourquoi donc le fait même d'exister vous donnerait le droit de participer à une certaine distribution du revenu national ? Cela peut paraître au premier abord étrange de donner à tous, même aux plus riches, la même allocation, détachée de toute contrepartie productive. Mais, précisément, c'est pour ne pas entrer dans la voie de l'assistance le jour où elle apparaîtrait nécessaire.

Au départ de l'existence, chaque être humain a les mêmes possibilités, et on ne peut pas savoir ce qu'il adviendra de chacun. Une image peut être proposée : même s'il ne travaille pas, chaque neurone du cerveau reçoit par la circulation sanguine la dose mini-

male de glucose qui lui permet de conserver son potentiel d'activités tout au long de sa vie.

Pour comprendre le mécanisme de cette nouvelle distribution économique, il serait utile de lire les ouvrages de Yoland Bresson : *L'Après-Salaire* (Economica, 1984) et *Le Participe* (Chotard et associés, 1986). On comprendrait comment est déterminé le montant du revenu d'existence par la valeur d'usage du temps qui est identique pour tous et l'importance des fonds mis en œuvre, gérés par une banque de solidarité. Pour l'heure, c'est le principe même qui nous paraît essentiel.

Mais la complémentarité avec le revenu d'activité nous semble aussi importante. Le revenu d'activité et le revenu d'existence ne vont pas l'un sans l'autre. Si le revenu d'existence constitue une sorte de filet de protection contre la misère et comme une sorte de revenu forcé minimum de dignité humaine, non attribuable à la charité, il faudrait que pour le plus grand nombre il soit associé à une activité productive.

L'idée de pleine activité

Du reste, les mesures actuellement proposées partagent la même espérance, puisqu'elles utilisent le terme de revenu d'insertion. Mais cette appellation ne lui enlève pas son caractère d'assistance apportée par les plus riches aux plus pauvres, témoin le recours à l'impôt sur la fortune.

Du fait que le revenu d'existence se propose d'être par nature non seulement inconditionnel et universel, mais cumulable, c'est bien qu'il est appelé à se joindre à un revenu d'activité productive. Si le revenu d'existence est conçu sans rapport avec l'économie dite de marché, le revenu d'activité est celui qui s'insère dans cette économie. Mais il faudrait insister sur la nécessité de voir se développer cette activité par des voies nouvelles.

Du moment que le plein emploi salarial n'est plus possible, il y a d'autres formes d'activités qu'il serait nécessaire de susciter. Comment ne pas évoquer le plein emploi artisanal, qui est loin d'être atteint ? C'est l'idée de pleine activité que nous voudrions voir prendre la place de celle de plein emploi.

(\*) Membre de l'Institut.



## Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

**A.R.I.S.T. BRETAGNE RENNES**  
Agence Régionale d'Information Scientifique  
et Technique

recherche :

### INGENIEUR EXPERIMENTE

Le candidat âgé de 28 ans minimum, de formation Ingénieur (mécanique, électrotechnique, ...) aura une expérience de 3 ans ou plus acquise en entreprise et/ou en conseil. Il aura des compétences en innovation, propriétés industrielles et audit technologique. Au sein d'une équipe dynamique, cet homme de terrain proposera et réalisera des études d'aide à la décision et des actions de Conseil dans le domaine de l'information technico-économique auprès des Industriels de la Région.

ANGLAIS INDISPENSABLE

Adressez lettre manuscrite, C.V. et dernière rémunération à

**HERTZ CONSULTANTS**  
(sous la référence 8524)

34, rue de l'Arcade - 75008 PARIS



Le département du Val-de-Marne

RECRUTE

PAR VOIE DE CONCOURS SUR TITRES  
ou PAR VOIE DE DETACHEMENT

### 12 EDUCATEURS DE JEUNES ENFANTS (titre III)

appelés à exercer leur fonction en crèches et PMI

CONDITIONS A REMPLIR :

- Être titulaire du diplôme d'Etat d'Educateur de Jeunes Enfants ;
- Être âgé de 18 ans ou moins et de 45 ans ou plus au 1<sup>er</sup> janvier 1988 ;
- Être de Nationalité Française.

TRANSMETTRE LES CANDIDATURES ACCOMPAGNEES :

- D'un curriculum vitae ;
- De la photocopie du Diplôme.

Au plus tard le **JEU 8 SEPTEMBRE 1988**, dernier délai, le cachet de la poste faisant foi, à la :

DIRECTION DU PERSONNEL DÉPARTEMENTAL

1<sup>er</sup> Bureau Recrutement - Bureau 906

2, rue Thiers, 94000 CRETEIL

Pour tous renseignements, contacter le 43-99-84-00, p. 44-14.

### RESPONSABLE MARKETING

organisme mutualiste  
de grande notoriété,  
SITUÉ DANS LE CENTRE DE LA FRANCE,

recherche **UN RESPONSABLE MARKETING**

Agé de 30 ans environ, vous avez une formation école de commerce — option marketing — ainsi qu'une expérience de quelques années dans la fonction.

Rattaché au directeur commercial, vous serez chargé :

- De prospecter des produits originaux répondant à des besoins nouveaux ;
- De déterminer les objectifs et de mettre en œuvre tous les moyens marketing nécessaires ;
- En outre, vous êtes prêt à vous investir dans un travail d'équipe et à vous impliquer dans une mission où tout est possible.

Vous êtes un créatif et un homme de terrain. Nous vous donnons les moyens de réaliser vos idées.

Si ces perspectives vous motivent, merci d'adresser lettre manuscrite, curriculum vitae et prétentions à :

MUTUALITÉ BOURBONNAISE

DIRECTION DU PERSONNEL

BP 83 — 03007 MOULINS CEDEX



LA CAISSE RÉGIONALE DE  
CRÉDIT AGRICOLE  
DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

Engage, pour son siège, son

### CHARGE de CLIENTELE "GRANDES ENTREPRISES"

MISSION : Professionnel confirmé, vous serez chargé, auprès des entreprises régionales les plus importantes, d'y développer nos produits les plus performants en matière de financement, placements et services bancaires.

FORMATION : Après des études supérieures avec option banque ou finance, vous avez acquis la maîtrise des techniques de financement ainsi que la connaissance du droit et de la fiscalité des entreprises.

EXPERIENCE : 5 ans minimum en sein d'un établissement bancaire ou financier, dans un poste analogue comportant analyse et montage de dossiers de financement importants.

QUALITES : Votre goût des contacts à haut niveau, votre efficacité et votre habileté ont fait de vous un interlocuteur reconnu par les responsables d'entreprises. Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV + photo, réf. CA 84/82) à notre conseil.

Jacques JAMETTES CONSULTANTS

3, rue Gaston Planté - 84300 ORTÈZE

qui vous assure d'une confidentialité absolue.

BORDEAUX - ORTÈZE - TOULOUSE

Le département du Val-de-Marne  
RECRUTE  
PAR VOIE DE CONCOURS SUR TITRES  
ou PAR VOIE DE DETACHEMENT

### INGENIEURS GRANDES ECOLES

(DEBUTANTS ACCEPTES)

Nous évoluons dans un environnement de Techniques de pointe : GENIE LOGICIEL, TEMPS REEL, RESEAUX. Nous vous offrons une rémunération attractive et une véritable évolution.

Merci d'adresser C.V. et prétentions, à SEDN - 80, avenue Charles-de-Gaulle - 92200 NEUILLY-SUR-SEINE - Tél. : (1) 46-24-08-11.



Le Centre national de la recherche scientifique

RECRUTE PAR CONCOURS

### 97 ingénieurs 30 personnels techniques

Pour tous renseignements complémentaires (métiers, lieux de travail, formalités de candidature), composer sur MINITEL, numéro de téléphone 36-14 suivi du code d'accès S.I.C. 4, sélectionnez la rubrique : Emplois-Recherche.

Les dates limites de retrait et de dépôt des dossiers de candidature sont fixées respectivement au 9 septembre et 15 septembre 1988.



Le département du Val-de-Marne

RECRUTE

PAR VOIE DE CONCOURS SUR TITRES  
ou  
PAR VOIE DE DETACHEMENT

### 19 ASSISTANTS ET ASSISTANTES DE SERVICE SOCIAL

CONDITIONS A REMPLIR :

- Être âgé de 21 ans ou moins et de 45 ans ou plus au 1<sup>er</sup> janvier 1988 ;
- Être de Nationalité Française ;
- Être titulaire du diplôme d'Etat d'Assistant ou d'Assistante de Service Social.

TRANSMETTRE LES CANDIDATURES ACCOMPAGNEES :

- D'un curriculum vitae ;
- De la photocopie du diplôme.

Au plus tard le **30 AOUT 1988**, dernier délai, le cachet de la poste faisant foi, à la :

DIRECTION DU PERSONNEL DÉPARTEMENTAL

1<sup>er</sup> Bureau - Recrutement

2, rue Thiers, 94000 CRETEIL

Pour tous renseignements, contacter le 43-99-84-00, p. 44-14.

STÉ DÉPARTEMENTALE  
D'AMÉNAGEMENT ET  
DE CONSTRUCTION  
EST PARISIEN

RECHERCHE  
**RESPONSABLE  
SERVICE MARCHÉS**

3<sup>e</sup> cycle universitaire, travaux publics ou équivalent, diplôme G.M., poste à pourvoir immédiatement.

Mons. Env. lettre et C.V.

SODERAT 88

8-22, rue de Châteauneuf

93000 BOBIGNY

Pr. et ass. Ingénieurs agencés

rue de la République

Tél. : 43-99-84-00

34033 Montesson Cedex 1

INVESTISSEZ 0,73 F !

C'est le prix de votre appel

— un organisme important dans un marché porteur ;

— un métier passionnant ;

— une formation ;

— une rémunération attractive ;

— une sécurité d'emploi.

46-00-34-03 Poste 118.

SOCIÉTÉ D'ÉTUDES ÉCONOMIQUES ET URBAINES

recherche

ARCHITECTE

URBANISTE

CONFIRMÉ(E)

Env. a.v. et prétentions à :

URBASCOPE

8, rue d'Alsace, 75012 Paris.

secrétaires

GROUPEMENT

INTERNATIONAL

DE BANQUES

RECRUTE

SECRÉTAIRE

DE DIRECTION

BILINGUE

langue maternelle anglaise, autonome et responsable

Importance :

Env. lettre manuscrite et a.v.

ans n° 8710

LE MONDE PUBLICITÉ

8, rue Montreuil, 75007 Paris.

LA VILLE DE COMPIÈGNE-SAINTE-HONORINE (Yvelines)

RECRUTE

### UN INGENIEUR SUBDIVISIONNAIRE

chargé, sous l'autorité du directeur des services techniques, du service de l'urbanisme regroupant la voirie, l'aménagement et les espaces verts.

PROFIL :

• Être Ingénieur de formation et disposer d'une expérience professionnelle confirmée dans ce secteur d'activité ;

• Aptitude à l'encadrement ;

gérer et d'animer un effectif de 50 personnes ;

• Capacité de dialogue, de proposition, d'attention envers les objectifs des élus et de leur conseil ;

Les candidatures sont à adresser par lettre manuscrite avec C.V. à :

Monsieur le Maire, 65, rue Maurice-Barthelemy, 78702 Compiègne-Sainte-Honorine.

Société d'études et de gestion de voirie urbaine

recherche d'ingénieurs

CADRE FINANCIER

diplômé

Métier : économique / équ.

Envoyer a.v. à : CADROD

S. r. l. 1, rue de la République, 75001 Paris

qui transmettra.

propositions

diverses

PART. VEND

cette à vendre : Louis XV

complète (bureau + table +

guéridon + chaises).

Le matin : 43-54-55-04.

ONDS PROBLÈMES

CONCURRENCE CONTRAITS

FUTURS DIVERS

APPELÉ LA SOLUTION

93-64-00-08.

DEMANDES

D'EMPLOIS

H 37 a., exp. presse mar-

seille et quotidienne, rich.

poste red. chef techn.

Entre sous le n° 8034

LE MONDE PUBLICITÉ

8, rue de Montreuil, 75007 Paris.

Jeune fille 23 ans

cosmétique

Tél. : (1) 40-46-15-40.

J.H. 29 ans BAC 02, 9 ans

d'expérience, rich. poste

acc. dans la comptabilité.

Tél. 42-71-13-50

sp. 18 h ou répond. téléph.

Jeune homme 23 ans

cherche emploi stable

d'ACHETEUR

EN MATÉRIEL

Expér., bonne élocution,

bon contact

Env. lettres manuscrites

Tél. 43-99-84-00

(sur réponse)

## L'IMMOBILIER

appartements  
ventes7<sup>e</sup> arrdtBORDC 160 m<sup>2</sup>6 p., 100 m. pierre de t. 5<sup>e</sup> ét.

acc. calme, soleil, balcon

EXCLUSIVITÉ GARIE

Tél. : 46-87-22-88.

82

Hauts-de-Seine

BOULOGNE

Apt. r.d.s. clair, interph.

33 m<sup>2</sup>, 100 m. 2 ch., 2 s.,Deuxième étage, 150 m<sup>2</sup> s/p

DE HAVILLAND 46-02-60-60.

locations

non meublées

offres

Paris

COURBOIS, 5 m. mètre

P. de LEVALLOIS et gara.

Deuxième étage, 150 m<sup>2</sup> s/p100 m<sup>2</sup> s/p, 150 m<sup>2</sup> s/p10 p., 250 m<sup>2</sup> s/p

part. payée entièrement

de 15 m. 15 m. 15 m.

IMMOBILISABLE, 400 m.

GOLF DE POUILLIGNY à

8 km. AFFAIRE SÉRIEUSE

TOUTE L'ÉQUIPE vendue très

dessous de sa valeur

France Conseil 46-02-60-60.

PROCHE CHATEAU AMET

superbe maison 475 m<sup>2</sup> +

2,5 ha de terrain, terrain

luxueux, piscine, piscine

à 200 000 F, réf. 185.

A. Korbis s.a. 43-70-88-88.

PRÈS MEULAN 20<sup>e</sup> Paris

belle demeure de plain-pied

construite en 1875 s/p

boisé de 8 000 m<sup>2</sup> s/p

sejour, salon, bureau, 3 ch.

cuis., très moderne, sdr.

3 780 000 F, réf. 105.

A. Korbis s.a. 43-70-88-88.

LE PETIT LUXE maison du

XIV<sup>e</sup> s., 220 m<sup>2</sup> habit.,8 700 m<sup>2</sup> de veranda, 3 s.

récep., 8 ch., 3 300 000 F,

réf. 130, A. Korbis s.a.

43-70-88-88.

bureaux

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL

DOMICILIATIONS

SARL - RC - RM

Constructions de sociétés

Démarches et tous services

Permanent téléphonique

43-55-17-50.

DOMICILIATION &amp;

bureaux, films, téléphone

ABECO 42-94-95-28.

## UNIVERS DE LA GESTION



B.P.ROP

UNE ÉNERGIE NOUVELLE EN FRANCE

### RESPONSABLE DU SERVICE COMPTABILITE GENERALE

Avec un chiffre d'affaires de 800 millions de francs, des actifs gérés excédant les 10 milliards et plus de 200 000 clients, la B.P.ROP (Banque Populaire de la Région Ouest de Paris) recherche le RESPONSABLE DE SON SERVICE COMPTABILITE GENERALE.

Agé d'environ 30 ans, titulaire d'un DECS complet (ou en cours), vous bénéficiez d'une expérience de 3 ou 5 ans de comptabilité bancaire.

Vous êtes ouvert à l'utilisation de la micro-informatique et convaincu qu'il s'agit d'un outil de productivité dans la réalisation des traitements comptables ; vous êtes capable d'organiser et d'animer une équipe et d'apporter

aux autres services de la Banque l'assistance nécessaire pour une bonne exploitation du système comptable.

Vous possédez, en outre, de solides connaissances en fiscalité d'entreprise et vous manifestez un intérêt pour les processus de comptabilité budgétaire.

La classification et la rémunération attachées à ce poste s'inscrivent dans un contexte d'évolution attractif.

Poste basé à SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES.

Merci d'adresser lettre manuscrite, curriculum vitae, photo et prétentions, à B.P.ROP - Direction des Relations Humaines - 8, avenue Newton - 78183 SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES Cedex.



# Economie

## SOMMAIRE

■ Le projet de budget pour 1989 est marqué par une reprise des dépenses de l'Etat qui ne laissera pas de place à la baisse de l'impôt (lire ci-dessous). ■ Pour l'industrie, les dépenses prévues pour la

prochaine loi de finances resteront globalement stables par rapport à 1988 (lire ci-dessous). ■ Le système de formation en alternance n'a-t-il pas été détourné de son objet ? De

nombreux abus sont signalés (lire page 17). ■ Dans les médias, le groupe Murdoch poursuit son développement : le principal hebdomadaire américain de télévision tombe dans son escarcelle (lire ci-contre).

## La préparation du budget 1989

# M. Rocard veut réhabiliter la dépense publique

Globalement, l'équipe de M. Michel Rocard tente de réhabiliter la dépense publique. La rigueur, puis la vague libérale avaient contribué à ternir, dans l'opinion, l'image des interventions de l'Etat. Un gouvernement digne de ce nom se devait de faire reculer l'Etat, de diminuer son poids dans tous les domaines de la vie économique et sociale. Pour la première fois depuis plus de trente ans, M. Balladur avait présenté pour 1987 un budget dans lequel les dépenses progressaient moins vite que les prix. L'opération, renouvelée en 1988, avait en fait été rendue possible par les privatisations, une partie des dépenses progressaient moins vite que les prix. L'opération, renouvelée en 1988, avait en fait été rendue possible par les privatisations, une partie des dépenses progressaient moins vite que les prix.

Avec le budget 1989, le gouvernement de M. Michel Rocard rompt avec cette logique. De manière à permettre à l'Etat d'assurer ses missions, ses dépenses augmentent sensiblement. Après plusieurs années de baisse, les effectifs de l'administration seront stabilisés avec une importante redistribution entre les différents services de l'Etat. Enfin, une très nette affirmation des priorités se traduit par une forte augmentation des dépenses autorisées dans les secteurs définis par le président de la République dans sa Lettre aux Français : l'éducation, l'emploi, la solidarité, la recherche et la culture.

### Stabilisation des effectifs

Le total des dépenses définitives de l'Etat devrait atteindre 1 164 milliards de francs en 1989. Elles sont à structures comparables, en hausse de 4,6 % en valeur. Compte tenu d'une prévision de croissance du produit intérieur brut de 3 % en valeur, le poids des dépenses publiques dans la production ne devrait donc pas se modifier sensiblement. L'hypothèse d'une hausse des prix de 2,6 % ayant été retenue, les dépenses de l'Etat devraient augmenter l'an prochain de 2 % environ en volume. Cette évolution traduit une rupture par rapport aux deux années précédentes, puisque les dépenses de l'Etat avaient stagné en volume, du moins dans la présentation qu'en avait faite le gouvernement d'alors.

La hausse prévue pour 1989 est liée en particulier à la réintégration au sein des dépenses définitives d'éléments que le gouvernement précédent avait soit sortis du budget général, soit sous-estimés. Parmi les premières, le gouvernement a réintégré les dotations en capital aux entreprises publiques (4 milliards de francs en 1989, hors Renault) dans les charges communes du ministère de l'Economie, des finances et du budget. Parmi les dépenses sous-estimées, il compte

### M. Stasi est hostile à l'obstruction parlementaire systématique

M. Bernard Stasi, vice-président du Centre des démocrates sociaux (CDS), s'est déclaré hostile à une « obstruction systématique » lors de la discussion du budget à l'Assemblée nationale. Une telle obstruction, a-t-il dit, pourrait « acculer le gouvernement à passer sous les fourches caudines du Parti communiste ».

Dans un entretien accordé au Journal du dimanche, le 7 juillet, M. Stasi ajoute, à propos de l'impôt sur la fortune : « Nous sommes prêts à ne pas voter contre, à condition qu'il ne touche pas l'outil de travail et qu'il soit provisoire, c'est-à-dire que l'on procède, avant 1993, à une mise à plat de toute l'imposition sur le capital afin de ne pas déclencher une fuite des capitaux vers les autres pays européens ».

Interrogé sur l'accord conclu le 26 juin à Matignon sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie, M. Stasi espère que « la logique du dialogue continuera à l'emporter » et juge « indécents ceux qui se réjouissent [de ses] difficultés de mise en œuvre. On ne doit rien faire, rien dire qui pourrait en rendre plus difficile encore l'application. Ce serait criminel », estime M. Stasi.

Réagissant aux propos du vice-président du CDS, l'Humanité observe, lundi 8 août, que « tous ceux qui ont voté en mai dernier pour empêcher la droite de rester au pouvoir veilleront certainement à ce qu'elle ne tente pas de perpétuer celui-ci par un usage dangereux des fourches de M. Stasi ».

M. Michel Rocard a envoyé, vendredi 5 août, aux différents responsables ministériels leur lettre-plafond pour la préparation du projet de loi de finances de 1989. A l'issue d'une série d'arbitrages rendus par le premier ministre, ces lettres-plafond fixent le montant des dépenses autorisées pour chaque ministère. Une première phase dans la préparation du budget 1989 est ainsi achevée : celle concernant les dépenses de l'Etat. Elle révèle une inflexion très sensible par rapport à la politique budgétaire du gouvernement précédent, mais également une orientation différente de celle suivie par les gouvernements socialistes entre 1983 et 1986.

notamment celles nécessaires pour le financement de la COFACE.

L'augmentation des dépenses résulte également du gonflement des charges de la dette publique : ce poste sera doté l'an prochain de 13 à 14 milliards de francs supplémentaires. Rue de Rivoli comme à Matignon, on ne manque pas de souligner cette forte progression pour justifier à nouveau l'obligation qu'a le gouvernement de limiter à 100 milliards de francs en 1989 le déficit budgétaire.

### Educations, recherche, emploi

La volonté de stabiliser les effectifs employés par l'Etat constitue la seconde originalité du projet de budget. Depuis 1983, les gouvernements successifs se sont efforcés de réduire l'emploi dans la fonction publique. En 1988 encore, le budget prévoyait des suppressions nettes de treize mille emplois. Pour 1989, le gouvernement de M. Michel Rocard table sur une stabilisation des effectifs accompagnée d'une profonde redistribution entre les différents services de l'Etat. Les priorités sont nettement affirmées. Le secteur éducatif dans son ensemble (éducation nationale et enseignement supérieur) devrait bénéficier de la création de douze mille cinq cents à treize mille postes (surtout dans l'enseignement secondaire). Les autres secteurs ayant obtenu la création nette de postes supplémentaires sont la recherche (environ neuf cents emplois nouveaux de chercheurs, techniciens et personnels administratifs) et l'administration pénitentiaire. La plupart des autres ministères (notamment la

défense, les postes et télécommunications...) devront poursuivre leurs efforts de réduction d'effectifs.

Les choix budgétaires traduisent enfin une très forte affirmation des priorités fixées par M. François Mitterrand et retenues par le gouvernement de M. Michel Rocard. Les secteurs prioritaires (éducation, recherche, emploi) sont bien servis, ainsi que la culture, les DOM-TOM et l'aide au développement.

L'engagement du président de la République visant à augmenter de 4 milliards de francs les crédits de l'éducation nationale, est tenu. Le budget de M. Lionel Jospin augmentera de 5,5 %. Il disposera ainsi de 11 milliards de francs de crédits nouveaux (219,3 milliards en 1988). Afin d'assurer la poursuite du traitement social du chômage et de soutenir la politique de l'emploi et de la formation, le ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle pourra augmenter ses dépenses de 12 %. Le ministère de la solidarité, chargé de la mise en place du revenu minimum d'insertion, bénéficiera à ce titre d'une dotation supplémentaire de 6 à 7 milliards de francs.

Autre priorité, la recherche bénéficie d'un effort public important. Elle avait été sacrifiée sous le gouvernement précédent. Le budget civil de recherche et développement — en baisse en 1987 et 1988 — augmentera de près de 3 milliards de francs en 1989 (plus 7,6 %) pour atteindre 42,3 milliards de francs. Comme M. Hubert Curien, le ministre de la recherche, M. Jack Lang, le ministre de la culture, fait partie des responsables avantagés. Les dépenses du ministère de la culture, de la communication et des grands travaux devraient pouvoir pro-

gresser de 12 %. Cette augmentation doit permettre le financement non seulement des grands travaux du président — et en particulier les premiers crédits pour la plus grande bibliothèque du monde promise par M. Mitterrand, le 14 juillet dernier, mais également le financement d'une partie des dépenses liées à la fête du bicentenaire de la Révolution et de nouvelles actions dans le domaine culturel.

Le soutien économique promis à la Nouvelle-Calédonie, notamment, se traduit par une augmentation de 12 % des dépenses du ministère des départements et territoires d'outre-mer.

### Peu de baisses d'impôt

Les autres grandes administrations enregistrent en général des progrès de leurs dépenses inférieures à la moyenne, ce qui ne devrait cependant pas remettre en question, selon Matignon, les programmes pluriannuels prévus. Pour le ministère de la défense, la loi de programmation prévue sera finalement respectée. Chez M. Chevènement, on affirme cependant que « tout n'est pas encore arrêté ». Au ministère de l'intérieur, l'augmentation des dépenses de 3 % permettra d'assurer la poursuite de la mise en œuvre du programme de modernisation de la police. Les dépenses du ministère de l'agriculture augmenteront de 3,5 %. Enfin, le budget des transports et de la mer devrait faire ressortir de gros efforts dans le domaine de la sécurité aérienne et routière.

Des dépenses en légère hausse et des priorités très nettement affirmées tant dans l'affectation des crédits nouveaux que dans la redistribution des effectifs prévus : M. Michel Rocard a fait, dans son premier budget, des choix qui tranchent sensiblement avec ceux du gouvernement précédent. A son retour de vacances, il lui faudra faire des choix sur le volet « recettes ». Compte tenu de sa volonté de limiter à 100 milliards de francs le déficit — un objectif qu'avait fixé le gouvernement précédent — ses marges de manœuvre sont faibles. Il y aura sans doute peu de baisses d'impôt l'an prochain. Celles-ci ne porteraient en tout état de cause que sur la TVA ou sur l'impôt sur les sociétés.

ERIK ZWABELWICZ

# L'industrie n'est toujours pas une priorité

Que l'Etat retrouve en rôle dans l'industrie et que son ministère en soit l'acteur : pour M. Roger Fauroux, ancien PDG de Saint-Gobain devenu ministre, le libéralisme radical aux entreprises n'est pas proportionnelle à l'effacement de la puissance publique. Bien au contraire, « en Allemagne comme aux Etats-Unis (...) je suis frappé de la conviction (...) entre chefs d'entreprise et autorités politiques. Cela n'existe pas en France, mais il faut le développer », avait-il déclaré, aussitôt nommé (le Monde du 17 mai).

Cette conviction, selon M. Fauroux, doit s'appliquer différemment selon la taille des entreprises. Pour les grands groupes, qui sont à peu près tous sortis de la crise et abordent une phase de redéploiement, le ministre voudrait que cela passe par des contacts réguliers. « Que leurs dirigeants n'aient pas uniquement Rue de Rivoli comme c'était devenu le cas sous M. Mitterrand, mais retrouvent le chemin de la Rue de Grenelle », indique-t-on dans son entourage.

Cela doit être le cas en particulier pour les groupes toujours nationalisés — dont le ministre assure la tutelle (Thomson, Bull, Pechiney...) — avec lesquels M. Fauroux va signer de nouveaux contrats de plan sur trois ans, dont la pratique avait été abandonnée dès 1984. Toutes ces entreprises ont une planification, il est naturel que l'actionnaire en discute avec elles tout en leur préservant une totale autonomie de gestion.

Dans le même esprit, M. Fauroux a proposé au gouvernement de porter de trois à cinq ans, une fois ceux en cours expirés, les mandats des PDG des sociétés nationalisées.

Pour remplir son devoir d'actionnaire, M. Fauroux a obtenu — compte non tenu de Renault — 4 milliards de francs de dotation en capital, qui comprennent 430 millions destinés aux sociétés de conversion mais non le milliard et demi du Fonds d'intervention sidérurgique (FIS) qui sera pris sur une autre ligne budgétaire. La répartition de ces 4 milliards, qui relèvent de la Rue de Rivoli, se fera ultérieurement selon les besoins des entreprises nationalisées et conjointement entre MM. Bérégovoy et Fauroux.

Quant à la Régie Renault, que le ministre souhaiterait ôser d'Etat d'un coup sans en modifier pour l'heure le statut — un message qui aura du mal à passer à Bruxelles — elle exige, à elle seule, 9 milliards de francs en sus des 3 milliards déjà mis en réserve par M. Balladur : ceux-ci vont être versés : pour le reste, le calendrier et les modalités (caisse d'amortissement ou autres...) seront décidés dans les prochains mois.

### Les PME encouragées

Dans le budget 1989, M. Fauroux devrait également obtenir une somme non encore précisée mais d'au moins 100 millions de francs pour de grands projets technologiques. Destinés aux grandes entreprises, publiques ou privées, cet « Eurêka à la française » s'inscrit dans le cadre du budget civil de recherche et développement (BCRD) géré par M. Curien, ministre de la recherche. Une procédure budgétaire supprimée par M. Chirac de 1986 à 1988, mais réintroduite par M. Rocard pour 1989. Ces projets, initiés par plusieurs industriels qui s'entendent, forment l'objet de soutien public significatif, par lots d'environ 100 millions de francs.

Les PME, second axe de « croissance » entre l'Etat et l'industrie, émergent à plusieurs postes au sein du budget de M. Fauroux. Instruit par son expérience de Saint-Gobain Développement, qui encourageait les PME sur les sites restructurés par le groupe, le ministre voudrait promouvoir cette action locale, mais en profondeur, par le biais des structures régionales de l'industrie. Une sorte de travail « dentelle » qui s'apparente à un traitement économique de l'emploi et qui utilise des procédures déjà existantes, qu'il faudra financer plus largement.

Entrant dans ce cadre d'abord les crédits de politique industrielle (440 millions de francs en hausse de 10 %), dont une bonne moitié ira aux fonds régionaux d'aide au conseil (FRAC) et l'autre à la procédure MECA (aide à l'autonomisation). Ensuite, le Fonds de redéploiement industriel — une nouveauté — doté de

100 millions de francs, destiné aux basses d'emploi en crise dont le ministre délégué, M. Chérogue, a la charge. Enfin, des crédits supplémentaires de 250 millions de francs (partie incluse dans le budget civil de BCRD) qui iront à l'aide à l'innovation distribuée par l'Agence pour la valorisation de la recherche (ANVAR) et à l'encouragement des centres techniques qui signent des contrats d'études avec des industriels. Un moyen de stimuler la recherche industrielle que l'on sait insuffisant.

En dehors des crédits pour la normalisation, qui passent de 250 à 307 millions de francs dans la perspective de l'Europe de 1993, les autres postes du budget sont sans surprise. On y voit ainsi la baisse progressive de 350 à 100 millions des crédits pour la Lorraine et des crédits pour la construction navale qui tombent de 1,5 milliard à 500 millions en raison de la non-reconstruction des soutes pour la Normandie et du relais pris en partie par le ministère de la défense, avec plus de 320 millions de francs, pour les six frégates commandées aux chantiers Alsthom de Saint-Nazaire par la marine nationale, et peut-être un autre navire militaire.

### Globalement stable

Au total, le budget de M. Fauroux reste globalement stable (hors BCRD) par rapport à 1988 (17,5 milliards). Les autorisations de programme baissent de 2,8 milliards à 1,9 milliard. On regrettera que les crédits de la politique industrielle, limités par M. Chirac (1,9 milliard en 1986, 1,2 milliard en 1987, 400 millions en 1988) n'aient pas été remis à flot. La rigueur budgétaire (notamment le déficit à 100 milliards) mais aussi très certainement la consommation des socialistes par la doctrine du « moins d'Etat » — une victoire posthume pour M. Madelin — ont empêché le ministre d'obtenir plus pour la politique industrielle. Celle-ci apparaît pas, qu'on le veuille ou non, comme une priorité gouvernementale.

CLAIRE BLANDIN et ERIC LE BOUCHER

## COMMUNICATION

### En achetant les éditions Triangle

# M. Murdoch acquiert le plus gros hebdomadaire de télévision américain

L'affaire a été négociée secrètement pendant un mois, conclue le 6 août à Los Angeles et annoncée le lendemain par un simple coup de téléphone à New-York. M. Rupert Murdoch s'est engagé à acquiescer pour 3 milliards de dollars (18 milliards de francs) le groupe d'édition Triangle, propriété de M. Walter Annenberg, ancien ambassadeur des Etats-Unis à Londres sous la présidence de M. Richard Nixon.

Le contrat, qui doit encore être officialisé par la signature des deux hommes, est l'un des plus importants jamais conclus dans le secteur des médias depuis le rachat de la chaîne ABC par Capital Cities pour 3,5 milliards de dollars. Mais, de l'aveu même de M. Murdoch, « Triangle est un des groupes de presse les plus rentables et les plus recherchés au monde ». Il édite en effet, depuis 1952, *TV Guide*, le plus célèbre hebdomadaire de programmes de télévision américaine, diffusé à plus de 17 millions d'exemplaires, et qui rapporte la bagatelle d'environ 75 millions de dollars par an.

Triangle publie aussi deux autres magazines fort rentables, *Seventeen Magazine* et *Daily Racing Form*. Ils vont désormais rejoindre l'abondant

catalogue de M. Murdoch, qui comprend notamment *New York Magazine*, *Star*, *New Woman*, *European Travel and Life*, ainsi que les versions américaines de *Elle* et *Prêt-à-porter*. Le milliardaire possède aussi aux Etats-Unis deux quotidiens et sept grandes stations de télévision, qui lui permettent de couvrir plus de 80 % des foyers. C'est en rappelant l'existence de ce réseau que des groupes de pression ont immédiatement réagi à la vente de Triangle, incompatible, selon eux, avec la loi antitrust. Ainsi, pour les responsables de Media Access Project, une association de consommateurs spécialisée dans la communication, « la propriété combinée de *TV Guide* et d'un réseau de télévision risque de nuire aux intérêts des stations indépendantes de télévision, pour lesquelles l'hebdomadaire est un support essentiel de promotion et de publicité ».

M. Annenberg, lui, s'est félicité de voir ses publications passer aux mains de M. Murdoch. Agé de quatre-vingts ans, il compte consacrer le reste de ses jours « à l'éducation et à la philanthropie ». M. Annenberg est un mécène particulièrement important dans le domaine des médias. Il finance, notamment, une école de communication de l'université de Pennsylvanie et a consacré plus de 150 millions de dollars au financement de la télévision publique et éducative PBS.

J.-F. L.

### En Grande-Bretagne

# BET revend la société d'édition Argus à ses cadres

Le groupe britannique BET a vendu sa société d'édition Argus Press à une nouvelle société formée par une équipe de cadres de sa direction, soutenue par un groupe d'investisseurs internationaux conduits par Charterhouse Development Capital. La transaction a atteint un montant de 206,7 millions de livres sterling (2,67 milliards de francs).

C'est au mois d'avril dernier que BET avait mis aux enchères Argus Press, qui, avec plus de cent cinquante magazines, quatre-vingt-cinq journaux locaux et cent vingt livres spécialisés, constitue l'un des groupes d'édition britanniques les plus importants. Plusieurs groupes de maisons d'édition internationales avaient aussitôt manifesté leur intérêt, parmi lesquelles M. Robert Maxwell lui, fin juillet, avait fait une offre de 175 millions de livres.

Le directeur général de BET, M. Nicholas Willis, s'est finalement déclaré « ravi » d'avoir pu réaliser la vente en faveur d'un groupe de reprise par les salariés. BET participera d'ailleurs aussi à l'opération à hauteur de 13,2 millions de livres, ce qui lui apportera 6 % du capital de la compagnie. La cession, qui deviendra effective au mois de septembre, est la plus importante réalisée par le groupe britannique dans le cadre de sa politique de restructuration sur ses activités principales de services industriels et de construction.

## ENERGIE

### Au Japon

# De nouvelles taxes fiscales vont affecter le raffinage pétrolier

La nouvelle taxation des produits pétroliers appliquée au Japon à compter du 1<sup>er</sup> août va sérieusement affecter les sociétés de raffinage, jusqu'ici très protégées, et accélérer la restructuration du secteur. Le gouvernement japonais a remplacé l'ancienne taxe, basée sur la valeur des produits, dont le rapport avait fortement chuté après la baisse des prix de 1986, par une taxe fixe basée sur le volume. L'approche de cette réforme fiscale avait incité les compagnies nippones en juillet dernier à accroître leurs achats et leurs stocks.

Le prélèvement supplémentaire imposé au secteur pétrolier va plus que doubler pour atteindre environ 280 milliards de yens (13,3 milliards de francs), soit plus que les bénéfices réalisés l'an dernier par les douze compagnies nippones (250 milliards de yens). Les compagnies pourront, certes, répercuter la majeure partie de cette charge sur les consommateurs, mais l'essence est déjà très chère et les clients industriels, jusqu'ici privilégiés, tendent à accepter les hausses nécessaires. Il est donc probable que les bénéfices des compagnies seront affectés, ce qui devrait accélérer la restructuration du secteur et favoriser l'implantation de compagnies étrangères, jusqu'ici absentes à l'exception des majors américaines.

Le produit de la nouvelle taxe doit permettre de financer partiellement l'augmentation des stocks stratégiques prévus par le gouvernement d'ici à 1993, afin de les porter à quatre-vingt-dix jours de consommation.

**AIR FRANCE**

prend la parole  
aux  
1<sup>res</sup> Journées Prospectives  
du journal  
**Le Monde**  
11, 12, 13 Octobre 1988 à l'UNESCO  
Tél. (1) 47.53.70.70



# Économie

## SOCIAL

### Les abus de la formation en alternance

## Les mesures en faveur de l'emploi des jeunes ont été détournées de leurs objectifs

Entre le 1<sup>er</sup> juillet 1986 et le 30 juin 1987, 1 131 295 jeunes ont été recrutés à la faveur des mesures spécifiques du plan d'emploi des jeunes, selon un bilan publié par les *Dossiers statistiques du travail et de l'emploi*, publiés par le ministère du travail. Au cours de cette campagne 1986-1987, 607 668 jeunes ont été recrutés pour une formation en alternance : 277 768 en stage d'initiation à la vie professionnelle (SIVP), 298 182 en contrats d'adaptation et 31 718

en contrat de qualification. Par rapport à la campagne précédente 1985-1986, « le nombre de recrutements en SIVP a été multiplié par 2,8, celui des contrats d'adaptation par 4,4 et celui des contrats de qualification par 4,8 ». Par ailleurs, 442 040 embauches de jeunes ont été réalisées au titre de l'exonération de 25 % des cotisations sociales et 82 587 autres, au titre de l'exonération à 50 %.

Ce bilan intervient au moment où M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail et de l'emploi, prépare un remodelage du système de formation en alternance, critiqué par les partenaires sociaux. La CGPME et le CNPF ont reconnu certains abus. La CFDT, FO, la CFEC et la CGC ont demandé d'urgence des modifications, tandis que la CGT a réclamé la suppression pure et simple des SIVP et, accessoirement, des TUC.

supérieur ou égal au baccalauréat au détriment de l'embauche naturelle.

Mais c'est surtout l'usage fait de la formation, rémunérée à raison de 50 F l'heure pour l'employeur, qui donne la mesure de la déviation. En 1985-1986, la durée moyenne s'élevait à 408 heures, alors que le contrat prévoyait un minimum de 200 heures. Sur tout, la moitié de ce temps de formation se déroulait dans l'entreprise, sur le poste de travail lui-même, dans trois cas sur quatre, ce qui doit correspondre à quelques détournements.

Tout cela explique les réserves actuelles des partenaires sociaux et que, au vu de certains excès, M. Séguin ait, de circulaire en dispositif réglementaire, apporté quelques corrections. Aujourd'hui, et beaucoup en conviennent, il serait temps d'aller plus loin. Les décisions de M. Jean-Pierre Soisson sont, de ce point de vue, particulièrement attendues.

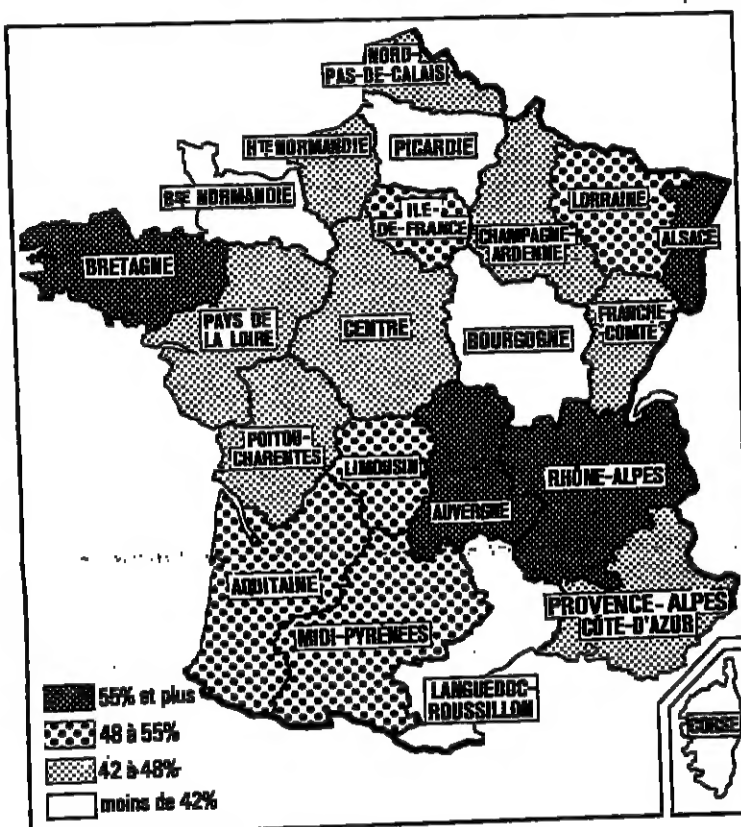
### Des choix difficiles

Pour autant, les choix ne sont pas faciles à opérer, même si, comme M. Michel Delebarre, son prédécesseur, le ministre du travail entend privilégier la « qualité » même au détriment de la quantité. Il ne saurait être question de remettre en cause les fondements de la formation en alternance ou les exonérations des charges sociales accordées. La permanence d'un système fait beaucoup dans son succès.

Comment faire, dans ces conditions ? Le premier à s'exprimer M. André Leignel, secrétaire d'Etat à la formation professionnelle, envisage l'instauration de quotas (le Monde du 29 juillet) pour faire rentrer la formation en alternance dans le lit qu'elle n'aurait jamais dû quitter. Quant à M. Gérard Vandendorpe, directeur général de l'ANPE, il confie récemment que les branches professionnelles pourraient tenter de « moraliser » les pratiques en la matière, afin d'éviter « un dumping social ». « Pour limiter les conséquences d'une concurrence sur ce terrain, elles pourraient définir la place des jeunes dans les entreprises du secteur et s'accorder sur la politique à suivre », disait-il. « L'idéal serait une forme de contrôle social, plutôt qu'une réglementation de la formation en alternance ou une intervention de l'Etat ».

Des exemples existent en ce sens. Dans le Nord-Pas-de-Calais, en Lorraine, mais aussi dans le Cor-

### Plan pour l'emploi des jeunes



Formation en alternance et embauche avec exonérations sociales en pourcentage du nombre des chômeurs de moins de vingt-cinq ans

ce qui concerne les SIVP. Mis en place à l'issue de l'accord signé entre les partenaires sociaux en octobre 1983, à l'exception de la CGT, ils sont de loin la formule la plus décrite.

Prévu pour venir en aide à l'insertion de jeunes sans diplômes et peu qualifiés (c'est-à-dire au-dessous du niveau CAP) ou à la recherche d'un emploi depuis six mois, le SIVP ne rassemble qu'à peu près un tiers de personnes correspondant au public visé. En stock, les titulaires d'un CAP ou d'un BEP restent largement sur-représentés (plus de 58 % des SIVP) et les jeunes ayant le niveau bac ou au-delà sont encore plus de 20 000 au deuxième trimestre 1987. Il y a même 3 680 SIVP qui ont un niveau égal ou supérieur à bac + 2 ans. Le recensement vers des populations fragiles, écrit M. Gatteau, « semble amorcé mais encore timide ».

### Formation au second plan

Alors qu'à la fin 1987, en stock, 103 000 jeunes étaient en SIVP dans les entreprises, on observe plusieurs phénomènes qui sont préoccupants. Ce sont les petites entreprises, de préférence aux grosses, qui recrutent des SIVP. Le plus souvent, ces mêmes sociétés se distinguent déjà par leur important taux d'emplois précaires et celui des jeunes. Elles consacrent peu d'argent, en temps ordinaire, à la formation de leur personnel et se situent, quand leur activité est industrielle, dans les secteurs où les pertes globales d'emplois sont régulières. Le recrutement de SIVP correspond alors à des périodes d'essai, à la recherche de salariés au moindre coût. Les stagiaires se substituent aux embauches sous contrat à durée déterminée ou aux emplois saisonniers.

Tandis que, de 1985-1986 à 1986-1987, le nombre de contrats SIVP signés a progressé de 184 %, on assiste à une concentration dans certaines branches. Les services marchands, surtout les associations, ont vu croître leurs effectifs SIVP de 730 %, l'agriculture de 340 %, les hôtels-café-restaurants de 337 % et

cupation de la formation est passée au second plan, derrière l'impératif de gestion de la main-d'œuvre. Ces données confirment une étude de M. Gatteau publiée en juin par la revue de l'ANPE (1). Il en ressort que 3,5 % des SIVP se concluaient par un contrat d'adaptation, étape suivante de l'insertion, les résultats obtenus par les anciens stagiaires à l'issue de leur période de formation étant plus que modestes.

A la fin de 1987, moins de la moitié des SIVP (46,7 %) avaient trouvé une intégration dans un emploi, « même provisoire », entre le contrat à durée déterminée, l'intégration et le contrat d'adaptation. Près de 30 % étaient retournés au chômage, les autres étant en formation (5,2 %) dans un autre SIVP, un TUC, retournés à l'insertion ou au service militaire. « On peut d'interroger sur la profondeur et l'avenir de l'axe SIVP-contrat d'adaptation », écrit M. Gatteau, qui, parallèlement, constate que les sorties du dispositif vers un emploi stable « représentent moins de 30 % des embauches à la fin de l'année ».

Encore faut-il être prudent car des disparités apparaissent. Proportionnellement, les grosses entreprises maintiennent moins que les petites une relation de travail avec les anciens SIVP alors que, dans neuf cas sur dix, l'embauche a lieu chez l'employeur où le jeune a effectué son stage. Les jeunes étrangers se réinsèrent plus difficilement que les Français : les plus qualifiés, déjà avantagés par la formule, bénéficient d'un atout supplémentaire, et, enfin, ceux qui étaient chômeurs auparavant sont renvoyés plus fréquemment que les jeunes dont c'était la première expérience professionnelle.

Ces abus révélés dans le cas des SIVP se retrouvent pour les bénéficiaires du contrat d'adaptation (du fait de leur faible nombre les caractéristiques des contrats de qualification ne sont pas significatives). Là encore, on assiste à une « forte sélectivité » dans le recrutement. Plus de 28 % des jeunes recrutés selon cette formule ont un niveau

## REPÈRES

### Canal de Suez

Un projet pour élargir la voie d'eau

La Banque mondiale et le Fonds arabe pour le développement économique ont accepté de financer une étude de faisabilité, pour 2 millions de dollars, pour élargir et approfondir le canal de Suez, à l'indiqué, le samedi 6 août, l'administration du canal. Ce projet constituerait la seconde phase des travaux d'agrandissement du canal, commencés en 1975. La capacité maximale des navires autorisés à l'embarquer serait alors portée de 150 000 à 280 000 tonnes.

la conjonction, ajoute que, globalement, le rythme de création d'emplois dans les médias artistiques du bâtiment s'accroît : la progression, qui était de 2,5 % en rythme annuel à la fin 1987, est aujourd'hui de 4,2 %. Dans certaines régions, toutefois, par exemple le Nord-Pas-de-Calais, la conjonction reste mauvaise.

### Pétrole

Forte hausse de la production en juillet

La production de pétrole a fortement augmenté dans le monde en juillet, en dépit de l'accident de la plate-forme Piper-Alpha en mer du Nord qui réduit la production britannique de 200 000 barils-jour, estime l'Agence internationale de l'énergie dans son bulletin mensuel de statistiques. La production de l'OPEP a atteint 18,8 millions de barils-jour, soit son plus haut niveau depuis le début de l'année et celle des pays extérieurs à l'organisation (y compris les exportations nettes des pays de l'Est) a également progressé pour atteindre 29 millions de barils-jour. Le résultat de ce gonflement a été une augmentation notable des stocks qui représentent cent jours de consommation, soit trois jours de plus que l'an dernier à même époque.

### Bâtiment

Très bonne conjonction pour les entreprises artisanales

L'artisanat du bâtiment a créé 15 % des emplois salariés au cours de la période allant de mars 1987 à mars 1988. Au premier trimestre 1988, pour un emploi créé dans les grandes entreprises du bâtiment, cinq ont été dans l'artisanat, c'est-à-dire dans des entreprises de moins de dix salariés. La Confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment (CAPEB), qui fournit ces chiffres illustrant une bonne tenue de

Amiens ne renonce pas au TGV. — Le conseil municipal d'Amiens, dont le maire, M. René Lamps, est communiste, réunit exceptionnellement samedi 6 août, après la décision du gouvernement d'élever Amiens dans le tracé du TGV-Nord, à voté un texte à l'unanimité. On peut y lire notamment : « Aucun argument technique n'a pu être avancé à l'encontre de notre dossier. La seule raison exprimée (les délais de réalisation) ne peut nous être sérieusement opposée (...). La promesse de concertation sur les infrastructures

ferroviaires routières et autoroutières exprimée dans le communiqué de l'Hôtel Marignan ne peut effacer notre détermination à faire valoir nos droits. Nous jugerons le moment venu les résultats de cette discussion qui, de toute façon, s'impose et ne peut être considérée comme une compensation. Le conseil municipal décide de poursuivre et d'intensifier ses actions pour que le tracé du bon sens soit retenu, et d'abord par la commission d'enquête d'utilité publique. » — (Corresp.)

## Les « exceptionnelles » de NEUBAUER

Véhicules de direction. Automobiles Peugeot, ou ex-T.T., ou reprise NB. Etat neuf garanti 1 an.

● 605 GTI 88 rouge classique	10 000 km
● 605 turbo injection 88 blanche	4 200 km
● 605 V 6 automatique T.O. client 87	39 000 km
● 605 GTD turbo 87 gris métal	48 000 km
● 605 break GTI 87 blanc	29 000 km
● 605 break GTD turbo 87 gris métal	48 000 km
● 405 MI 16 88 gris argent	16 000 km
● 405 88 88 gris winchester	7 000 km
● 205 GTI 88 13 CV T.O. gris graphite	10 000 km

227, bd Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎ 48.21.60.21

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## Les Sicav du Groupe des Banques Populaires

Des placements adaptés à vos objectifs :

SICAV ACTIONS, pour dynamiser vos placements en accédant à tous les marchés

SICAV OBLIGATIONS, pour valoriser votre capital à moyen ou long terme

SICAV COURT TERME, pour gérer vos liquidités en les gardant disponibles.

### SITUATION AU 30 JUIN 1988

SICAV	Valeur liquidative de l'action en F	Dividende distribué (montant net en F)	Actif net en MF	Performance depuis le 1.1.88 (comparé au rendement)
<b>SICAV ACTIONS</b>				
FRUCTIFRANCE	719,07	19,76	3.311,87	+ 21,4 %
PLANINTER	857,55	19,74	401,74	+ 14 %
VALOREM	487,00	11,50	495,23	+ 16 %
FRUCTIVALOR	485,88	13,75 (1987)	522,80	+ 18 %
A.A.A.*	807,06	17,78	393,28	+ 25,6 %
FRUCTIMMO**	25,15	-	176,13	+ 14,2 %
FRUCTI-ÉPARGNE**	26,33	-	95,12	+ 5,3 %
<b>SICAV OBLIGATIONS</b>				
FRUCTIDOR	242,13	4,50	1.075,23	+ 4,2 %
FRUCTI-CAP**	31,28	6,02	787,42	+ 4,3 %
SICADEN	720,14	15,00	326,34	+ 4 %
FRUCTI-PREMIÈRE	11.676,69	902,00	905,80	+ 4,7 %
FRUCTI-ÉDU	553,44	23,20	521,77	+ 2,3 %
<b>SICAV COURT TERME</b>				
FRUCTIVAR	4.209,35	2.642,69 (1)	1.828,84	+ 4,2 %
VALORG	1.574,55	37,37	850,81	+ 3,9 %
FRUCTI ASSOCIATIONS**	28,29	30,45	5.735,51	+ 3,6 %
PARNASSE VALOR	1.082,33	60,20	72,39	+ 4 %
FRUCTI COURT	111.792,68	1.812,99 (1987)	10.724,94	+ 3,6 %

\*CEA \*\*PER (1) Coupon payé avant division de la valeur liquidative par 20

**BANQUE POPULAIRE**



## Marchés financiers

## Siemens et General Electric examinent les possibilités d'un rapprochement

L'Américain General Electric et l'Allemand Siemens, respectivement numéros deux et trois mondiaux de la construction électrique, ont annoncé qu'ils menaient des contacts exploratoires afin d'examiner les possibilités de rapprochement de leurs branches spécialisées dans la construction de centrales électriques. Les contacts engagés avec General Electric sont très récents et conduits à des niveaux très élevés, a assuré M. Eberhard Posner, porte-parole de Siemens au quotidien *Wall Street Journal*, en précisant que compte tenu de la situation difficile du marché de la construction électrique, « tout le monde parle avec tout le monde ».

Les directions des deux sociétés cherchent par un éventuel rapprochement à contraindre l'avance prise par le groupe suédois Asea, qui, après sa fusion l'an dernier avec le suisse

Brown Boveri, a constitué le premier groupe mondial de construction électrique. Siemens, qui, avec sa filiale KWU, réalise un chiffre d'affaires dans cette branche d'environ 44 milliards de francs (contre 30 milliards pour General Electric), souhaite également renforcer son implantation sur le marché américain.

Le groupe allemand a déjà pris une participation aux côtés de Bosch dans une société de services aux centrales électriques et a racheté à Exxon sa filiale spécialisée dans les combustibles nucléaires. Siemens a également multiplié récemment les accords et les prises de participation outre-atlantique dans d'autres secteurs : électronique automobile (Allied-Signal), informatique (Intel), télécommunications (Advanced Micro Devices) et automatismes (Westinghouse).

## Alcatel se défait de ses filiales danoises déficitaires

Alcatel a cédé à la société américaine Bolt, Beranek et Newman (BBN), pour une somme qui n'a pas été révélée, la firme danoise Christian Rosing 1984, qu'elle contrôlait depuis la signature de l'accord CGE-ITT, au début de janvier 1987. Considérée comme l'un des fleurons de l'électronique danoise de pointe, cette société, spécialisée dans la mise au point de circuits haut de gamme destinés aux compagnies aériennes (réservations, informations, etc.), a connu, ces dernières années, une série de déficits financiers dus à des annulations importantes de commandes prometteuses, notamment de la part d'Air Canada.

Elle enregistrait pour l'exercice 1986-1987 un déficit inquiétant, qui devait amener Alcatel à prendre d'abord à son égard des mesures de restructuration : en décembre 1987, son personnel avait été ramené de six cent cinquante à quatre cents personnes (en 1984, elle employait plus de mille deux cents salariés), et, parallèlement, elle avait été rattachée, sur

Fangle administratif, à Kirk (Horsens), autre société danoise qui, elle aussi, était passée d'ITT à Alcatel.

Toutefois, la division « espace et aviation », au reste assez modeste, qui n'est pas comprise dans la transaction avec BBN demeurera sous l'égide d'Alcatel-Kirk. Pour l'instant, Alcatel ne semble pas presser à se définir aussi de Kirk, qui fabrique des téléphones sophistiqués et dont, en revanche, le chiffre d'affaires est très satisfaisant.

Alcatel avait également hérité, en 1987, 26 % du capital d'une troisième société danoise d'informatique relevant d'ITT, Regocontrol (RC), qui avait aussi de grandes difficultés à l'époque. Ces actions ont été revendues il y a quelques mois.

C. O.

## Nouveau PDG et enième plan de sauvetage pour Air Afrique

Les chefs d'Etat et de gouvernement des dix pays membres d'Air Afrique ont annoncé, dimanche 7 août à Cotonou, leur décision de poursuivre les activités de la compagnie multinationale et de confier sa direction à un nouveau PDG. Celui-ci sera choisi hors des Etats membres et « entièrement responsable de sa gestion ». Le nouveau PDG, ajoute un communiqué officiel publié à l'issue des travaux à huis clos de la 6<sup>e</sup> conférence au sommet, « sera entouré d'un conseil d'administration formé de membres désignés par les pays en raison de leur compétence et de leur expérience ».

Les chefs d'Etat ont, par ailleurs, renouvelé leur confiance au président de la Côte d'Ivoire, M. Félix Houphouët-Boigny, pour la poursuite de sa mission en vue de redresser la situation financière de l'entreprise, très lourdement endettée.

## GROUPE CEMENTS FRANÇAIS

## CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDÉ DU PREMIER SEMESTRE 1988 : + 15 %

Grâce aux excellentes conditions climatiques du début de l'année et à une activité soutenue au deuxième trimestre, les activités françaises (ciment, granulats, béton, produits en béton) ont enregistré des taux de progression de leur chiffre d'affaires compris entre 12 % et 45 %.

En Amérique du Nord, l'évolution du marché reste favorable. Dans ces conditions, le chiffre d'affaires consolidé du premier semestre augmente de 15 %. Il se répartit ainsi par activité et zone géographique :

(En millions de F)	1 <sup>er</sup> semestre 1988	1 <sup>er</sup> semestre 1987	%
Division Ciment France	2 048	1 822	+ 12
Division Amérique du Nord	986	1 040	+ 5
Granulats et autres produits	578	400	+ 45
Béton prêt à l'emploi	771	562	+ 37
Divers	356	241	+ 48
Cessions entre activités	4 739	4 065	+ 17
	- 422	- 298	
	4 317	3 767	+ 15

Le chiffre d'affaires de la Société des Ciments Français s'élève lui-même à 1 786 millions de francs contre 1 629 au premier semestre 1987 (+ 10 %).

Les chiffres d'affaires des Ciments d'Agadir et de Ciments Molins, non compris dans les montants consolidés ci-dessus, sont en augmentation respectivement de 12 % et de 15 %.

## VALEURS DE FRANCE

Le 29 juillet 1988, la valeur liquidative de la SICAF Valeurs de France, société d'investissement à capital fixe gérée par la BRED, était de 344,01 F (338,51 F le 15-07-1988).

A la même date, l'action de Valeurs de France cotait 338 F (336 F le 15-07-1988).

L'actif de la SICAF était composé comme suit :

- Obligations : 16,8 %.
  - Titres intermédiaires : 15,3 %.
  - Actions : 40,2 %.
  - Titres non cotés : 14 %.
  - OPCVM : 12 %.
  - Liquidités : 1,7 %.
- Titres participatifs, certificats d'investissement, bons de souscription d'actions et d'obligations.

## LONDRES

## Baisses des revenus extérieurs à la City

Les revenus extérieurs nets des activités de la City ont baissé à 9,4 milliards de livres (94 milliards de francs) en 1987, contre 9,9 milliards (100 milliards de francs) en 1986 et 7 milliards (70 milliards de francs) en 1985, selon des chiffres fournis mardi par l'Office central de statistique.

La part des assurances, y compris le marché des assurances maritimes de Lloyd's, a représenté plus de la moitié du total avec 4,8 milliards de livres en 1987, un montant à peu près équivalent à celui de 1986, contre 3,3 milliards en 1985.

Les revenus extérieurs nets des institutions bancaires ont fortement diminué, à 1,4 milliard de livres en 1987, contre 2,2 milliards en 1986. Ils avaient atteint 1,3 milliard en 1985. Cette baisse reflète notamment l'importance des provisions pour créances douteuses sur le tiers-monde effectuées par les banques l'an dernier.

Les revenus nets des filiales de banques étrangères en Grande-Bretagne ont notamment reculé à moins de 100 millions de livres en 1987 contre 700 millions en 1986, tandis que les filiales de banques britanniques à l'étranger enregistraient une perte nette de 100 millions au lieu d'un revenu net de 200 millions. Les revenus nets des portefeuilles d'investissement ont reculé légèrement de 2,6 à 2,5 milliards de livres. Mais les intérêts nets payés à l'étranger (aussi bien en sterling qu'en devises étrangères) ont progressé de 1,1 à 2,3 milliards de livres.

Vient ensuite notamment les activités des maisons de courtage (commerce maritime, Bourse), les caisses de retraite avec 732 millions contre 625 millions, le cours des matières premières avec 578 millions de livres contre 571 millions, et les revenus des portefeuilles d'investissement des maisons de titres (Securities Dealers) avec 554 millions de livres contre 550 millions.

## ZURICH

## Modification des horaires de la Bourse

Des modifications interviendront à partir du 7 novembre à la Bourse de Zurich avec notamment une ouverture à 9 h 30 locales, soit une heure plus tôt qu'actuellement, a indiqué une lettre de l'Association de la Bourse de Zurich envoyée aux banques membres de la corbeille.

L'Association de la Bourse de Zurich précise que ces mesures sont destinées à augmenter la liquidité du marché, la capacité de la corbeille ainsi que la vitesse des opérations.

La lettre annonce par ailleurs qu'un mois cinq nouveaux titres seront cotés au marché permanent.

Simultanément, l'actuelle avant-bourse, où sont cotés des titres de moindre importance, est supprimée : ce marché fonctionnera à partir de 13 h 15 à compter du 7 novembre et deviendra donc une « après-bourse », indique-t-on à l'Association de la Bourse de Zurich. Cette modification vise à éviter qu'on donne à l'avant-bourse une notion de la tendance du marché.

La lettre prévoit, sous réserves, que les actions et bons de jouissance Hoffman-La Roche, non cotés à la Bourse principale, jouiront d'un traitement spécial et pourront être traités dès 9 h 15. — (AFP).

## FAITS ET RESULTATS

● SAS rachète 40 % des Aéroplanes Argentin. — Le consortium suédois SAS (Scandinavian Air System) a offert 190 millions de dollars (1,2 milliard de francs) pour le rachat de 40 % des titres de la société publique Argentin. Les titres. Le consortium, qui regroupe des capitaux publics et privés de Norvège, de Suède et du Danemark, a posé comme condition le maintien de la loi réservant à la compagnie Aéroplanes 51 % des vols internationaux au départ ou à destination de l'Argentine. Aéroplanes Argentin, qui a réalisé, en 1987, un bénéfice de 25 millions de dollars (158 millions de francs), dispose d'une flotte de plus de trente appareils récents. Elle opère sur plus de 40 lignes internationales, 20 sur le continent américain, 6 en Europe et une en Océanie.

● Chambon (machine-outil) dépose son bilan. — La société française de machines-outils Chambon vient de demander au tribunal de commerce d'Orléans sa mise en dépôt de bilan. Spécialisée dans les machines pour mouler et conditionner le sucre en morceaux, ainsi que dans celles pour l'impression et le façonnage des emballages de luxe (parfums, disques...), cette société familiale employait 433 personnes. Son chiffre d'affaires, réalisé à 95 % à l'exportation, est passé de 235 millions de francs en 1986 à 167 millions l'an dernier, mais devait se situer cette année à près de 250 millions selon la direction, qui impute à l'absence de fonds propres la situation actuelle et refuse d'évaluer plus précisément qu'à quelques dizaines de millions de francs les pertes actuelles de la société. Des entrepreneurs italiens, américains et français sont candidats à la reprise de Chambon. — L/N

## BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

## Principaux postes sujets à variations (en millions de francs)

28 juillet 1988

Total actif	717 570
dont :	
Or	213 194
Disponibilités à vue à l'étranger	106 491
EDU	57 008
Billets	1050
Chèques de Lyon	1439
Chèques de Paris	783
Chèque Plus	358
Chèque	800
C.A. 1-6-12 (RCL)	322
C.A.T.E.	130
C.D.M.E.	899
C.E.P. Banq.	290
C.E.S.D.	728
C.E.S.P.	148
C.E.P. Comptables	1450
C.E.L. Interbanque	625
Chèques d'origine	609
C.A.U.M.	315
Comptes	283 50
Comptes courants des établissements extérieurs à la constitution de réserves	89 514
Comptes courants du Trésor public	31 949
Reprises de liquidités	25 240
Comptes spéciaux du Fonds de stabilisation des changes - Contrepartie des allocations de droits de tirages spéciaux	8 682
EDU à lever au Fonds européen de coopération monétaire	73 804
Reserve de réévaluation des avoirs publics au or	246 665
Total passif	717 570
dont :	
Billets en circulation	233 563
Comptes courants des établissements extérieurs à la constitution de réserves	89 514
Comptes courants du Trésor public	31 949
Reprises de liquidités	25 240
Comptes spéciaux du Fonds de stabilisation des changes - Contrepartie des allocations de droits de tirages spéciaux	8 682
EDU à lever au Fonds européen de coopération monétaire	73 804
Reserve de réévaluation des avoirs publics au or	246 665

## TAUX DES OPERATIONS

Taux de la dernière opération sur appel d'offres	6,75 %
Taux des prêts à 90 jours	7,50 %
Taux d'escompte	8,50 %
Taux des avances sur titres	10,50 %

## TOKYO, 8 août

## Marché terme

Pour la seconde séance consécutive, la Bourse de Tokyo a été tenue lundi. L'indice Nikkei, qui avait déjà perdu plus de 61 points samedi, a encore cédé 109 points, soit 0,38 %.

L'activité sur le marché a été particulièrement faible, le volume des échanges portant sur 600 millions de titres contre 450 millions la veille.

Les primes de bénéfice se sont donc multipliées dans un marché où il « n'y avait rien à faire », déclarent plusieurs courtiers, déçus par l'actualité ne leur apportant pas d'éléments susceptibles de développer une demande. Les institutions financières sont notamment restées à l'écart du marché.

VALEURS	Cours de 8 août	Cours de 7 août
Alco	620	605
Bridgestone	1350	1350
Fujitsu	1410	1390
Fujitsu	3210	3240
Honda Motor	2270	2280
Mitsubishi Electric	2850	2820
Mitsubishi Heavy	862	875
Sony Corp.	6800	6810
Toyota Motor	2880	2840

## PARIS:

## Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.S.P. SA	289	289 20	W.G.	181	178
Assault & Associés	335	335	Int. Média Service	349	349
Assault	225	225	La Couronne Bézier	335	312
B.A.C.	430	435	Le gel bleu du monde	275	275
B. Dumouchy & Associés	370	370	Lucas International	242 10	242 50
B.L.C.M.	550	545	Locomix		169
B.L.P.	527	527	Martin Inceles		138
Bolton	388	388	Mediobanca	120	120
Bolton Technologies	330	330	Micromedia	462	469
Bolton	1050	1050	Micromedia	120	118
Chèque de Lyon	1439	1439	M.I.M.A.	565	565
Chèque de Paris	783	781	M.I.M.A.	225	227
Chèque Plus	358	350	Novatech		678
Chèque	800	822	Novatech		173
C.A. 1-6-12 (RCL)	322	322	Novatech		301
C.A.T.E.	130	128 50	Novatech (C. L. & P.)	57	
C.D.M.E.	899	899	Prévisions Amériques	470	470
C.E.P. Banq.	290	292	Publicis, Fipacchi		440
C.E.S.D.	728	686	Rémi	616	625
C.E.S.P.	148	148	St-Gobain Enduites		1278
C.E.P. Comptables	1450	1450	St-Gobain Enduites		185
C.E.L. Interbanque	625	620	S.C.F.P.M.		327
Chèques d'origine	609	599	Sigla	378 80	372
C.A.U.M.	315	315	Sonnet	555	555
Comptes	283 50	280	S.P.F.	1401	1459
Comptes courants des établissements extérieurs à la constitution de réserves	89 514	89 514	S.E.P.A.		1380
Comptes courants du Trésor public	31 949	31 949	S.A.T. Group		288 10
Reprises de liquidités	25 240	25 240	Schilling	508	575
Comptes spéciaux du Fonds de stabilisation des changes - Contrepartie des allocations de droits de tirages spéciaux	8 682	8 682	Sigma		308
EDU à lever au Fonds européen de coopération monétaire	73 804	73 804	T.P. 1	240	245
Reserve de réévaluation des avoirs publics au or	246 665	246 665	Union	148	148
			Union France de P.C.	400	400
			Valeurs de France	335	345

LA BOURSE SUR MINITEL  
36-15  
LEMONDE

## Marché des options négociables le 5 août 1988

Nombre de contrats : 6 987.

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
		Septembre	Décembre	Septembre	Décembre
Accor	440	26	44	4,58	-
CGE	320	21	34	13,58	-
EN-Agilite	320	19	30	-	-
Lafarge-Capex	1200	180	215	9	28
Michelin	200	15,98	24	16,58	-
Midi	1580	29	-	288	-
Paribas	440	11	23	-	-
Pengot	1280	185	165	-	-
Saint-Gobain	520	23	41	21	-
Société générale	480	14	23	-	-
Thomson-CSF	180	28	30	5,38	11,58

## MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 5 août 1988

Nombre de contrats : 50 993

COURS	ÉCHÉANCES		
	Sept. 88	Déc. 88	Mars 89
Dernier	104,20	102,85	101,65
Précédent	104,25	102,85	101,65

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Sept. 88	Déc. 88	Sept. 88	Déc. 88
102	2,15	1,88	0,04	1

## INDICES

CHANGES		BOURSES	
Dollar : 6,41 F ↑		PARIS (NSEE, base 100: 31-12-87)	
La publication des chiffres du chômage américain, en légère hausse, n'a pas renversé la tendance. Le dollar a dépassé la barre des 6,40 F, cotant 6,41 F à Paris lors des premiers échanges lundi 8 août, contre 6,395 F à la clôture mercredi 5 août. Il anticipe 1,90 DM et 134 yen (contre 1,850 DM et 133,12 yen vendredi). Le marché reste cependant très calme.		4 août 5 août	
FRANCFORT 5 août 8 août		Valeurs françaises : 124,5	
Dollar (en DM) : 1,859 1,98		Valeurs étrangères : 122,7	
TOKYO 5 août 8 août		(S&P, base 100: 31-12-81)	
Dollar (en yen) : 133,12 134		Indice général CAC : 358,5	
MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)		Indice CAC 40 : 1 327,75 1 324,48	
Paris (8 août) : 618/644/616/615		NEW-YORK (Indice Dow Jones)	
New-York (5 août) : 1 174/673/45		4 août 5 août	
		Industrielles : 2 126,78 2 119,13	
		LONDRES (Indice Financial Times)	
		Industrielles : 1 588,5 1 512,8	
		Mines d'or : 199,1 200,4	
		Fonds d'Etat : 88,57 88,35	
		TOKYO	
		6 août 8 août	
		Nikkei Dow Jones : 28 362,18 28 253,12	
		Indice général : 2 238,79 2 222,96	

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ has	+ has	Rep. + ou dép. -	+ ou dép. -	Rep. + ou dép. -	+ ou dép. -	Rep. + ou dép. -	+ ou dép. -
SE-U	6,4000	6,4110	- 65	- 58	- 130	- 100	- 345	- 285
SE-DM	5,281	5,300	- 128	- 94	- 238	- 196	- 679	- 558
SE-Yen (100)	4,7983	4,7961	+ 189	+ 127	+ 193	+ 231	+ 635	+ 713
DM	3,3710	3,3739	+ 51	+ 68	+ 186	+ 132	+ 338	+ 495
Florin (100)	2,9846	2,9874	+ 39	+ 51	+ 83	+ 163	+ 214	+ 329
FR (100)	16,1085	16,1161	+ 31	+ 181	+ 75	+ 158	+ 85	+ 466
RS	4,8315	4,8359	+ 127	+ 144	+ 227	+ 257	+ 639	+ 740
L (1 000)	4,5786	4,5760	- 141	- 187	- 281	- 237	- 830	- 728
E. (100)	16,8125	16,8250	- 340	- 302	- 673	- 598	- 1 806	- 1 612

## TAUX DES EUROMONNAIES

U.	7 3/4	7 7/8	7 15/16	8 1/16	8 3/16	8 5/16	8 9/16	8 11/16
DM	4 3/4	5 5/8	4 7/8	5 5/8	5 1/4	5 1/8	5 5/16	5 7/16
Florin	4 7/8	5 3/8	5 5/8	5 5/16	5 1/4	5 3/8	5 1/2	5 5/8
FR (100)	5 7/8	6 3/8	6 9/16	6 7/8	6 13/16	7 1/8	7 1/4	7 1/2
RS	2	2 1/2	3 3/16	3 5/16	3 1/2	3 1/4	4 1/8	4 1/4
000)	9 3/16	9 3/4	10	10 3/8	10 5/8	11 1/8	11 1/2	11 3/8
1000)	10 1/8	10 5/16	10 1/4	10 3/8	10 5/8	11 1/8	10 15/16	11 1/16
10000)	6 7/8	7 1/8	7 1/16	7 3/16	7 1/8	7 5/16	7 11/16	7 13/16



**45-55-91-82, poste 4330**



ÉTRANGER	SOCIÉTÉ	SPORTS	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 Le « désengagement » du roi Hussein en Jordanie.	6 L'accident de la gare de l'Est et la démission du président de la SNCF.	9 Automobile : le Grand Prix de Hongrie de formule 1.	10 Festival de Salzbourg : l'Enlèvement au sérail, et la Cenerentola.	16 Budget : l'industrie n'est toujours pas une priorité.	Abonnements ..... 8 Annonces classées ..... 16 Carnet ..... 18 Loto, Loto sportif ..... 12 Météorologie ..... 12 Mots croisés ..... 12 Radio-télévision ..... 12 Spectacles ..... 11	• Jeux avec le Monde ..... JEJ • La messagerie internationale ..... DIA 36-15 tapez LM • Le mini-journal de la rédaction ..... JOUR • Admission aux grandes écoles ..... ECOLES 36-15 tapez LEMONDE
4 L'accord sur un cessez-le-feu dans la guerre du Gola.	7 L'affaire Benveniste sur la « mémoire de la matière » : nouvelles polémiques.	— Natation : marée montante aux championnats de France.	— Théâtre : à Gordes, la fête au village.	— Communication : le groupe Murdoch acquiert le principal hebdomadaire américain de télévision.		
5 Les Soviétiques annoncent le retrait de leurs troupes de Kaboul.	— Incidents au pénitencier de Saint-Martin-de-Ré.	— Volley : la préparation de l'équipe de France.	— Cinéma : Envoyez les violons, et le Traviata.	17 Les abus de la formation en alternance.		
	8 La mort de Francis Ponge.			18-19 Marchés financiers.		

## Mort d'Henri Frenay

Le fondateur du mouvement de résistance Combat

Henri Frenay, fondateur du réseau de résistance Combat, ancien ministre du général de Gaulle, est mort le samedi 6 août, à Porto-Vecchio (Corse-du-Sud) à l'âge de quatre-vingt-trois ans. Il a été inhumé dimanche, dans l'intimité, au cimetière de cette commune.

Qui pourrait oublier ce jeune et brillant saint-cyrien refusant la débâcle ? Peu après l'armistice, Henri Frenay parcourt la zone libre, à la recherche de sympathisants, militaires ou civils, disposés à reprendre le combat. Ainsi naît le mouvement Combat formé, au début, d'un petit nombre de patriotes, dont certains sont à Vichy même, dans les rangs du nouvel Etat. Ils amènent des caches d'armes et communiquent des renseignements à Londres. En 1941, des négociations avec Pacheu, ministre de l'Intérieur, échouent. Pacheu sera jugé et fusillé à Alger en 1943 pour avoir désigné aux Allemands les otages de Châteaubriant, tous passés par les armes en octobre 1941.

Dès lors Frenay sait que le maréchal Pétain n'est plus le maître et que l'on ne peut rien attendre de ceux qui l'entourent. Passant à Marseille, vers la même époque, il rencontre son « binôme » de promotion, Jean Chapelier, qui devait, vingt ans plus tard, finir comme dernier chef militaire français au BET (nord du Tchad). A Marseille, Chapelier s'apprête à partir pour l'Afrique équatoriale française afin de rejoindre les Forces françaises libres. Il lui présente l'une de ses jeunes amies, le docteur Chélina Siosi, d'origine corse, qui habite Paris et était médecin-conseil aux Assurances sociales. Dans la nuit de la clandestinité allait naître une idylle éternelle, qui dura un demi-siècle. Pour des raisons de sécurité, le Dr Siosi se fit nommer médecin-chef au service

des osseux au sanatorium des Escaldes, près de Font-Romeu, siège des responsables du groupe de Dorcas, organisé à l'origine par le professeur Camille Soula, de la faculté de médecine de Toulouse, dont la mission était d'assurer le passage de la frontière d'Espagne, située à quelques centaines de mètres et de couvrir d'un réseau de renseignements la Principauté d'Andorre, où tous les services spéciaux des belligérants se trouvaient présents.

A la Libération, Chélina Siosi allait devenir M<sup>me</sup> Frenay. Entre temps, un petit garçon était né, dont le père est devenu ministre du général de Gaulle. En effet, avant le débarquement de Normandie, Frenay se trouve à Alger et s'apprête à se faire parachuter à nouveau en France. Mais le général décide de garder auprès de lui le fondateur de Combat. Conscient des multiples problèmes qui vont se poser à la Libération, de Gaulle nomme Frenay ministre des prisonniers et des rapatriés, poste qu'il conserve lorsque le gouvernement provisoire s'installe à Paris.

A ce titre, il aura de nombreux contacts avec François Mitterrand, qui a organisé un important mouvement de résistance, de renseignements et d'évasion dans les camps de prisonniers en Allemagne. Frenay fut d'ailleurs l'un des fondateurs de l'UDSR (Union démocratique et socialiste de la Résistance) dont François Mitterrand devint président. Par la suite, Frenay, qui s'entendait mal avec de Gaulle, va s'éloigner de la politique. Bien que venant d'un horizon différent, il conservera toujours une ardente sympathie et une estime intransigeante pour le résistant courageux qu'avait été M. Mitterrand.

En 1965, Henri Frenay avait appelé à voter contre le général de Gaulle. Dans une tribune publiée

par le Monde (24 novembre 1965), il analysait douze raisons d'agir ainsi, notamment le refus du « nationalisme hautain et dénué » qu'incarnait, selon lui, le fondateur de la V<sup>e</sup> République. C'est sur l'Europe en effet qu'entre de Gaulle et Frenay est apparue la première faille d'importance. Dès le lendemain de la guerre, Henri Frenay avait milité pour la construction d'une Europe fédérale. En 1948, il avait participé, comme François Mitterrand, au congrès européen de La Haye.

Henri Frenay n'en était pas pour autant « mitterrandiste ». Candidat malheureux de la SFIO en 1958 dans la quarante-cinquième circonscription de la Seine, Henri Frenay était de ceux qui souhaitaient en 1964 une candidature de Gaston Defferre à la présidence de la République l'année suivante. Le candidat de la gauche fut François Mitterrand. Frenay appela alors de ses vœux la constitution d'un vaste rassemblement politique exclusif des extrêmes, c'est-à-dire du PCF à l'UNR.

D'autres ont dit le rôle de Combat dans la lutte contre l'occupant. Je rappellerai simplement que lorsque Jean Moulin vint de Londres, avec mission d'unifier les mouvements de résistance longtemps disparates, c'est le modèle de Frenay qui fut adopté comme étant le mieux structuré et le plus efficace. Tous rallièrent sans faille la nouvelle organisation d'où allaient naître les FFI (Forces françaises de l'Intérieur) ; seule les FTP (Francs-tireurs et partisans), d'obédience communiste, traîneront quelque peu les pieds. Frenay leur en a toujours voulu pour ce désir d'autonomie. Quand vint le drame de Caluire et l'arrestation de Jean Moulin (au sujet de laquelle Frenay considéra l'attitude de Hardy, chef de la Résistance, comme suspecte), tout le système était en place. Le nazisme et ses

alliés allaient succomber sous les coups portés de l'extérieur et de l'intérieur.

Fait Grand Croix de la Légion d'honneur par le président de la République à la fin de l'année dernière, Henri Frenay ressentait, au mois de mars, les premiers signes de la maladie qui devait l'emporter. Malgré une intervention chirurgicale, son état ne tarda pas à s'aggraver. Il choisit de venir en Corse, le natal de Chélina, dans leur maison de Porto-Vecchio, l'une des plus belles du monde. Malraux a écrit que la mort transforme une vie en destin. Henri Frenay nous quitte mais il était depuis longtemps entré dans l'Histoire.

JACQUES RUFFIÉ,  
professeur au Collège de France.

[Henri Frenay est né le 19 novembre 1905 à Lyon. Fils de colonel, il étudia à Saint-Cyr et à l'école supérieure de guerre. Capitaine en 1934, il participe aux combats de 1940. Fait prisonnier le 25 juin de cette année, il est libéré de l'armistice, il s'évade cinq jours plus tard et rejoint la zone libre. Il fonde le mouvement de libération nationale et organise la résistance en zone nord. Recherché par la Gestapo à partir de la fin de 1941, il fonde au mois de novembre le mouvement Combat, né de la fusion du MLN et du mouvement Liberté. Commissaire aux prisonniers et déportés dans le comité français d'Alger (1943), il devient ministre des prisonniers, déportés et réfugiés dans le gouvernement provisoire de 1944 et 1945. Malgré cette liaison avec le général de Gaulle, Henri Frenay avait appelé à voter contre le fondateur de la V<sup>e</sup> République lors de l'élection présidentielle de 1965. Henri Frenay a été délégué général du syndicat des producteurs et exportateurs de films de 1954 et 1958. Il était administrateur de sociétés. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages sur la résistance : *La nuit finira* (1973), *Volontaires de la nuit* (1975), *L'ennemi Jean Moulin* (1977). Henri Frenay était grand officier de la Légion d'honneur, compagnon de la Libération, croix de guerre 39-45.]

## Le « huit » du siècle

## Poussée de fièvre à Las Vegas

LAS VEGAS  
de notre envoyé spécial

Faut-il prendre les chiffres à la lettre ? A Las Vegas tout fait nombre, cela va de soi. Pourtant le Macque du jeu américain vient de connaître pendant deux jours une poussée de fièvre que la chaleur indécise du désert du Nevada n'explique pas à elle toute seule. Cette fièvre soudaine qui s'est mesurée à la longueur infinie des files d'attente des avions et au taux de remplissage record des monstrueux hôtels-casinos de la ville, était tout simplement due à l'approche de ce lundi 8 août 1988. Traduit en langage les-vegasien, cela donne : 8.8.88, une « martingale » de « 8 » que le calendrier ne prodigue qu'une fois par siècle. Et alors ?

Justement ! Dans un pays où l'astrologie a parfois au droit de cité à la Maison Blanche et même présidé aux dates de certains sommets, pourquoi la « numérologie » ne serait-elle pas prise au mot dans les casinos ? D'autant que, comme le faisait remarquer en ironisant à peine un amateur décevant venu du New Jersey — où se trouve l'autre temple du jeu, Atlantic City — tous les présages concordent : Las Vegas s'écrit en huit lettres, et en cette saison la température descend rarement au-dessous de 88 degrés Fahrenheit...

La musique  
des chiffres

La presse locale, elle, cherche un label de garantie, avait ouvert ses colonnes aux professionnels. Ainsi, dans le *Las Vegas Review Journal*, Elton Dodge, un « numérologue » de l'Arizona qui fait, paraît-il, autorité, expliquait les vertus bénéfiques du chiffre 8. Il en ressort, pour résumer, que le 8 devait être d'autant plus bénéfique lundi, qu'additionnés aux autres composantes de la date (8.8.88) se transforme en « 6 ». Ce qui serait le fin du fin de la numérologie et placerait cette journée historique sous le double signe de l'« éternité dormentielle », donc le mariage, et « du pouvoir de l'argent, donc du jeu ».

M. Dodge, qui en profite au passage pour signaler le prochain parution de son dernier ouvrage (9 dollars 99), assure

également que les chiffres « ont une petite musique intérieure qui nous attire sans que nous en soyons pleinement conscients ». Le résultat en tout cas est concluant : l'appel du 8 a dépassé les prévisions.

Notamment dans les multiples officines et chapelles de la ville où se célèbrent en plus de huit minutes des mariages express dont certains ne durent pas huit jours. Debra Wright, la tenancière de la « petite chapelle blanche », n'en est pas ravie. Alors que le lundi est un jour creux où elle n'a guère que trois ou quatre clients, elle a, pour ce 8 août, enregistré trente commandes. Quant à Brenda Hammon, de la « Mission des cloches », deux de ses clients ont exigé d'être unis à 8 heures du soir précises, et elle ne sait plus où donner de la tête : « Autant louer un stade et faire un mariage de masse à la façon du révérend Moon », s'est-elle confiée, écoeuvée. A l'intérieur des hôtels transformés en tripots, la situation était devenue précaire : inutile parfois de tenter d'obtenir une chambre se terminant par le chiffre 8 ou même située au 8<sup>e</sup> étage. Dans le César Palace qui reste un des hôtels-casinos les plus huppés de Las Vegas, il est venu au bas mot huit fois plus du monde que d'habitude. Des touristes en général qui d'un air innocent et un peu honteux cherchaient du coin de l'œil à repérer, en prévision du lendemain, la 8<sup>e</sup> machine à sous de la rangée, la 8<sup>e</sup> table de baccarat, etc.

Rencontré dans un restaurant de l'hôtel le Baccarat (menu à 7 plats plus dessert = 85), un représentant de voitures de Salt Lake City confiait qu'il mériterait toutes ses économies en huit fois sur le 8. Son auto : le 8 août est aussi la date de son anniversaire. Malheureusement, il n'aura, déplore-t-il, que quarante-sept ans. Quant aux serveuses en mini-togues, obligées de faire plus de 8 heures déguisées en vestales antiques pour un salaire qui ne compte pas autant de zéros, revenues depuis longtemps du fétichisme des chiffres, elles attendent avec stoïcisme la fin de la frénésie. La prochaine vague d'hystérie numérologique n'est pas prévue avant le 9 septembre 1998 : largement plus de huit ans de tranquillité.

MARE-CLAUDE DECAMPS.

## Frénésie de mariages en Allemagne

Toutes les mairies d'Allemagne, de l'Ouest et de l'Est, ont été littéralement envahies et les officiers de l'état civil surchargés de travail le lundi 8-8-88.

Le combinatoire magique n'a pas échappé aux candidats au mariage et, selon la presse, aurait même incité des couples qui vivaient jusqu'à présent en concubinage à se présenter devant monsieur le maire, sûrs que le 8-8-88 portera chance à leur union d'un moment soignée.

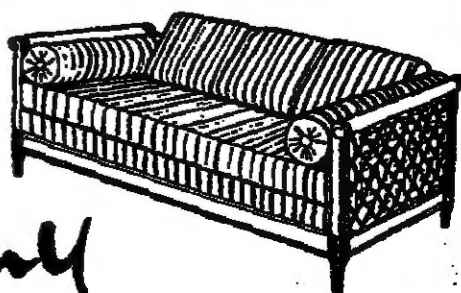
Lundi, 55 000 couples en RFA et environ 10 000 en RDA devaient se présenter dans les mairies s'échapper la « oui ».

leurs alliances et un baiser. Au moins trente fois plus qu'un jour ordinaire, selon la presse.

A Mannheim, les fonctionnaires se sont dits « prêts à travailler jour et nuit » pour unir les nouveaux couples. A Berlin-Est, l'état civil prévoyait de marier lundi plus de 1 100 couples, cinquante fois plus qu'à l'habitude.

Dans certaines communes, les maires n'ont pas hésité à donner un coup de pouce au destin et à accorder le symbolique du 8-8-88 en offrant 88 deutschemarks (48 dollars) aux jeunes couples comme cadeau de mariage. — (AFP.)

En tous styles, toutes dimensions, laques et patines anciennes, également transformables en couchage de deux personnes (concessionnaire exclusif Jean Roche). Rémy réédite les plus beaux meubles — Louis XIII, — Rustique — (noyer de France), en passant par le XVIII<sup>e</sup> siècle, jusqu'à l'Art nouveau et même l'Art déco.

Etonnante collection  
de lits de repos...

Rémy

Rémy : 80-82, rue du Faubourg-Saint-Antoine 127, 43-43-65-66.

Nouveau vol  
nocturne  
au-dessus de Paris

Des témoins ont aperçu un avion de tourisme ou un ULM qui survolait Paris à basse altitude dans la soirée du dimanche 7 août. Il serait passé au-dessus des voies ferrées de la gare Montparnasse, avant de se diriger vers la porte d'Orléans, puis vers Montrouge (Hauts-de-Seine).

Un tel survol avait déjà eu lieu dans la nuit du 27, puis du 28 juillet : un appareil avait alors survolé la capitale. Les hélicoptères du commandement de l'armée de l'air de Taverny (Val-d'Oise) avaient tenté de le retrouver, mais l'avion volait trop bas pour être repéré par les radars.

## BOURSE DE PARIS

## Matinée du 8 août

## effritement

Après avoir ouvert à -0,25%, c'est sur un marché très hésitant que la Bourse de Paris voit son indicateur osciller aux alentours de -0,08 % dans le courant de la matinée du lundi 8 août.

Très peu de mouvements de hausse et de baisse. Notons tout de même en hausse UFB Locabail (+4 %), Auxiliaire Entreprise (+2,6 %), OFF (+2,5 %), et en baisse Raffinage distribution (-3,4 %), CCF (-2,9 %), Eurocom (-2,9 %) et Suez (-1,5 %).

Une réunion  
d'anciens parachutistes  
dégénère  
en bataille d'ivrognes  
à Moscou

Un rassemblement de quelque huit mille anciens parachutistes soviétiques, parmi lesquels d'anciens combattants d'Afghanistan, a dégénéré en une gigantesque bataille d'ivrognes, mardi 2 août, au Parc Gorki et dans les rues de Moscou, a rapporté, samedi, l'agence Tass.

Les « bérés bleus » ont empêché le déroulement d'un concert en plein air organisé pour eux dans l'enceinte du Parc Gorki, qui a rapidement pris les allures « d'une ville assiégée ». Les anciens soldats, dont certains étaient déjà ivres à leur arrivée sur place, ont même tenté de marcher sur la Place Rouge, avant d'être arrêtés dans leur élan par la milice.

« La saoulerie a culminé pendant le concert, lorsque les jeunes gens ont grimpé sur la scène, bu de la vodka devant tout le monde et cassé les bouteilles sur place », écrit Tass. « Ils ont pris les micros des mains des musiciens, proféré toutes sortes d'incartours, tandis qu'un autre groupe d'ex-militaires s'était mis à genoux dans la fontaine du parc, en arrachant leurs médailles. »

Six membres des forces de l'ordre ont été hospitalisés. — (UPI, Reuters.)

Le numéro de « Monde » daté 7-8 août 1988 a été tiré à 475 779 exemplaires.

## URSS

Un journal letton publie  
une interview de M. Eltsine

L'ancien chef du PC de Moscou, M. Boris Eltsine, a été interviewé par le dernier pour « jugement politique erroné » après avoir dénoncé les lenteurs de la réforme, a clamé son innocence dans une interview publiée par un quotidien de Lettonie, *Societatska Molodej*.

C'est la première fois depuis son limogeage, accompagné de son exclusion du bureau politique, qu'un organe de presse soviétique publie une interview de M. Eltsine. Une entrevue avec les *Nouvelles de Moscou*, en avril, n'avait été publiée que dans l'édition allemande de cet hebdomadaire. La presse soviétique avait cependant reproduit, le 2 juillet, l'intervention de M. Boris Eltsine devant la conférence fédérale du PCUS, où il avait demandé sa réhabilitation politique. Cette demande avait été énergiquement repoussée par le parti — sans les nouer — « d'avoir peur de rencontrer le peuple ». Quant à lui, il ne se sent « coupable ni à l'égard du parti, ni à l'égard du peuple ». — (Reuters.)

Dans l'interview publiée par *Societatska Molodej*, M. Eltsine, qui est resté membre du comité central et devenu premier vice-ministre de la construction, reproche à certains dirigeants du parti — sans les nommer — « d'avoir peur de rencontrer le peuple ». Quant à lui, il ne se sent « coupable ni à l'égard du parti, ni à l'égard du peuple ». — (Reuters.)

Avis de recherche  
pour un menhir

De mémoire d'homme, un menhir de plus d'une tonne avait toujours marqué les limites de trois communes du Var : Grimaud, Plan-de-la-Tour et La Garde-Freinet. Il vient de disparaître.

Les trois maires ont lancé un avis de recherche pour tenter de retrouver cette pierre levée, partie intégrante du paysage et du patrimoine local.

Privés des talents d'Obélix, dont la présence n'a pas été signalée dans la région, les voleurs devaient sans doute disposer, pour mener à bien leur forfait, d'un gros engin de levage et d'un solide véhicule.

A B C D E F G

réouverture le lundi 29 août  
**CAPÉLOU**  
LITERIE - CONVERTIBLES - ELEMENTS BOIS  
37, AV. DE LA REPUBLIQUE, PARIS-11 • M<sup>me</sup> PARMENTIER